

# PAIX ET SÉCURITÉ

## LE RÊVE ET LA RÉALITÉ

*L'état de santé de  
certains pays de l'Est  
après la révolution.*

PAR JACQUES LÉVESQUE

**Shridath Ramphal**  
Mettre fin à la  
Guerre froide entre  
le Nord et le Sud.

**J.L. Granatstein  
Robert Bothwell**  
Le dernier tour  
de piste de  
Pierre Trudeau.

**David Runnalls**  
L'art de sauver  
notre planète.  
**Selig Harrison**  
Épreuve de force  
au Cachemire.

**Jean-François  
Lépine**  
Lettre d'Hébron.  
La vie dans les  
territoires occupés.

**Bernard Wood**  
Le Canada dans le  
monde, après  
Meech.

Dans le présent numéro :



# PAIX ET SÉCURITÉ

## Bureau de rédaction :

Nancy Gordon, Présidente  
David Cox  
Charlotte Gray  
Roger Hill  
Madeleine Poulin

## Rédacteur en chef :

Michael Bryans

## Rédactrices en chef adjointes :

Hélène Samson, Eva Bild

## Rédacteur de la chronique

### des livres français :

Jocelyn Coulon

## Agent de la distribution :

Bradley Feasey

## Traitement de texte :

Nancy Coulter

## Version française :

(sauf indications contraires)  
Sogestran Inc. Denis Bastien

## Présentation et production :

The Spencer Francey Group

## Imprimerie :

Somerset Graphics

*Paix et Sécurité* paraît tous les trois mois. Ce bulletin vise à informer la population canadienne sur les activités de l'Institut et à favoriser l'expression de toutes les opinions ayant cours au pays sur les questions susmentionnées. Les opinions formulées dans chaque article sont exclusivement celles de l'auteur. **N'hésitez pas à nous faire part de vos observations et idées.**

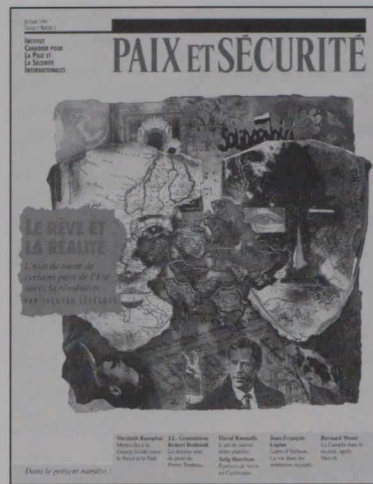
Tout texte de *Paix et Sécurité* peut être repris dans des périodiques, revues ou autres médias imprimés, à condition que l'Institut en accorde préalablement l'autorisation expresse écrite, et à condition que ces périodiques, revues ou autres médias imprimés citent leur source. • Les droits d'auteur des illustrations, dessins, graphiques et autres travaux artistiques figurant dans *Paix et Sécurité* appartiennent à l'artiste qui les a réalisés et ne sauraient être réimprimés ou reproduits sous quelque forme que ce soit sans l'autorisation expresse écrite de l'Institut et de l'artiste. • Les institutions éducatives peuvent photocopier les textes de *Paix et Sécurité*, à condition que ce soit en tirage limité. • *Paix et Sécurité* est membre de la *Canadian Periodical Publishers Association* et le magazine est catalogué dans l'Index de périodiques canadiens. Il est possible de se procurer les numéros antérieurs de *Paix et Sécurité*, sous forme de microfilms en s'adressant à la Société Micromédia limitée, à Toronto.

© L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, 1990.

Courrier de la deuxième classe –  
Enregistrement n° 7944  
Port payé à Smiths Falls  
Retour à l'expéditeur garanti

ISSN 0831-1846

## NOTE DE LA RÉDACTION



■ Dans le présent numéro de *Paix et Sécurité*, **Jacques Lévesque** nous amène dans quatre pays de l'Est au lendemain de la révolution : la Pologne, la Roumanie, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Après avoir lui-même fait ce périple au printemps dernier, l'auteur décrit l'état de santé de chacun de ces pays. Les populations est-européennes devront consentir d'énormes sacrifices, et c'est là le prix à payer afin que les économies de l'Est réintègrent rapidement le marché mondial.

Il semble que les grands vents de la Guerre froide déferlent main-

tenant sur les pays riches du Nord et les pays pauvres du Sud. **Shridath Ramphal**, Secrétaire général sortant du Commonwealth, nous livre quelques-unes de ses réflexions sur la notion de «village mondial». L'interdépendance est de mise à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle.

Bien peu d'entre nous connaissons le sérieux des tensions qui existent actuellement au Cachemire et les acteurs qui en sont la cause. **Selig Harrison** retrace l'historique de ce conflit et il affirme qu'une quatrième guerre entre l'Inde et le Pakistan pourrait éclater à cause de ce territoire. Qui plus est, les antagonistes pourraient utiliser des armes nucléaires.

L'avenir de la planète est en jeu et il est fonction de stratégies complexes et de politiques qui devront être mises en place conjointement par les pays industrialisés et les pays en développement. **David Runnalls** fait état du calendrier des négociations à ce sujet, et il affirme qu'il revient au monde industrialisé de faire les premiers pas et de prendre des mesures unilatérales. Il faudrait par la suite créer des mécanismes qui permettraient aux pays du tiers-monde de poursuivre des formes plus durables de développement sans accroître les risques pour la planète.

On se souviendra sans doute de l'Initiative de paix de P.E. Trudeau en 1983 et de tous les espoirs qu'elle avait suscités. Deux historiens canadiens, **J.L. Granatstein** et **R. Bothwell**, nous font vite perdre nos illusions. Nous reproduisons ici des extraits du livre qu'ils ont récemment publié chez les Presses de l'Université de Toronto, et dans lequel ils démontrent que Trudeau n'était pas vraiment pris au sérieux par la communauté internationale et qu'il n'a pas opté pour les bons moyens pour arriver à ses fins.

Nous avons demandé à **Jean-François Lépine**, qui termine un séjour au Moyen-Orient en tant que correspondant pour les sociétés Radio-Canada et CBC, d'écrire un court article sur cette partie du monde. *Paix et Sécurité* compte publier une série de documents qui exposent diverses perspectives sur le conflit du Moyen-Orient.

— Hélène Samson

Institut  
canadien pour  
la paix et  
la sécurité  
internationales

360, rue Albert  
Bureau 900  
Ottawa (Ontario)  
Canada K1R 7X7  
Téléphone (613) 990-1593  
Télécopieur (613) 563-0894

Directeur général :  
Bernard Wood  
Membres du conseil  
d'administration :  
David Braide, *Président*  
Beatrice Bazar  
Lincoln Bloomfield  
Orest Cochkanoff  
Francine Fournier  
Edward Greene  
Claude Julien  
Reginald Lane  
Judith Padua  
Eleonor Powell  
Mary Simon  
Bernard Wood

L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales a été créé par une loi du parlement du Canada en 1984 pour «accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales d'un point de vue canadien». L'Institut ne se fait l'avocat d'aucune politique particulière, pas plus qu'il ne prend part à l'élaboration des décisions gouvernementales. L'Institut est une société de la Couronne. Ses administrateurs sont nommés par le gouvernement du Canada qui consulte tous les partis reconnus à la Chambre des communes. Ces dispositions aident à garantir l'autonomie de l'Institut.

NOUVELLES PUBLICATIONS  
DE L'INSTITUT  
PARUES DANS LE  
DERNIER TRIMESTRE

«Surviving the Nuclear Age, a bibliography on nuclear weapons, arms control and disarmament for the year 1987», par Ron Purver et Jutta Paczulla, mai 1990.

Le Canada, la paix et la sécurité internationales. Une bibliographie 1985-1989, juin 1990. 15 \$

Thésaurus de la paix et la sécurité, juin 1990. 10 \$

Canada et sous marins. Technologie et politique, par Bernard Goulard, Document de travail n° 24, juin 1990, 58 pages.

«The Control of Chemical and Biological Weapons (CBW): Strengthening International Verification and Compliance», compte rendu

Autres publications de l'Institut : Cahiers • Exposés • Documents de travail • Fiches d'information • Guide annuel sur les politiques du Canada • Revue annuelle du Directeur général • Rapport annuel de l'Institut.

d'une conférence, Toronto, 4-5 avril 1989, par Dianne DeMille, Document de travail n° 25, juillet 1990, 72 pages.

«The Case for a United Nations Verification Agency», par A. Walter Dorn, Document de travail n° 26, juillet 1990, 41 pages.

«East-West Relations in Transition: Towards a New European Order», extraits d'un rapport présenté à l'Institut par le Groupe d'experts sur les évaluations stratégiques, Document de travail n° 27, juillet 1990.

Rapport annuel, 1989-1990.

Prière de remplir la carte-commande à l'intérieur du magazine pour obtenir plus de détails sur ces publications et sur les titres énumérés ci-haut.



## SOMMAIRE



- 
- 2 **LE RÊVE ET LA RÉALITÉ** PAR JACQUES LÉVESQUE  
*Les lendemains de révolution sont rarement faciles, et c'est particulièrement le cas pour la plupart des pays de l'Est.*
- 
- 6 **VIVRE EN BON VOISINAGE** PAR SHRIDATH RAMPHAL  
*Le Secrétaire général sortant du Commonwealth fait le point sur la «Guerre froide» entre le Nord et le Sud.*
- 
- 8 **ÉPREUVE DE FORCE AU CACHEMIRE** PAR SELIG S. HARRISON  
*Un différend pourrissant depuis longtemps sur le sous-continent indien risque de dégénérer en affrontement nucléaire.*
- 
- 10 **LE DERNIER «HOURRA» DE PIERRE TRUDEAU**  
PAR J.L. GRANATSTEIN ET ROBERT BOTHWELL  
*Deux historiens analysent l'«Initiative de paix» de 1983.*
- 
- 12 **SAUVONS L'ATMOSPHÈRE TERRESTRE** PAR DAVID RUNNALLS  
*Compte rendu sur la stratégie et les jeux d'influence politiques déployés pour sauver l'atmosphère.*
- 
- 24 **LETTRE DE HÉBRON** PAR JEAN-FRANÇOIS LÉPINE  
*Les dures réalités de la vie quotidienne, au coeur d'un des plus longs et des plus dangereux conflits du monde.*
- 

■ **Jacques Lévesque** est professeur de sciences politiques à l'Université du Québec à Montréal; **Shridath Ramphal** est Secrétaire général sortant du Commonwealth; **Selig S. Harrison** est associé principal à la *Carnegie Endowment for International Peace* à Washington et il était autrefois chef du Bureau de l'Asie du Sud pour le *Washington Post*; **Robert Bothwell** est professeur d'histoire à l'Université de Toronto; **J.L. Granatstein** est professeur d'histoire à l'Université York; **David Runnalls** est Directeur du Programme pour un développement durable à l'Institut de recherche politique à Ottawa; **Jean-François Lépine** était correspondant au Moyen-Orient pour les émissions *Le Téléjournal* de Radio-Canada et *The National* de la CBC.

- 
- |    |   |    |  |
|----|---|----|--|
| 5  | NOTE DE LA DIRECTION                      | 18 | EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE    |
| 14 | RÉPERTOIRE DES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT | 19 | À L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE SÉCURITÉ |
| 16 | CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS  | 20 | NOUVELLES DE L'INSTITUT/TRIBUNE          |
| 17 | CHRONIQUE DE LA DÉFENSE                   | 22 | LIVRES                                   |
-



L'ANNÉE 1989 AURA ÉTÉ CELLE DE L'EUPHORIE RÉVOLUTIONNAIRE EN EUROPE DE L'EST. LES LENDEMAINS DE révolution sont rarement faciles, et c'est particulièrement le cas pour la plupart des pays de l'Est. Même la démocratie, qui constituait l'enjeu le plus précieux des mouvements sociaux de chacun de ces pays, demeure fragile, et son avenir est loin d'être partout assuré.

Dans une entrevue donnée au Canada en 1989, le professeur Bronislaw Geremek, l'homme politique polonais chef du groupe parlementaire issu de Solidarité, faisait très justement observer que si auparavant, plusieurs pays étaient déjà passés de la dictature à la démocratie, aucun n'avait encore jamais expérimenté un passage simultané de la dictature à la démocratie et d'une économie centralement planifiée à une économie de marché. Les problèmes, risques et défis sont donc d'une ampleur et d'un ordre nouveaux.

Presque partout en Europe de l'Est, le ressac créé par la vague révolutionnaire a été tel que les partis communistes ont emporté dans leur chute non seulement le modèle politique et économique du socialisme stalinien, mais aussi toute idée de socialisme démocratique, ou même de social-démocratie. La privatisation au maximum et le règne complet des lois du marché sont devenus des mots d'ordre impératifs. Chez la grande majorité des intellectuels d'Europe de l'Est, qui dans la plupart des cas sont d'anciens communistes, on peut même parler d'un nouveau dogmatisme (qui a remplacé l'ancien) à l'égard du libéralisme économique le plus absolu, qui est considéré comme une panacée pour tous les problèmes.

Tous les tenants de ce libéralisme radical savent très bien que l'application intégrale des lois du marché et l'intégration rapide des économies de l'Est au marché mondial ne peuvent qu'aggraver à court terme leur situation en suscitant une inflation galopante, en entraînant la fermeture de centaines d'usines (peu habituées à la compétition et incapables de le devenir rapidement), en créant un chômage massif et des inégalités sociales considérables. Ils considèrent que c'est là un prix inévitable à payer, qu'il n'y a pas d'autre choix et que les choses iront nécessairement mieux, très rapidement.

VOYONS DE FAÇON GÉNÉRALE ET SCHÉMATIQUE COMMENT LA SITUATION SE présente dans les quatre pays de l'Est que nous avons visités, outre la République démocratique allemande (RDA) en avril et mai 1990, en commençant par la Pologne, car c'est là que la présence d'un gouvernement non communiste, qui date de septembre dernier, est la plus ancienne. C'est là aussi qu'on a appliqué le plus rapidement et le plus radicalement la loi du marché, de telle sorte que des résultats assez nets apparaissent déjà et que commencent à émerger différentes conséquences politiques possibles.

Selon les statistiques officielles du gouvernement polonais, le niveau de vie de la famille polonaise moyenne a baissé de 40 p.100 en cinq mois, soit de septembre 1989 à mars 1990.<sup>1</sup> Le chiffre est très impressionnant, surtout si l'on tient compte du fait que le niveau de vie en Pologne avait déjà chuté considérablement depuis le début de la décennie. La détérioration dramatique récente s'est surtout fait sentir à partir de janvier 1990, par suite d'une libéralisation de presque tous les prix qui a porté ce mois-là, le taux d'inflation à plus de 1000 p.100, ramené sur une base annuelle.

Au début de l'été, il y avait environ 350 000 chômeurs, ce qui est relativement peu dans un pays de 37 millions d'habitants. Cependant, si le chiffre est encore peu élevé, c'est qu'une grande partie du chômage a été absorbé collectivement. Voici de quoi il s'agit. La thérapie de choc appliquée à l'économie polonaise à partir de janvier a entraîné une sévère ré-

cession qui a conduit de très nombreuses entreprises à réduire leur production de 25 à 50 p.100. Plutôt que de voir ces entreprises effectuer des mises à pied considérables, les ouvriers ont accepté que les heures de travail de tous soient réduites. Il est évident que cette situation ne peut durer très longtemps et qu'une restructuration véritable des entreprises devra intervenir. La plupart des économistes polonais s'attendent à une importante vague de chômage dans la seconde moitié de 1990.

DANS CES CONDITIONS, IL EST ABSOLUMENT REMARQUABLE QUE, MALGRÉ CELA, LE GOUVERNEMENT MAZOWIECKI ait pu jusqu'ici conserver une cote de popularité impressionnante. Elle tient à la légitimité tout à fait exceptionnelle dont il bénéficie. Sa légitimité est telle que le parti ayant succédé au parti communiste n'a pas osé encore rompre ouvertement avec ce dernier et que les ministres communistes demeurent encore au gouvernement. Malgré cela, cependant, la colère gronde de plus en plus dans la population. Le gouvernement a promis au début de janvier une amélioration de la situation économique au cours des six mois suivants. Ce délai touche à sa fin, et ce n'est pas à une amélioration mais à une aggravation qu'il y a plutôt lieu de s'attendre.

Depuis quelques mois, Lech Walesa a de plus en plus de mal à contenir le mécontentement de ses troupes et à étouffer les nombreuses grèves qui surgissent à l'échelle locale. Cette situation difficilement tenable et ses ambitions personnelles expliquent la guerre larvée qu'il a commencé à livrer au gouvernement formé par ses propres conseillers et pratiquement nommé par lui.

# LE RÊVE ET LA RÉALITÉ

*Certains pays de l'Est sont mieux équipés  
que d'autres pour relever les défis de taille  
qui se présentent.*

PAR JACQUES LÉVESQUE



J.W. Stewart



Dans la mesure où il n'y a pas de véritable option de gauche en Pologne, ni à court terme, ni probablement à moyen terme en raison du discrédit de l'ancien parti communiste qui a cherché à se réhabiliter en prenant le nom de Social-Démocratie de la République de Pologne, contribuant par là à discréditer davantage une telle option, c'est un régime d'extrême-droite qui pourrait remplacer le présent gouvernement.

Walesa est actuellement tenté par une surenchère de type populiste, nationaliste et autoritaire. À la veille du Congrès de Solidarité, dont il a facilement été réélu président, il avait commencé à critiquer «son» gouvernement en lui reprochant de «se traîner les pieds» et en exigeant «l'accélération des réformes». Par là, il entendait essentiellement l'élimination des communistes (ou plutôt des anciens communistes, car ils ont quitté massivement le Parti et son successeur) qui occupent effectivement encore un très grand nombre de postes importants aux différents niveaux de l'Administration et dans les entreprises d'État. Dans les conditions actuelles, une «chasse aux sorcières» communistes pourrait devenir un moyen politique pour détourner l'attention des difficultés économiques et sociales de la Pologne. Elle pourrait aller très loin dans la mesure où presque toute l'*intelligentsia* polonaise, y compris la majorité des conseillers de Solidarité, a été communiste pour des périodes plus ou moins longues.

Le président de Solidarité accuse maintenant les intellectuels de l'avoir trahi et il prend un ton leur étant de plus en plus hostile. Il affirmait en mai : «Je me suis fait prendre par les intellectuels. J'ai trop cru en les intellectuels polonais et trop suivi leurs conseils. Ils m'ont induit en erreur». <sup>2</sup> Contrairement à ce que souhaitait le gouvernement polonais, Walesa a demandé le retrait complet des troupes soviétiques de Pologne. Au mois de mars, il a affirmé son intention d'être candidat à la présidence du pays et il réclame, depuis, des élections présidentielles anticipées.

Tous ces éléments montrent qu'il semble voir son rôle politique comme celui d'un nouveau Pilsudski. <sup>3</sup> Quoi qu'il en soit, il demeure en Pologne un héros national et, s'il décidait d'encourager un mouvement de grève qui, dans les conditions actuelles, risquerait de prendre une ampleur considérable, il pourrait sans doute facilement faire renverser le gouvernement.

C'est cependant en Roumanie, où les conditions économiques générales sont beaucoup plus catastrophiques qu'en Pologne, que les perspectives d'avenir s'annoncent les plus sombres. Pour nous, qui avons connu la Roumanie il y a près de vingt ans, un retour sur place après toutes ces années produit un effet de choc. Le niveau de vie des Roumains est tombé à celui que les Soviétiques connaissaient au début des années 1960. On peut dire sans beaucoup d'exagération que la dictature mégalomane et impitoyable de Ceausescu a pratiquement désertifié le pays, sur les plans économique, politique et culturel.

Ce sont précisément ces conditions qui expliquent le grand paradoxe de la Roumanie par rapport aux autres pays d'Europe de l'Est et qui fait que le successeur du Parti communiste roumain, le Front de salut national a pu non seulement conserver le pouvoir, mais aussi remporter les élections présidentielles de mai 1990 avec une majorité inouïe de 89 p.100, alors que les successeurs des partis beaucoup plus réformistes de Pologne et de Hongrie se sont effondrés.



AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES, LA RÉPRESSION avait été tellement forte en Roumanie que, contrairement à ce qui s'était passé dans les autres pays d'Europe de l'Est, aucun groupe d'opposition relativement structuré n'avait pu fonctionner ni se manifester un tant soit peu dans la société. Il n'y avait pas d'autre choix politique immédiat. C'est ce qui a permis à un petit groupe composé de plusieurs anciens collaborateurs de Ceausescu

et de quelques autres personnages cooptés à la dernière minute de s'emparer du pouvoir dans des conditions qui demeurent encore mystérieuses.

Les événements de décembre 1989 en Roumanie ont tenu simultanément d'une véritable insurrection populaire et d'un coup d'État. Ce sont effectivement les révoltes spontanées de Timisoara du 15 au 20 décembre, et de

Bucarest, quelques jours plus tard, qui ont amorcé la chute de Ceausescu. Mais c'est justement parce qu'il s'agissait de mouvements spontanés et sans direction politique organisée que le groupe dirigé par Ion Iliescu a pu s'emparer du pouvoir en adoptant avec les forces armées un compromis politique dont on ignore toujours les termes.

Contrairement à ce qui avait été affirmé au départ, il a été rapidement établi que ce n'est pas la *Securitate*, mais l'armée qui a tiré sur la foule à Timisoara et à Bucarest, la veille de la fuite de Ceausescu. Ce n'est qu'à la toute dernière minute, avec l'intensification de l'insurrection populaire, que l'armée s'est retournée contre le dictateur. Le procès grotesque organisé à toute vitesse et à l'issue duquel Ceausescu a été immédiatement exécuté pour «génocide», avait notamment pour objectif essentiel, de blâmer le dictateur pour tout, de l'empêcher de parler, et d'amoindrir le rôle de l'armée dans la répression. Le général Stanculescu, un des organisateurs du procès, serait celui qui aurait ordonné la répression à Timisoara. La version la plus longue de l'enregistrement du procès a été coupée au moment où Ceausescu, après avoir nié avoir donné l'ordre de tirer à Timisoara, s'appretait à désigner les responsables.

Ion Iliescu et plusieurs de ceux qui l'entourent, comme Silviu Brucan et Petre Roman, sont certainement bien intentionnés et cherchent véritablement à démocratiser la Roumanie. Ils risquent cependant d'être largement prisonniers de l'armée et non seulement de l'appareil d'État, mais aussi de l'appareil politique de l'ancien régime. Tout comme l'exécution de Ceausescu a évité que l'on fasse le procès du régime, la mise hors-la-loi du Parti communiste a servi des buts semblables. Elle n'a fait disparaître que le nom du Parti: n'ayant pas d'organisation politique véritable, le Front de salut national s'est appuyé essentiellement sur l'organisation et les cadres du parti interdit, partout dans le pays.

Avant même la chute de Ceausescu, de sourdes oppositions existaient entre différents éléments de son régime, notamment entre la *Securitate* et les forces armées. Des signes très nets sont apparus pendant les événements de décembre, et plusieurs faits troublants à cet égard n'ont toujours pas été éclaircis. On sait maintenant que le charnier «découvert» près de Timisoara a été créé de toutes pièces, notamment avec des cadavres «recousus» transportés jusque-là depuis des salles de dissection d'hôpitaux et de morgues. On ne sait toujours pas qui a monté l'opération, et pour discréditer qui. De même, dans les jours qui ont suivi la chute du dictateur, on a dit qu'il y avait eu 60 000 morts dans toute la Roumanie. Finalement, la réalité serait plus près de 600. S'agissait-il simplement d'erreurs d'estimation ? Les rumeurs les plus extravagantes continuent de circuler à Bucarest là-dessus. Certains affirment que l'on a cherché (qui ?) à susciter délibérément panique et confusion pendant que se poursuivaient les difficiles tractations pour la mise en place du nouveau pouvoir. Quoi qu'il en soit, il semble bien qu'Iliescu doive maintenant composer avec des forces qu'il maîtrise très mal. Ainsi, ce serait en raison du refus de l'armée de réprimer les émeutiers, en juin, qu'il aurait été forcé de faire appel aux mineurs, qui, encadrés par des organisateurs politiques de l'ancien Parti, ont dépassé leur «mandat» notamment en arrêtant des dirigeants des nouvelles formations politiques.

Compte tenu d'une culture politique qui n'a guère pu se développer en Roumanie, la mise au pilori de Ceausescu, comme seul responsable de tous les maux du pays, semble avoir largement réussi pour le Front de salut national. Ce n'est cependant pas là la seule raison de sa victoire électorale éclatante. Les partis politiques d'opposition se sont constitués à la hâte après la chute de Ceausescu. Les grands partis traditionnels comme le Parti national paysan et le Parti national libéral qui se sont reconstitués sont largement demeurés des coquilles vides. Leurs dirigeants respectifs, Ratiu et Campeanu, candidats à la présidence contre Iliescu ne vivaient plus dans le pays depuis trente-cinq ans dans le cas du premier et quinze ans, dans le cas du second. Ils avaient peu de crédibilité, et leurs partis, surtout actifs à Bucarest ont peu pénétré les profondeurs du pays encore sous la coupe des anciens cadres ralliés au Front.

DE PLUS, PENDANT QU'IL SERVAIT DE GOUVERNEMENT INTÉrimAIRE, LE FRONT a adopté des méthodes «électorales» au sens occidental et péjoratif du terme. Tout en continuant de contrôler les prix, il a augmenté sensible- ▷



ment les salaires des ouvriers et accordé le samedi de congé payé, alors que l'État n'avait évidemment pas les moyens de supporter de telles mesures. Il a importé des quantités considérables de produits de consommation, bien que les effets d'une telle mesure sur le niveau de vie aient été assez marginaux. Mais alors que Ceausescu avait pratiquement liquidé la dette extérieure du pays, celle-ci aurait augmenté de 2 milliards de dollars entre janvier et mai seulement!

LES CHOSSES NE PEUVENT ÉVIDEMMENT CONTINUER TRÈS LONGTEMPS DE CETTE façon. Le Front a promis une transition prudente vers l'économie de marché. D'après ses représentants, il vise à privatiser 70 p.100 des entreprises. Mais sa marge de manoeuvre est plus qu'étroite. Elle est quasi inexistante. L'économie roumaine est au bord du précipice. Étant donné le niveau de vie déjà lamentable de la population et ses attentes, des grèves spontanées et des révoltes pourraient devenir monnaie courante et, à défaut de forces politiques réelles, on ne peut exclure que le pays sombre dans le chaos ou adopte une dictature militaire.

En Hongrie, la situation est à tous égards meilleure qu'en Roumanie et à plusieurs points de vue meilleure qu'en Pologne. Par suite des élections de la fin de mars et du début d'avril 1990 un véritable pluralisme politique existe déjà. Le gouvernement de coalition qui vient seulement d'être installé en mai est dominé par le Forum démocratique hongrois qui a remporté 24,73 p.100 des voix contre son plus proche rival qui demeure dans l'opposition, l'Alliance des démocrates libres, qui a recueilli 21,39 p.100 des suffrages.

L'Alliance des démocrates libres a été formée par des intellectuels dissidents de la première heure. C'est le parti d'un libéralisme économique et politique des plus intransigeants et de type jacobin. Il se veut résolument moderne, anti-nationaliste et internationaliste. À titre d'exemple, il considère que la question des Hongrois de Transylvanie est un problème afférent aux droits de la personne et relevant des forums internationaux et non du gouvernement national hongrois. Le Forum démocratique hongrois, quant à lui, est nationaliste et plus près des traditions politiques hongroises. Teinté de populisme, il est accusé, plutôt à tort, par son principal adversaire, d'antisémitisme. Sur le plan socio-économique, il se voulait au départ partisan d'une «troisième voie». Mais, sous la pression électorale des Démocrates libres et, selon ceux-ci, pour gagner la confiance des institutions financières internationales, il a peu à peu adopté un programme économique qui ne se distingue plus guère de celui de son rival.



DE TOUTS LES PAYS DE L'EUROPE DE L'EST, LA Hongrie est sans doute le mieux placé pour passer à une économie de marché. Le terrain y est beaucoup plus favorable, parce que mieux préparé. Depuis la fin des années 1960, le régime du premier ministre Kadar, de loin le plus «libéral» de la région, avait mis en place de nombreux mécanismes de marché. Les cadres

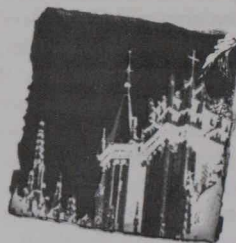
économiques des entreprises et de l'État ont été formés de longue date à cette école et ils sont habitués à fonctionner sous un régime où existe une concurrence, certes souvent limitée, mais réelle entre diverses unités économiques.

Tant en Pologne qu'en Hongrie, les économistes proches des gouvernements affirment que ce n'est pas de crédits gouvernementaux étrangers que leurs pays ont besoin, mais plutôt d'investissements étrangers directs, soit dans de nouveaux projets, soit pour l'achat d'entreprises d'État. Les Polonais jugent les résultats atteints là-dessus très insatisfaisants. Au cours de la dernière année, la Pologne a reçu des investissements étrangers évalués à 300 millions de dollars. Pendant la même période, alors qu'elle était encore dirigée par un gouvernement communiste, la Hongrie en a reçu pour 700 millions. Bien que l'on juge ce chiffre tout aussi insuffisant, il montre bien que le terrain économique et l'état de l'infrastructure sont déjà meilleurs en Hongrie qu'en Pologne.

Malgré ces éléments favorables, la dette extérieure de la Hongrie per capita est la plus élevée de toute la région, et le passage à l'économie de marché exigera des sacrifices importants de la population. Or, comme nous

le faisait remarquer un des dirigeants du Forum démocratique, le nouveau gouvernement n'a pas la moitié de la légitimité exceptionnelle dont bénéficie celui de la Pologne pour imposer des sacrifices à la population. Dans ces conditions, il pourrait être tenté, pour renforcer l'unité et la solidarité nationales, d'accentuer son option nationaliste et s'attirer ainsi de sérieux problèmes au niveau international.

Pendant la campagne électorale, le Forum démocratique a parlé d'une nation hongroise de 14 millions d'habitants, dont il se posait en défenseur. Or, on sait qu'il y a 10 600 000 Hongrois en Hongrie. Il faisait donc référence aux 2 500 000 Hongrois de Transylvanie (chiffre contesté), aux 500 000 autres de Slovaquie et aux quelques centaines de milliers qui vivent en Yougoslavie. C'est avec la Roumanie que les problèmes pourraient devenir les plus aigus. En janvier, après la chute de Ceausescu et l'ouverture des frontières roumaines, des autobus entiers de militants du Forum démocratique ont été envoyés en Transylvanie pour y soutenir et y mobiliser les Hongrois, ce qui a accentué les tensions entre les gouvernements des deux pays. Actuellement, et depuis plusieurs mois, environ 200 réfugiés hongrois quittent chaque jour la Roumanie pour la Hongrie. Proportionnellement, il s'agit d'un chiffre plus élevé que le nombre quotidien des réfugiés est-allemands de l'été dernier. Le gouvernement hongrois soupçonne son homologue roumain de favoriser cet exode, pour se débarrasser du problème. Un intellectuel, conseiller du gouvernement hongrois et par ailleurs plutôt modéré, nous disait à Budapest : «Si c'est bien là une politique délibérée de la Roumanie, nous allons accepter les réfugiés, mais nous allons exiger qu'ils viennent avec leurs terres.» On en est bien sûr pas encore là.



EN CONCLUANT AVEC LA TCHÉCOSLOVAQUIE, on peut terminer sur une note beaucoup plus optimiste. C'est certainement là que les conditions économiques et politiques sont les meilleures en Europe de l'Est. Le niveau de vie de la population y est nettement plus élevé que n'importe où ailleurs. L'endettement extérieur est faible. Le gouvernement dispose donc d'une assez bonne

marge de manoeuvre pour un passage prudent à l'économie de marché. Peut-être justement à cause de cela, le dogmatisme à l'égard du libéralisme économique est moins fort qu'en Pologne et même qu'en Hongrie. Les conseillers économiques du président Havel envisagent une économie mixte dominée par le secteur privé.

L'absence relative de sectarisme et de dogmatisme est aussi une caractéristique fondamentale de la culture politique du pays, marquée par un niveau élevé de tolérance. L'antisémitisme qui refait surface à différents degrés en Pologne, en Hongrie et en Roumanie ne se manifeste pas en Tchécoslovaquie. Certes, le ressentiment à l'égard des communistes y existe, mais on y observe moins qu'ailleurs une volonté de revanche et de règlement de comptes. Avant l'avènement du communisme, entre les deux guerres, la Tchécoslovaquie était le seul pays d'Europe de l'Est à avoir vécu une expérience authentiquement démocratique. Cette dernière a laissé des traces profondes.

La Tchécoslovaquie aura, elle aussi, des problèmes difficiles à résoudre. L'environnement a été considérablement dégradé. Moderniser son équipement industriel et ramener son économie au niveau de celle de l'Europe de l'Ouest, comme avant la guerre, seront des opérations coûteuses. La question nationale slovaque refait surface et pourrait, à terme, compromettre l'avenir de la fédération. Mais la Tchécoslovaquie paraît disposer d'atouts pour faire face à ces défis. □

1. Voir «Downhill», *Gazeta International*, n° 17, 1990, p.9.

2. Voir *New York Times*, 10 mai 1990, p.A13.

3. *Josef Pilsudski (1887-1935), héros national polonais et chef d'État du premier gouvernement indépendant de la Pologne.*



## NOTE DE LA DIRECTION

### « MYTHES » ET RÉALITÉS DU CANADA DANS LE MONDE APRÈS MEECH

**Q**U'ILS AIENT OU NON été partisans de l'ordonnance du lac Meech, tous les Canadiens et Canadiennes réfléchis se préparent maintenant à quelques changements fondamentaux dans le statu quo de leur pays. Au niveau international aussi, le « pacifique royaume »

a suscité une attention et une inquiétude inhabituelles, et tout d'abord une certaine perplexité face à ce peuple si heureux et affable qui s'est laissé entraîner dans un tel gâchis et une telle rancoeur.

Peu de nos compatriotes se rendent compte que, dans un monde imparfait, notre pays est depuis longtemps admiré comme étant un des modèles les mieux réussis de gestion de sociétés pluralistes et d'économies mixtes. C'est pourquoi le pressentiment d'un échec de l'expérience canadienne provoque une profonde inquiétude internationale, d'autant plus vive que la gestion de sociétés complexes se révèle être un défi prépondérant dans le monde entier aujourd'hui.

À l'heure où ils réfléchissent aux orientations futures et où ils en discutent, c'est au travers de ce miroir international que les Canadiens et Canadiennes doivent tous se voir. Malgré toutes les différences et les frictions dont nous avons si intimement conscience, globalement, nous avons toujours dans notre pays d'immenses réserves et des habitudes profondément ancrées de tolérance, et nous possédons de multiples atouts pour mener à bien ces tâches de gestion. Cette perspective élargie est un antidote vital au climat d'introspection maladroite et de triste apitoiement sur soi-même nourris par l'amertume du processus du lac Meech.

**C**E NÉGATIVISME EST ALIMENTÉ PAR DES PERSONNES qui sont, de toute façon, depuis longtemps hostiles au Canada, et par d'autres qui sont à ce point bouleversées qu'elles se demandent si nous possédons, si nous avons jamais possédé, les mythes d'unité nécessaires pour forger une identité commune et pour poursuivre les mêmes objectifs. Ce débat a été, en partie, attisé par l'essai de M. William Thorsell paru au mois d'avril dans *Report on Business*, dans lequel l'auteur prétendait démonter nos mythes relatifs à la monarchie, aux deux peuples fondateurs, à l'économie mixte, à la « nation la plus aimable » et au rôle de « conciliateur dans les affaires internationales ».

Comme certains autres débats au Canada ces derniers mois, celui-ci a quelque peu dérapé, car nous n'avons pas su admettre que les mythes nationaux ne sont jamais entièrement vrais, puisqu'ils sont la combinaison changeante des héritages d'hier, des idéaux d'aujourd'hui et des

aspirations de demain. Dans tout cela, on a un peu trop oublié l'identité internationale du Canada. M. Thorsell, quant à lui, n'a nullement prouvé l'existence du prétendu vide dans la tradition canadienne de participation active à la vie internationale; il semble s'être contenté de partir du principe que, le monde ayant changé, notre rôle a forcément diminué, ce en quoi il se trompe du tout au tout.

Seuls les plus myopes des Canadiens et Canadiennes peuvent ne pas apprécier les bouleversements qu'on connaît le monde et les conséquences qu'ils auront pour notre existence à tous dans ce qu'en 1967, Barbara Ward reconnaissait déjà comme étant « la première nation internationale ». Il est essentiel pour le Canada d'aider à modérer ces changements. Notre politique étrangère sert à protéger nos intérêts et à présenter nos valeurs et, même s'il y a diversité sur ces deux plans, c'est souvent dans le contexte du monde extérieur que nous nous apercevons véritablement de tout ce que les Canadiens et Canadiennes ont en commun.

**D**'UN POINT DE VUE PUREMENT PERSONNEL, LA plupart des Canadiens et Canadiennes qui voyagent ont l'agréable surprise d'être reçus très chaleureusement partout dans le monde du fait de leur passeport et de leur nationalité. N'allez surtout pas penser que cet accueil est une simple bizarrerie ou le signe de quelque nostalgie populaire. Dans une étude classique sur les élites de la politique étrangère réalisée il y a quelques années, les professeurs Peyton Lyon et Brian Tomlin ont découvert que le Canada se classe parmi les pays qui sont (par ordre d'importance) : « généreux », « artisans de paix », « modérés », « mus par des principes ou une éthique », et « internationalistes ». À l'inverse, on l'*opposait* surtout à des pays qualifiés d'« égoïstes et d'irréfléchis », d'« irrationnels », d'« idéologiques », d'« expansionnistes ou de violents » et d'« isolationnistes ».

Cette image favorable tient-elle seulement à la distance qui sépare le Canada des grands événements mondiaux et au fait qu'il n'y soit pas partie ? Une fois encore, ce genre de question au scepticisme illimité ne pourrait germer que dans l'esprit d'un Canadien, et cela aussi est un de nos traits positifs dans un monde qui n'a pas la modestie pour fort. En fait, le Canada se classe au septième rang dans le monde pour ce qui est de l'économie et du commerce international; or, nul ne fait d'affaires à ce niveau sans être mis à l'épreuve.

Les personnes qui suivent les affaires internationales sont moins surprises que les Canadiens et Canadiennes d'apprendre qu'en contributions volontaires au système des Nations-Unies, notre

pays arrive en quatrième position, qu'il occupe le septième rang relativement à l'aide extérieure et, soit dit en passant, qu'il est douzième au classement des dépenses militaires totales par État. Ces investissements lui confèrent une réelle crédibilité et un certain poids dans une communauté grandissante de pays où les problèmes se diversifient et où l'influence devient plus diffuse.

Pendant dix ans au moins, c'est souvent le Canada (la benjamine des sept grandes puissances siégeant au Sommet des pays occidentaux) qui s'est efforcé d'aplanir les différends entre les membres du G-7 et entre ces derniers et de nombreux autres pays, des différends qui avaient pour thème les relations Nord-Sud, l'Afrique australe, le tiers-monde et l'environnement. D'ailleurs, *seul* le Canada peut se targuer d'une connaissance qui est le fruit d'une appartenance active au Commonwealth et aux communautés francophone et interaméricaine.

**L**E CANADA A JOUÉ PLEINEMENT SON RÔLE DANS le processus d'Helsinki qui a contribué à mettre fin à la Guerre froide. En fait, pour assurer la sécurité européenne et internationale avec des niveaux d'armement beaucoup plus bas et pour être sûr de bien gérer les conflits, de les régler et de maintenir la paix, il faudra désormais s'engager bien davantage dans des activités de vérification. Le Canada a longtemps été le numéro un dans ce type de travail. Comme l'a illustré tout récemment le rôle central joué par notre pays dans le règlement des conflits namibien et centraméricains, les « casques bleus » canadiens ont probablement mérité plus que ceux de n'importe quelle autre nation le prix Nobel décerné en 1988 aux forces onusiennes de maintien de la paix.

Dans le discours présidentiel qu'il a prononcé en 1982 devant l'Association canadienne des sciences politiques, sur la « culture politique de la politique étrangère canadienne », le professeur Denis Stairs a démontré brillamment comment la contribution particulière du Canada au monde tient à ce qu'il comprend la constance de « conflits qui prennent racine dans la diversité », et, donc, le besoin de souplesse, de modération et de compromis. Les pièges à éviter dans la vie internationale sont les mêmes qu'il faut éviter chez soi, à savoir, se montrer dogmatique, faire primer les sentiments sur la raison et les symboles sur la réalité. « Un peuple qui est gouverné ainsi », a-t-il déclaré, « se voit nier la possibilité de percevoir un conflit comme une question d'intérêts concurrents plutôt que d'absolus irréconciliables et il est, par conséquent, privé de la volonté et de la capacité de discuter, de trouver des compromis et d'aboutir à un moyen terme satisfaisant. »

Nous avons effectivement nos mythes, et il est indéniable que certains d'entre eux sont essentiels et que le monde nous les envie. □

— BERNARD WOOD



# VIVRE EN BON VOISINAGE

*Au moment où l'Est et l'Ouest se tendent la main, les pays riches du Nord et les États pauvres du Sud sont toujours enlisés dans leur propre Guerre froide.*

PAR SHRIDATH S. RAMPHAL

IL EST CURIEUX DE CONSTATER QUE L'UNE DES MEILLEURES DESCRIPTIONS que l'on puisse faire de notre monde à l'aube du troisième millénaire est celle de Langland, un poète de l'époque médiévale, qui a dépeint le monde tel qu'il l'a connu il y a de cela six siècles, c'est-à-dire comme un «champ plein de gens». Nous savons à présent que le champ en question est beaucoup plus vaste qu'on ne le pensait à l'époque et qu'il contient plusieurs milliards d'habitants de plus que Langland ne l'a jamais imaginé. Et pourtant, la description du poète tient toujours; en fait, elle est plus proche de nos perceptions actuelles qu'elle l'a été pendant de nombreuses époques.

Ce «champ de gens» représente notre voisinage humain, notre village mondial. Il est vrai que nous continuons d'agir davantage en fonction de notre attrait pour le matérialisme que des exigences de l'humanité. Aujourd'hui, des considérations à la fois éthiques et pratiques nous obligent à rejeter l'individualisme et à reconnaître que l'humanité forme un tout indivisible. Et tout cela alors que nous sommes précipités vers le XXI<sup>e</sup> siècle, en éprouvant en même temps de la confusion, de l'excitation, de grands espoirs et un vague sentiment de panique.

Mais les augures nous sont favorables; la situation est en tout cas meilleure que ce qu'elle a déjà été, ne serait-ce que par rapport à il y a cinq ans. L'année 1985 a été dure. L'Union soviétique était embourbée en Afghanistan. La guerre du Golfe faisait rage. La Namibie était occupée, et ses régions frontalières ressemblaient encore à des champs de bataille. Dans l'Afrique du Sud de l'*apartheid*, une répression impitoyable sévissait, et l'on ne parlait pas encore de réforme. L'Europe de l'Est étouffait dans son carcan; Vaclav Havel était dissident, pas président. Et de sérieux doutes planaient sur tout l'avenir de la coopération internationale. On n'avait aucune raison valable de supposer qu'il existait une éthique du multilatéralisme; les décisions des superpuissances n'étaient certainement pas issues d'une morale de l'internationalisme.

Mais heureusement, cette morale a survécu parmi les gens, et surtout parmi les jeunes, qui ont compris d'instinct la communauté mondiale qu'ils se partagent. Partout dans le monde, les gens qui avaient le droit de manifester leur désapprobation (et aussi ceux à qui l'on refusait ce droit) ont fait comprendre qu'ils avaient l'impression d'être menés à la catastrophe. Nous avons été tirés de notre passivité, tant par des manifestations de masse que par l'héroïsme de voix solitaires, comme celle d'Andréï Sakharov et de Nelson Mandela.

LES CONDITIONS SONT DEVENUES PLUS PROPICES AU MULTILATÉRALISME ET À l'internationalisme depuis que les relations entre les superpuissances se sont améliorées. Mais les valeurs humaines concernent les gens et leur vie quotidienne. Notre voisinage mondial — comme n'importe quel autre voisinage — concerne la vie dans la rue, et non dans un appartement de luxe.

Si nous voulons nous pencher sur l'état du monde, il nous faut d'abord savoir de quel monde exactement nous parlons. S'agit-il, par exemple, du quart du monde qui est développé et matériellement prospère, ou des trois autres quarts qui ne vivent qu'en marge de la prospérité et du progrès? Mais même si nous refusons la notion d'un monde de classes, une autre question se pose : à travers quels yeux faut-il voir ce monde? Ceux des stratèges de l'Ouest, ou de l'Est? Ceux des courtiers de New York ou de Tokyo? Ceux des agriculteurs des champs de riz du Bangladesh? Le point de vue que l'on adopte a une profonde influence sur les jugements que l'on peut porter sur les valeurs, en particulier sur les valeurs de bon voisinage.

À mon avis, le monde dans lequel nous vivons forme un tout, inégal et disparate, mais néanmoins complet. Notre société humaine étroitement unie et interdépendante constitue une réalité contemporaine, et ce, malgré la vigueur avec laquelle les instincts d'hier nous rappellent aux anciens nationalismes et font renaître les habitudes hostiles de la souveraineté pure et dure. À quoi correspond l'interdépendance dans le contexte mondial? Elle signifie que nous avons tous besoin les uns des autres. Riche ou pauvre, de l'Ouest ou de l'Est, nul ne peut se permettre désormais de faire cavalier seul. En réalité, il n'y a plus, dans notre monde de plus en plus petit, de sanctuaires humains. Où que ce soit dans le monde, il n'y plus d'endroit où l'on puisse aller se réfugier pour se mettre à l'abri que ce soit de la maladie, de la pauvreté, de l'holocauste nucléaire ou d'une catastrophe écologique. Nous constatons de plus en plus que le concept de juridiction n'a de sens que pour les avocats.

Dans les pays du Commonwealth comme le Canada, doté du précieux héritage qu'est la *common law*, il est reconnu dans la loi que nous avons tous le devoir de veiller au bien-être de notre voisin ou de notre voisine, d'agir de manière raisonnable de manière à lui éviter tout préjudice. Aujourd'hui, ce devoir de bienveillance nous impose de nouveaux impératifs : nous avons désormais le devoir de veiller sur tous les habitants du monde, devenus nos voisins, eux aussi. Dans le contexte d'un internationalisme nouveau, plus éclairé, nous nous devons de prendre en compte ces réalités dans nos idéologies; nous devons élaborer de nouvelles notions de ce que signifie «droits» et «devoirs», des notions qui soient adaptées à notre temps, au même titre que tous ceux qui ont été formulés par le passé. Il faut que les nations s'astreignent à la loi du droit exécutoire si nous voulons, en tant que société humaine, pouvoir vivre en conformité avec les valeurs de bon voisinage mondial.

MAIS QUI ÉNONCE SES BESOINS SUPPOSE QU'IL RECONNAÎT SES LACUNES. MALGRÉ la longue liste de réalisations que l'humanité peut porter à son actif, le monde où nous évoluons reste une énigme dangereuse : il est avancé à certains égards, et primitif à d'autres; il est caractérisé par un mélange de génie et de perversité qui pourrait encore le mener à l'auto-destruction. La société humaine a toujours été faite d'éléments de variété et d'identité, et ce depuis la nuit des temps. Mais aujourd'hui, ces éléments s'opposent avec une virulence particulière, et cette opposition semble vouloir donner naissance à un grand combat d'idées qui va remplacer l'affrontement idéologique qui nous a dominés pendant une si grande partie du XX<sup>e</sup> siècle. Permettez-moi d'essayer d'illustrer un peu les préoccupations qui nous attendent au cours des années à venir, en examinant quelques instants la «démocratie» et la «liberté».

Nombreux sont ceux et celles qui vont dire que l'aspect le plus saisissant et le plus fascinant de notre monde en évolution constitue la marche forcée vers la démocratie, la revendication de liberté; et c'est bien vrai. En Chine, en 1989, grâce au miracle de la révolution des communications qui a contribué à faire du monde un voisinage humain plus intime, les jeunes de la Place Tian'anmen qui revendiquaient la liberté ont lancé un appel à chacun et à chacune d'entre nous, en des termes qui auraient pu être ceux de nos propres fils et filles qui se seraient opposés à ce que l'on refuse la liberté à leur génération en vertu de principes issus d'une ère révolue. Ils affirmaient



que la démocratie constitue un droit universel, et ils ont lancé un appel à une solidarité humaine d'envergure planétaire.

Dans un certain nombre de pays, ce changement est caractérisé en partie par un engouement pour l'économie de marché, pour la méthode occidentale, qui représente une façon de faire aboutir les choses, par opposition au modèle collectiviste. Il n'y a là rien de surprenant pour ceux et celles d'entre nous qui viennent du tiers-monde; car avant l'Europe de l'Est et l'Union soviétique, beaucoup de pays du tiers-monde avaient déjà eu un avant-goût de la loi du marché. Mais ils avaient dû apprendre à leurs dépens que la loi du marché n'a rien de magique et qu'elle peut, en effet, se révéler impitoyable. Il faut espérer que les nouveaux dirigeants en Europe centrale et en Europe de l'Est vont comprendre que le capitalisme, comme le socialisme, doit avoir un visage humain.

LE FAIT QUE, DE NOS JOURS, IL Y A ENCORE DES ENDROITS DU MONDE OÙ LE voeu de liberté n'est pas comblé, et ce en dépit de nos autres réalisations, constitue une véritable mise en accusation de l'humanité tout entière. Cette situation s'explique encore trop souvent par notre capacité quasi incroyable de priver d'autres êtres humains de libertés que nous apprécions le plus nous-mêmes, et de leur infliger les plus horribles injustices quand ils les réclament en disant y avoir droit. Et au milieu de certains mouvements de libération, on distingue, parfois de façon implicite, une volonté d'autonomie; on semble mettre l'accent sur le fait ethnique, sur des nationalismes étroits, sur des tribalismes d'un genre ou d'un autre, voire sur un engouement pour le fondamentalisme. Cette volonté de liberté pourrait présager la désintégration des sociétés selon des modalités que nous n'avons pas encore commencé à envisager.

Hier soir, soucieux de respecter l'obligation faite aux gens de l'extérieur de ne pas intervenir, mais aussi désireux de remplir (du moins, je l'espère) le devoir incombant aux amis et à la famille, qui ne doivent pas se taire quand le danger menace, je me suis risqué à exprimer quelques réflexions sur certains problèmes actuels du Canada. J'ai rappelé à la *Royal Commonwealth Society* à quel point le Commonwealth apprécie le Canada, pour la puissance et le respect qu'il lui a apportés, à quel point le Canada, de par sa simple existence, a fait du monde un endroit meilleur. J'ai dit que l'unité du Canada, son éthique multiculturelle, son intégrité nationale (territoriale et autre), ne sont pas simplement des atouts nationaux, mais aussi des cartes internationales; que le Canada est lui-même une «société distincte» qu'il est important de préserver; que le Commonwealth et le monde dans son ensemble en pâtiraient si les choses tournent mal ici; que l'enjeu a des répercussions pour nous tous.

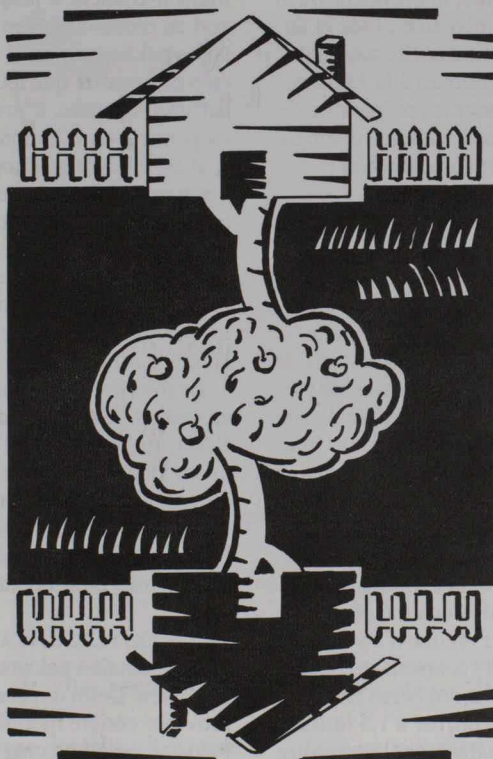
Aujourd'hui, je tiens à ajouter ceci : quels que soient les arguments avancés, pour ou contre, il y a sûrement moyen de satisfaire toutes les demandes dans le contexte d'un Canada uni et unique. Il n'existe aucun principe d'autodétermination qui mène inexorablement au démembrement national; à l'époque de la décolonisation, le problème était tout autre. À ce moment-là, les peuples voulaient l'autodétermination pour se libérer d'une domination extérieure. Or, cette notion n'a aucune application dans les pays établis. L'autonomie, la décentralisation, le fédéralisme, le pluralisme sous toutes ses facettes, des formes d'expression économique, sociale, culturelle et politique qu'il nous reste à formuler, voilà autant de visages que peut prendre l'autodétermination au sein des nations. Ces expressions n'ont pas pour résultat de violer les frontières; elles ne portent pas atteinte à l'intégrité territoriale d'une nation. Le droit à l'autodétermination de tous les Canadiens – comme celui de tous les Guyanais, de tous les Indiens, de tous les Russes, de tous les citoyens de Papouasie-Nouvelle-Guinée, de tous les Yougoslaves et de tous les Sud-Africains – ne donne pas le droit de cesser d'être Canadien ou de faire disparaître le Canada. La doctrine n'a rien de nouveau. Vous vous y conformez depuis des années déjà; elle a renforcé et

ennobli le pays. Puissiez-vous continuer de la respecter, pour le plus grand bien du Canada et de toutes les sociétés pluralistes.

MAIS IL Y A AUTRE CHOSE : NOUS TARDONS CERTAINEMENT TROP À RECONNAÎTRE que nous devons tout simplement faire taire un peu la voix de la souveraineté nationale et nous acheminer vers la loi du droit exécutoire à l'échelle mondiale si nous voulons nous sauver. Il est urgent que des esprits audacieux rédigent une éthique de la survie humaine et que nous élaborions, pour relever les défis actuels, des stratégies mondiales qui complètent la vision internationaliste entraperçue par les puissances victorieuses en 1945, au moment de la création de l'ONU.

Cette vision reposait sur les deux piliers que sont les notions de paix et de sécurité. Il y a longtemps que les perspectives n'ont pas été aussi bonnes pour que règne la paix entre les superpuissances, pour que n'éclate pas entre elles une guerre apocalyptique. Mais les choses ne s'arrêtent pas là. Nous admettons volontiers que la paix ne se résume pas à une absence de guerre;

mais sommes-nous vraiment prêts, en tant que société humaine, à forger des socs à partir de nos épées ? Au niveau de l'être humain, mais aussi à l'échelle nationale, on ne peut pas vraiment parler de sécurité, dans quelque sens que ce soit, si une partie de l'humanité vit en état de privation chronique. La pauvreté elle-même est synonyme d'insécurité. Elle signifie l'insécurité pour l'individu qui craint la faim, la maladie et la mort prématurée, trois fléaux qui sont le lot de centaines de millions de personnes qui vivent en marge de l'existence, d'une agriculture de subsistance et dans des bidonvilles urbains. Elle est synonyme d'insécurité pour la nation dans la mesure où celle-ci n'a pas la maîtrise de facteurs externes instables et négatifs faisant fluctuer les marchés de matières premières et de capitaux. Le pays est dès lors incapable d'engager des dépenses publiques élémentaires; il dépend de l'aide financière extérieure, avec toutes les conditions dont elle est assortie, et il subit l'inégalité des pouvoirs de négociation qui caractérise les relations économiques avec l'extérieur. Dans le contexte des relations Nord-Sud, nous sommes toujours plongés dans une époque de Guerre froide. Tout au long des années 1980, il n'y a pas eu de vrai dialogue structuré entre le Nord et le Sud sur le thème de l'économie mondiale.



Benoit Eschenstein

NOUS SAVONS RECONNAÎTRE QU'UNE SOCIÉTÉ nationale ne peut pas être en paix si le pouvoir, les privilèges et la prospérité ne sont l'apanage que de quelques-uns. Comment pouvons-nous croire que notre société mondiale puisse vivre en paix alors qu'elle souffre de pareilles disparités ? Il y a aujourd'hui beaucoup plus de gens souffrant d'insécurité économique que militaire : ceux qui meurent avant l'heure et ceux dont l'existence est marquée par les mêmes privations et mutilations que celles allant de pair avec les conflits militaires. En cinq ans, les ravages de la pauvreté et du sous-développement ont fait au moins 35 millions de victimes, sans compter les innombrables vies écourtées et insatisfaisantes. Pour les pauvres, c'est toujours la guerre.

Le relâchement des tensions Est-Ouest nous fournit certainement une occasion de profiter de nos interdépendances pour apporter des changements dans de nombreux domaines, et de progresser vers un monde qui respectera le caractère indivisible de l'humanité : un monde où nous serons davantage en mesure d'assurer le développement et de reprendre le dialogue sur la coopération. Un chemin s'ouvre devant nous : un chemin pour la survie humaine, un espoir d'avancer en renforçant les mécanismes collectifs et en découvrant de nouvelles façons de résoudre les problèmes dans la coopération, et non dans l'affrontement; un monde plus démocratique régi par une administration mondiale plus éclairée. □

*Au cours de la dernière visite qu'il effectuait dans la capitale d'un pays du Commonwealth en qualité de Secrétaire général de cet organisme, Shridath Ramphal a prononcé un discours à l'Institut pour la paix et la sécurité, à Ottawa, le 5 juin. Le présent article est tiré du discours.*



# ÉPREUVE DE FORCE AU CACHEMIRE

*Une quatrième guerre indo-pakistanaise éclaterait  
probablement à cause du Cachemire, territoire disputé de longue  
date, et les belligérants feraient usage d'armes nucléaires.*

PAR SELIG S. HARRISON

LE 15 MAI 1990, ALORS QUE LE RISQUE D'UNE GUERRE NUCLÉAIRE DANS le Sud asiatique suscitait une inquiétude croissante, le président Bush décidait soudain d'envoyer une mission de haut niveau en Inde et au Pakistan. Elle avait à sa tête le vice-conseiller à la sécurité nationale, M. Robert Gates, principal spécialiste des affaires soviétiques à la Maison-Blanche, à qui M. Bush avait donné l'ordre d'abandonner les préparatifs de la prochaine rencontre au sommet entre les chefs d'État soviétique et américain et de quitter Moscou pour se rendre immédiatement à Islamabad et à New Delhi.

La raison de ce départ précipité de la mission Gates à un moment aussi inopportun pour Washington, ce sont des photos prises par satellite par la *National Security Agency* qui donnaient à penser que le Pakistan, alerté par des mouvements des troupes indiennes jugés menaçants, pouvait être en train de préparer une attaque préventive. Certains clichés montraient une circulation inhabituelle entre le centre de recherche nucléaire pakistanais de Kahuta et des terrains d'aviation où des *F-16* de fabrication américaine à capacité nucléaire sont basés. Quatre mois après la mission Gates, le danger d'une quatrième guerre entre l'Inde et le Pakistan est toujours sérieux. Mais la possibilité d'une explosion imminente a apparemment reculé, en partie grâce à l'intervention opportune de Robert Gates à Islamabad, puis de diplomates soviétiques à New Delhi.

L'influence américaine est beaucoup plus grande au Pakistan qu'en Inde parce qu'il y a longtemps que les États-Unis sont le premier fournisseur d'armes d'Islamabad. Dans les années 1950, aux fins de décourager une agression soviétique et chinoise, Washington a donné au régime d'Ayub Khan pour 1,2 milliard de dollars de matériel militaire. Quand cet arsenal a été utilisé contre l'Inde dans le conflit de 1965, les Américains ont cessé leur ravitaillement. Mais, en 1981, une nouvelle aide militaire chiffrée à 1,5 milliard de dollars était conclue, prix de la coopération d'Islamabad, par le territoire duquel les États-Unis ont fait transiter pour nettement plus que 2 milliards de dollars de matériel destiné à la résistance afghane entre 1980 et 1989. Puis, en 1986, Washington a rajouté 1,4 milliard de dollars et, depuis le retrait soviétique d'Afghanistan, continue de fournir des armes au Pakistan.

Selon des officiels américains et pakistanais, M. Gates a signifié aux Pakistanais que les États-Unis mettraient fin à leur aide et ne livreraient plus de pièces de rechange ni de munitions en cas de guerre, comme ils l'avaient fait en 1965. Plus important, il les a prévenus que Washington pourrait suspendre l'aide ou y mettre fin, sauf en cas de conflit, à moins que les services secrets d'Islamabad cessent d'aider les insurgés musulmans dans la vallée du Cachemire que l'Inde contrôle.

C'EST LE PAKISTAN QUI A PRÉCIPITÉ LA CRISE ACTUELLE EN APPROVISIONNANT les rebelles kasmiris en capitaux, en assurant leur entraînement et en leur livrant de plus en plus d'armes, ce qui a enflammé le patriotisme des Hindous, qui exigent que leur pays réponde par une action militaire totale. C'est en faisant la sourde oreille aux griefs légitimes des Kasmiris pendant les quarante dernières années que les Indiens ont, à n'en pas douter, favorisé la montée de l'insurrection. Mais New Delhi pouvait encore apaiser le jeu, jusqu'au moment où les services secrets pakistanais se sont mis, en 1988, à fournir des fusils *Kalashnikov*, des lances-roquettes, des mortiers et d'autres armes puisées dans les stocks de l'aide américaine aux Afghans.

Pour donner du poids à son avertissement, M. Gates a précisé que la législation américaine donnait déjà à son gouvernement plusieurs moyens de couper l'aide. Le Congrès a mis une condition à l'aide militaire, à savoir que le président certifie chaque année que le Pakistan ne «possède» pas

d'arme nucléaire. En dépit de preuves grandissantes à l'effet contraire, la Maison-Blanche a jusqu'ici fermé les yeux et donné tous les ans son feu vert au renouvellement de l'aide. M. Gates a prévenu les responsables militaires pakistanais qu'il devenait de plus en plus difficile au président américain de certifier que leur pays ne possédait pas d'arme nucléaire et qu'il suffirait, en outre, d'invoquer les lois anti-terroristes pour justifier la suspension ou la suppression de l'aide militaire.

Il est évident maintenant que le soutien pakistanais aux rebelles kasmiris a nettement diminué depuis la visite de M. Gates. L'Inde, pour sa part, a modéré son discours et retiré une partie de ses troupes de la zone frontalière suite aux pressions exercées par les Soviétiques et par les Américains. Bien que New Delhi ait développé un complexe militaro-industriel important au cours des dernières années, elle dépend encore beaucoup de Moscou pour les pièces détachées de son matériel militaire soviétique, notamment de ses avions *MiG*.

Le ministre des Affaires étrangères soviétiques, M. Chevardnadze, a mis en garde le Secrétaire d'État américain, M. Baker, lors de leur rencontre de Bonn, au mois de juin. Selon lui, toute entente manifeste de leurs deux pays quant à l'arrêt des livraisons d'armes ne ferait qu'exacerber les passions nationalistes en Inde comme au Pakistan. Cependant, a-t-il ajouté, sans menacer directement de cesser ses livraisons, Moscou avait vertement sermonné New Delhi et l'Inde avait bien conscience que l'Union soviétique pouvait trouver des excuses pour ralentir les envois d'armes essentielles en cas de conflit.

OUTRE LES PRESSIONS AMÉRICAINES, DEUX FACTEURS ONT CONTRIBUÉ À TEMPERER le soutien pakistanais au mouvement insurrectionnel kasmiri. D'une part, New Delhi a recommencé à aider secrètement les séparatistes de la province côtière méridionale pakistanaise clé, le Sind, pour prouver au Pakistan qu'à bon chat bon rat. L'Inde avait suspendu son aide aux groupes sindhis il y a deux ans en espérant qu'Islamabad cesserait d'attiser les mouvements rebelles du Pendjab et du Cachemire. Mais, lorsque les Pakistanais ont accru leur aide aux Kasmiris l'an dernier, les Indiens ont ravivé leurs opérations dans le Sind, tout en faisant savoir qu'ils étaient disposés à se retirer si Islamabad en faisait autant dans le Cachemire.

D'autre part, facteur plus important grâce auquel on empêchera peut-être une intensification des combats dans le Cachemire, il y a eu rupture entre les services secrets pakistanais et le principal groupe rebelle, le Front de libération, qui prône l'indépendance du Cachemire. Jusqu'à récemment, les services secrets soutenaient le Front et le *Hezbe Islami*, une coalition de factions fondamentalistes musulmanes favorables au rattachement du Cachemire au Pakistan. Mais un conflit qui couvait entre le Front et ses mentors pakistanais a maintenant éclaté au grand jour.

Islamabad, qui s'est toujours opposé à l'idée d'un Cachemire indépendant, continue d'insister pour que les Nations-Unies organisent un plébiscite qui permettrait à tous les Kasmiris de se prononcer pour le rattachement à l'Inde ou au Pakistan. Depuis qu'une ligne de cessez-le-feu a été tracée après la première guerre indo-pakistanaise, en 1948, l'État est divisé en secteurs placés sous administration indienne ou pakistanaise.

Le premier ministre pakistanais, Mme Benazir Bhutto, a déclaré en mai que l'indépendance risquait de déclencher une «balkanisation» du sous-continent en encourageant d'autres minorités des deux pays à demander elles aussi leur autonomie ou leur indépendance. Cette position cache une préoccupation stratégique. En effet, un Cachemire indépendant naîtrait-il



que le Pakistan perdrait son accès direct à la Chine. Le Front exige que le nouvel État envisagé comprenne non seulement les régions du Cachemire sous contrôle indien mais aussi les régions suivantes : l'Azad Kasmir (ou Cachemire libre), le Cachemire, le Gilgit, l'Hunza et le Baltistan, que le Pakistan occupe, ainsi que les poches territoriales que ce dernier a cédé à Beijing. La moitié de la capacité de production hydroélectrique du Pakistan et les sources du Chenab, l'un de ses principaux fleuves, se trouveraient à l'intérieur de la nouvelle entité. De plus, outre les objections stratégiques et économiques pakistanaises, la création d'un Cachemire indépendant à majorité musulmane invaliderait la raison d'être-même du Pakistan « patrie des musulmans du sous-continent », que la sécession du Bangladesh, avec l'appui de l'Inde, avait déjà sapée.

Bien que le Pakistan affirme que toute l'aide au Cachemire provient de sources privées et non gouvernementales, le Front a dévoilé ses liens avec Islamabad dans une attaque en détail, menée le 26 avril, dans laquelle il a révélé que l'insurrection était dirigée depuis l'Azad Kasmir par le « général Intiaz », chef de la « cellule n° 202 » des services secrets pakistanais. Réaffirmant que son objectif était « l'indépendance du Grand Cachemire », le Front a déclaré que « quiconque se laisserait manipuler par les services secrets pakistanais pour servir ses propres visées étroites, à savoir, devenir maître du territoire kasmiri entier, serait considéré comme un traître par le peuple kasmiri ».

Les services secrets pakistanais, dirigés par des officiers fondamentalistes nommés sous le régime de feu le président Zia Ul-Haq, sont en partie responsables de ce que le Front de libération croit à tort que le *Hezbe Islami* dominerait un mouvement rebelle unifié et qu'il le forcerait à mettre en sommeil sa demande d'indépendance. Le Cachemire, dans ce cas, serait submergé par la vague fondamentaliste qui se répand déjà dans le Moyen-Orient et, non loin de là, en Asie centrale soviétique.

Encore amers d'avoir perdu le Bangladesh, beaucoup de dirigeants pakistanais ont vu avec le Cachemire une occasion peu risquée de rendre à leur puissant voisin la monnaie de sa pièce. L'acquisition de l'option nucléaire et le flot continu d'armes américaines ont suscité une confiance enivrante. Lors de passages à Islamabad en juillet 1988 et en octobre 1989, on m'a assuré à maintes occasions que l'Inde ne lancerait pas une contre-attaque générale en réponse à la subversion au Cachemire, comme elle l'avait fait en 1965, parce que la dissuasion nucléaire pratiquée par le Pakistan rendrait cette réaction trop dangereuse.

À la surprise et à la consternation des services secrets, le Front de libération dépasse maintenant le *Hezbe Islami*. Le fondamentalisme islamique, d'implantation récente au Cachemire, compte des adhérents tout dévoués à leur cause, mais en nombre limité. Le Front en appelle bien plus largement et profondément à l'aspiration à l'autonomie depuis longtemps ancrée dans la vallée du Cachemire, une région montagneuse où l'on parle une langue distincte et où le sentiment d'une identité propre est fort. Bien avant leur lutte actuelle contre l'absorption par l'Inde à majorité hindoue, les musulmans de la vallée du Cachemire ont résisté à l'intégration par des dirigeants musulmans, notamment par l'empereur moghol Akbar, en 1586, et par l'Afghan Ahmad Shah, deux siècles plus tard.

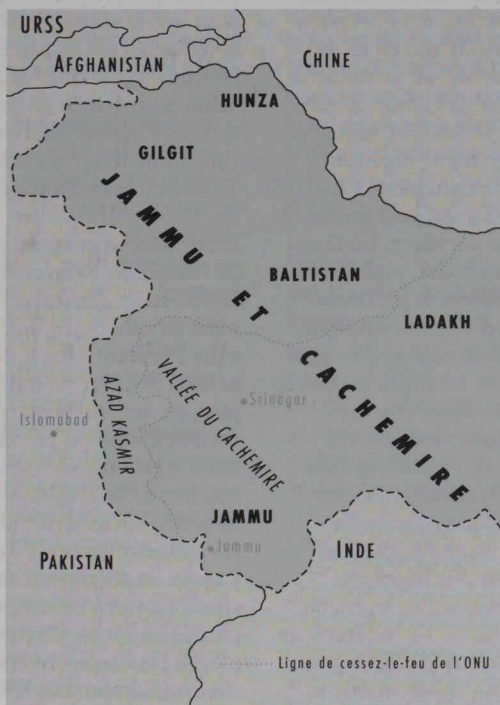
EN 1950, L'INDE A ACCORDÉ À SON SECTEUR DU CACHEMIRE UNE AUTONOMIE symbolique en vertu d'une disposition constitutionnelle spéciale, qu'elle s'est cependant empressé d'invalider dans la pratique. Les dirigeants kasmiris qui ont essayé de faire valoir cette autonomie ont été soit emprisonnés, soit remplacés par des opportunistes locaux corrompus prêts à se soumettre à la loi de New Delhi. Pour comble, l'Inde a peu investi pour le développement économique de la région.

Les rapports entre New Delhi et le Cachemire sont compliqués par le fait que ce dernier est une agglomération artificielle héritée de la période britannique. La vallée à majorité musulmane se trouve réunie avec le Jammu à majorité hindoue et le Ladakh bouddhiste, deux régions aux minorités

musulmanes assez importantes. En cas d'autonomie, les Hindous du Jammu deviendraient minoritaires par rapport aux musulmans et c'est pour éviter ce sort qu'ils ont souvent soutenus les nationalistes hindous qui, ailleurs en Inde, ont fait obstruction aux demandes d'autonomie.

L'une des possibilités qui s'offrent à l'Inde pour se sortir de l'impasse actuelle serait de scinder l'État, d'intégrer le Jammu et le Ladakh à l'Union indienne tout en conférant à une vallée du Cachemire autonome un statut confédéral particulier dans la défense et la politique étrangère indiennes. Cette stratégie, accompagnée de développements économiques importants, pourrait bien attirer des éléments importants du Front de libération qui reconnaissent avoir peu de chance d'accéder à l'indépendance face à la résistance combinée de l'Inde et du Pakistan. Pour l'heure, cependant, le premier ministre Singh, sous la pression des « durs » de la coalition hindoue, ne semble pas s'orienter dans cette direction. La politique indienne consiste à écraser l'insurrection par les armes avant de rechercher une solution politique.

L'Inde, comme le Pakistan, estime qu'il est essentiel pour elle, du point de vue militaire, de contrôler sa partie du Cachemire, région stratégique, et elle craint que l'autonomie de cette dernière crée un précédent dans le pays. La controverse indienne sur ce qui est de savoir quoi faire du Cachemire s'inscrit dans un débat en cours dont le sujet est : le système fédéral indien entier, avec ses frontières provinciales définies par les langues, devrait-il être plus décentralisé ?



CE DÉBAT EST DIRECTEMENT LIÉ AU DÉLICAT PROBLÈME des rapports entre hindous et musulmans en Inde. Contrairement à ce que l'on croit généralement en Occident, la partition du sous-continent en 1947 n'a pas abouti à une répartition nette dans laquelle le Pakistan aurait hérité de tous les musulmans et l'Inde, de tous les Indiens. L'Inde compte 90 millions de musulmans, soit presque autant que le Pakistan. Officiellement, l'Inde est un État laïque, mais la droite hindoue s'attaque au principe de la laïcité. Les partisans de la laïcité redoutent, quant à eux, qu'une vallée du Cachemire autonome, à majorité musulmane, finirait par demander son indépendance ou son rattachement au Pakistan, ce qui exposerait les musulmans des autres parties de l'Inde à des attaques continues et à des accusations de trahison.

Déjà important en lui-même, le Cachemire est devenu le foyer d'une lutte plus vaste et sans solution entre la majorité hindoue et la minorité musulmane dans l'Asie du Sud. L'origine de cette lutte remonte à plus de sept siècles. Des armées musulmanes étrangères ont conquis des royaumes hindous qui ne cessaient de se quereller entre eux et, au fil du temps, elles ont instauré une série de dynasties solides dont l'empire moghol a marqué l'apogée.

L'accession à l'indépendance par rapport à la Grande-Bretagne a offert à la droite hindoue une chance de dominer enfin le sous-continent. La partition a été traumatisante, et les dirigeants indiens lui ont donné leur aval en pensant que le Pakistan deviendrait un associé minoritaire déférent à l'intérieur d'une sphère d'influence indienne. Ils n'avaient pas négocié la Guerre froide ni la puissance gonflée que ce pays acquerrait en trois décennies d'aide militaire américaine. Surtout, ils n'avaient pas prévu que le Pakistan posséderait l'arme nucléaire. La droite hindoue prenant une puissance croissante en Inde, il est probable que les pressions s'intensifieront pour qu'une épreuve de force ait lieu avant qu'Isламabad ait perfectionné sa capacité nucléaire opérationnelle par des vecteurs ultra-modernes. La montée du nationalisme hindou est, quant à elle, accélérée par l'assurance grandissante des dirigeants fondamentalistes musulmans au Pakistan et de leurs alliés militaires, après la chute du gouvernement de M<sup>me</sup> Benazir Bhutto en août.

Dans un avenir prévisible, la perspective d'une guerre nucléaire est faible, à moins de graves convulsions politiques à New Delhi ou à Islamabad. Mais il n'en reste pas moins vrai que le processus d'instabilité et de détérioration politiques sans précédent qui se développe de part et d'autre de la frontière ne rend que trop crédibles les scénarios d'Armageddon nucléaire. □



# LE DERNIER «HOURRA» DE PIERRE TRUDEAU

*Deux historiens canadiens déclarent, au sujet de  
l'«Initiative de paix» de 1983, qu'elle ne tenait pas debout  
et qu'elle était condamnée d'avance.*

PAR J. L. GRANATSTEIN ET ROBERT BOTHWELL

**V**ERS LA FIN DE L'ANNÉE 1983, LE PUBLIC ET LE GOUVERNEMENT AMÉRICAINS étaient d'humeur particulièrement chauvine. De l'invasion de la Grenade (quoique que la mise en oeuvre militaire en ait été sabotée), on avait fait un hymne aux forces armées, au patriotisme et aux valeurs américaines traditionnelles. Les tam-tams de la propagande retentissaient furieusement pour monter en épingle les vertus de l'Initiative de défense stratégique («Guerre des étoiles»), annoncée par le président Reagan (sans qu'il eût consulté ses alliés, ni même le Département d'État) dans un discours télévisé prononcé en mars 1983; l'IDS avait pour but de mettre l'Amérique complètement à l'abri d'une attaque nucléaire. En Occident, ils n'ont été que quelques-uns à prendre l'IDS au sérieux, mais les Soviétiques, par contre, en ont été très inquiets. À Washington, le président continuait de faire très bonne figure dans les sondages d'opinion publique, et un grand nombre de ses conseillers restaient fermement convaincus qu'il fallait faire la chasse aux communistes; quant à Trudeau, tenant de la théorie de l'équidistance canadienne, il était inévitablement considéré comme ayant, à l'égard des Soviétiques, une position étrangement «molle». Un représentant du Pentagone a dit qu'en entendant parler de l'initiative canadienne pour la première fois, il avait répondu: «C'est Trudeau qui recommence. Mais à quoi bon s'en faire, avait-il ajouté, puisque Trudeau n'a aucune influence.» Un membre du *National Security Council* a souligné que «l'on n'avait aucunement l'intention, ici, de donner plus d'influence à Trudeau». Et Lawrence Eagleburger, dignitaire qui se classait au troisième rang de la hiérarchie au Département d'État, avait indiqué, à l'occasion d'un dîner privé organisé une semaine avant l'arrivée de Trudeau à Washington, que les efforts de pacification déployés par le Canadien s'apparentaient à ceux d'un gauchiste camé. Dans la mesure où elle venait d'un des dignitaires prétendument plus «pro-canadiens» que les autres au Département d'État, la gifle n'en était que plus cinglante et outrageuse.

EN DES CIRCONSTANCES AUSSI PEU FAVORABLES, LA FAÇON DONT TRUDEAU ALLAIT présenter son argument à Reagan était évidemment déterminante. Certains conseillers du premier ministre tenaient absolument à ce qu'il reprenne exactement les termes qu'il avait employés pour parler aux autres dirigeants. Mais l'ambassadeur du Canada à Washington, M. Allan Gotlieb, exhorta Trudeau à s'adresser directement et personnellement à Reagan, sur un ton très digne. Le premier ministre a accepté, et il s'en est bien tiré. Comme l'ont rapporté les Gwyn (Richard et Sandra) en «reconstituant» les faits dans le *Saturday Night* en mai 1984, Trudeau aurait déclaré: «Monsieur le président, vos intentions sont bonnes, et je les partage entièrement. Vous êtes un homme de paix. Vous voulez rétablir la paix par la force. Grâce à vos politiques, les États-Unis ont retrouvé leur puissance et leur assurance. Mais, Monsieur le président, votre message ne passe pas. Les gens pensent que vous voulez la force pour la force et que vous êtes prêt à accepter les risques de la guerre. Il faut que cela change. Vous devez faire comprendre aux gens quelles sont vos véritables convictions.» Si la démarche n'a pas offensé Reagan, elle a choqué au moins un autre Américain présent, qui a rappelé que Trudeau «avait été condescendant en créant l'impression que le président ne connaissait rien aux affaires internationales». En fait, «cette heure a servi à Trudeau de leçon sur les relations entre les superpuissances. Après cela, nous n'avons plus beaucoup entendu parler de l'initiative.»

À l'issue de sa réunion à la Maison-Blanche avec Trudeau, Reagan lui a souhaité «Bonne chance», ce que de nombreux Canadiens ont jugé non seulement expéditif et condescendant, mais aussi révélateur de l'influence du Canada et de son premier ministre. Le Canadien était suffisamment im-

portant pour être traité poliment, mais pas son message. Toujours est-il que, pour une raison ou pour une autre, le ton du discours militant du président américain s'est un peu calmé au cours des quelques semaines qui ont suivi, et Trudeau, comme les autres Canadiens, ont vu dans cette accalmie un résultat positif de la visite du premier ministre. Même certains dignitaires canadiens à Washington, croyant que l'initiative n'était rien d'autre que «l'expression d'une folie locale à laquelle les Canadiens sont sujets», ont pensé que Trudeau avait effectivement refroidi l'ardeur anti-communiste du président.

L'INITIATIVE TRUDEAU A CONNU UNE PAUSE D'UN MOIS PENDANT LES VACANCES de Noël et du Nouvel An. Vers la mi-janvier, le premier ministre a rencontré le Secrétaire général de l'ONU, M. Pérez de Cuéllar, pour le prier instamment de convoquer une réunion des cinq puissances nucléaires, mais en vain. Plus tard dans le courant du même mois, Andropov étant toujours trop malade pour recevoir des visiteurs, Trudeau a repris la route une fois de plus, en direction cette fois de l'Europe de l'Est. Peut-être que les pays satellites, dont on savait qu'ils étaient troublés par le déploiement sur leur territoire de missiles soviétiques et par la lenteur des négociations entre Moscou et Washington, auraient une plus grande marge de manoeuvre si la direction soviétique était paralysée (c'est du moins ainsi que Trudeau voyait les choses, disait-on). Telle était du moins la raison des visites en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est et en Roumanie, surtout que l'URSS avait choisi les deux premiers pays pour y installer des missiles SS-20 à portée intermédiaire. Les Tchèques ont qualifié l'initiative d'«utile et de bienvenue», mais ils ont reproché aux Américains d'avoir déployé des missiles de croisière en Europe. Les Allemands de l'Est, ravis que Trudeau ait été le premier dirigeant d'un pays de l'OTAN à se rendre à Berlin-Est, ont promis leur soutien. Le président Ceausescu, de Roumanie, le plus indépendant des dirigeants des pays satellites, a salué les efforts de Trudeau en faveur de la paix, même si le premier ministre ne s'est guère écarté de la position de l'OTAN au cours de ses sept heures d'entretien avec le chef roumain à Bucarest.\*

De retour à Ottawa, Trudeau a bouclé son initiative de paix – et crié victoire – à l'occasion d'un discours prononcé à la Chambre des communes le 9 février. Il en a profité pour énoncer «dix principes de l'établissement d'un lien commun entre l'Est et l'Ouest», un nouveau décalogue concocté par Ivan Head, alors président du Centre de recherches pour le développement international. Le premier ministre a répété que son objectif était resté le même, celui qu'il avait annoncé à Guelph, en octobre de l'année précédente: renverser la tendance et éviter la crise. Il estimait que l'on avait fait certains progrès: Reagan avait tempéré ses propos, les Soviétiques étaient revenus à la table des négociations sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces (MBFR), et Shultz et Gromyko s'étaient réunis à Stockholm. Quoiqu'il en soit, Trudeau a conclu sur la note la plus optimiste qui soit en disant que «le Canada et les Canadiens... avaient vu la crise, agi et pris des risques, qu'ils avaient été fidèles à leurs amis et ouverts face à leurs ennemis, qu'ils avaient vécu conformément à leurs idéaux et qu'ils avaient fait leur possible pour écarter le spectre de la guerre». Le chef de l'opposition, M. Brian Mulroney, et le chef du NPD, M. Ed Broadbent, ont tous deux souscrit à l'initiative du premier ministre, ce qui montrait à quel point Trudeau s'était gagné, par ses efforts, la faveur populaire au Canada.

\* La Roumanie a traversé en 1984 (et après) une crise économique, ponctuée de pénuries de nourriture et d'électricité, et elle était dirigée par une équipe qui se gargarisait d'éloges. À l'époque, la plaisanterie qu'on entendait souvent en Roumanie était la suivante: quel point commun y a-t-il entre les Roumains et les pingouins? Les uns et les autres vivent au froid, ne mangent pas de viande et applaudissent tout les temps.



Contrairement aux apparences, l'initiative n'était pas tout à fait terminée. Dix jours à peine après l'allocution de Trudeau devant le parlement, le dirigeant soviétique Andropov a finalement rendu l'âme, et le premier ministre canadien a pris le premier avion pour Moscou; il comptait assister aux obsèques et, avec un peu de chance, rencontrer Constantin Tchernenko, le nouveau Secrétaire général du Parti, dont la santé n'était pas meilleure que celle d'Andropov. Trudeau a obtenu ses trente-cinq minutes d'entretien, dont il a profité pour dire à Tchernenko qu'il y avait maintenant un compromis possible entre l'Est et l'Ouest. L'austère Gromyko, qui assistait à l'entrevue, répondit d'un ton morne que les pays occidentaux devraient faire des propositions s'ils voulaient que les relations puissent s'améliorer. Même si le premier ministre a déclaré, en sortant de la salle de réunion, que l'initiative venait de recevoir une autre impulsion politique, le doute était permis. Tchernenko, très malade, ne pouvait faire, en direction de la détente, que des pas fort timides. Et Robert Ford, ambassadeur depuis longtemps à Moscou, a porté deux ans plus tard un jugement accablant sur l'initiative. Il a déclaré au journal *Globe and Mail* que «l'initiative de paix de Trudeau était une absurdité complète» et «que les Soviétiques en avaient fait des gorges chaudes». Trudeau n'avait aucune influence politique à Washington, et «non plus qu'à Moscou ... il n'avait aucun crédit dans l'une ni dans l'autre ville».

ALORS QU'IL VIVAIT SES DERNIERS JOURS AU POUVOIR, LE PREMIER MINISTRE A fait une dernière tentative auprès de ses alliés à la réunion au sommet à Londres; il a alors participé à la rédaction d'un communiqué exigeant «la sécurité et le niveau de forces le plus bas possible». Trudeau a eu, à cette occasion, une bruyante altercation avec le président Reagan, à qui il a déclaré qu'il «devait en faire plus» pour promouvoir la détente. Contrairement à ses habitudes, l'imperturbable (ou comateux) chef d'État a répondu en frappant la table du poing et en criant : «Bon Dieu, Pierre, qu'est-ce que je pourrais bien faire pour les ramener à la table de négociations !» La source de cette anecdote ? «Une session d'information très détaillée organisée par les États-Unis», a souligné d'un ton acerbe Patrick Gossage.

Finalement, Ford avait peut-être raison : toute cette croisade manquée de Trudeau n'était qu'un «bain de foule mondial» comme ont indiqué certains d'un ton railleur. Trudeau était au pouvoir depuis seize ans et il avait participé aux travaux de l'OTAN et du Commonwealth ainsi qu'à des réunions au sommet, mais il ne semblait toujours pas comprendre les rouages des relations entre les grandes puissances.

Sûr de ses capacités intellectuelles et en aucun cas à l'abri de la vanité, Trudeau continuait naïvement de croire au pouvoir des mots et des idées, de croire que la raison pouvait convaincre les grandes puissances de renoncer à rechercher frénétiquement leur seul intérêt, et de croire enfin à sa propre étoile. Trudeau était un original, convaincu qu'il pouvait persuader les autres dirigeants de se joindre à lui dans le combat personnel qu'il menait contre la menace nucléaire. Mais malgré tout son génie, Trudeau n'a pas réussi à comprendre pourquoi les Soviétiques et les Américains rechignaient à prendre le moindre risque pour la paix. Pas plus qu'il n'a réussi à comprendre pourquoi les deux Grands hésitaient à laisser des États plus petits venir leur mettre des bâtons dans les roues. De plus, en tant que tenant de l'équidistance et soucieux qu'il était de ne pas empiéter sur les plates-bandes des superpuissances, Trudeau souffrait d'un mal que ses détracteurs assimilaient à un apparent refus ou à une incapacité de faire la moindre distinction entre les superpuissances. La Russie d'Andropov était infiniment plus menaçante que les États-Unis, même sous Reagan, mais Trudeau semblait souvent incapable de le reconnaître.

AUTRE FACTEUR TOUT AUSSI IMPORTANT, le Canada n'avait tout simplement pas le rang ni les moyens de mener à bien une initiative aussi ambitieuse. Le Canada était un petit pays, et ce, malgré l'opinion un peu surestimée qu'avait de lui ses citoyens, convaincus de son pouvoir et de son influence. Si la politique extérieure du Canada avait effectivement

eu un certain poids par le passé, c'était en raison de la conjoncture mondiale d'après la Seconde Guerre mondiale, et non pas parce que la puissance du Canada avait fondamentalement changé. En d'autres termes, une fois réparés les ravages de la guerre, le Canada avait dégringolé de nouveau à sa place ordinaire, au centre du troisième rang. Seul un pays qui aurait presque eu le statut de grande puissance aurait eu une chance de faire aboutir une initiative de paix dans les années 1980 et encore, à condition que les préparatifs et les plans en aient été soigneusement élaborés au préalable.

Or, tel n'était pas le cas de l'initiative Trudeau. Comme Trudeau ne s'intéressait que sporadiquement aux questions de politique extérieure, son initiative unilatérale avait inévitablement été concoctée à la hâte. Un certain nombre de ses idées, en particulier celle de réunir les cinq puissances, étaient absolument irréalisables – «l'une des plus mauvaises idées jamais formulées à notre époque en matière de limitation des armements», avait déclaré un ambassadeur canadien de haut rang. Et rien n'avait été fait pour faire approuver l'initiative grâce à de patientes discussions diplomatiques en coulisses. Or, sans de pareils efforts, il était presque impossible que l'initiative réussît. Par conséquent, Trudeau semblait parfois sillonner le monde, essayant désespérément de se faire recevoir par les dirigeants des pays qu'il visitait. S'il arrivait à obtenir une audience, on l'écoutait assez poliment, mais son message, dont un fonctionnaire canadien s'était moqué en disant que Trudeau recommandait aux dirigeants de «s'aimer les uns les autres», n'éveillait absolument aucun intérêt dans le regard de ses interlocuteurs. Tout compte fait, avait conclu ce responsable, l'initiative avait eu pour effet d'amoinrir Trudeau – et son pays – aux yeux du monde.

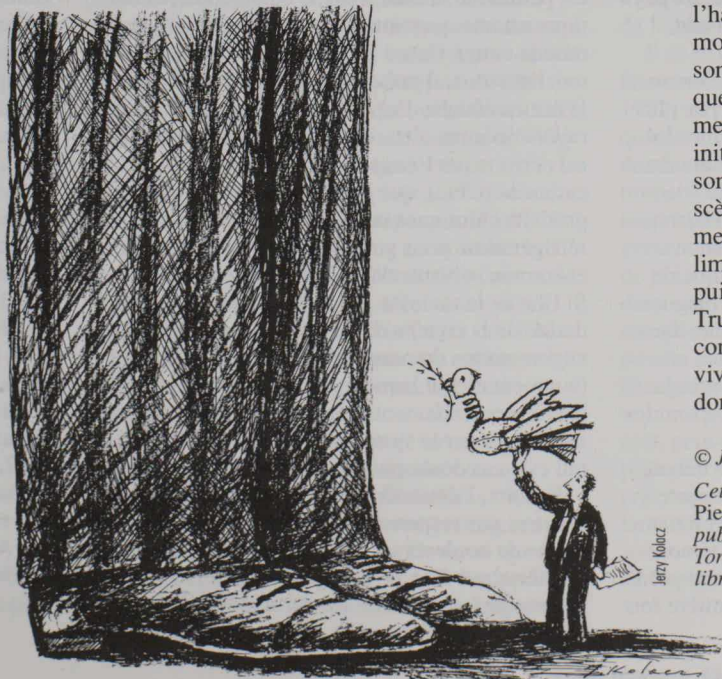
POURTANT, TRUDEAU AVAIT EU RAISON D'ESSAYER, ET PAS SEULEMENT PARCE que le public canadien avait unanimement souscrit à ses efforts (sans pour autant se faire trop d'illusions quant aux résultats possibles). Le monde traversait une période de crise, et les relations américano-soviétiques étaient si mal en point qu'on allait même jusqu'à envisager l'éventualité d'une guerre. Il fallait que quelqu'un parle, et c'est Trudeau qui s'est lancé. Que ce soit ou non grâce aux efforts du premier ministre, l'escalade de la tension a quelque peu ralenti. Des chefs d'État ou de gouvernement comme Kohl, en Allemagne de l'Ouest, et Craxi, en Italie, ont commencé à faire pression sur leurs alliés pour qu'ils se mettent à la recherche d'un compromis. En Grande-Bretagne, M<sup>me</sup> Thatcher a assoupli sa position, et Reagan a cessé de dépeindre l'URSS comme l'«empire du mal», pour amorcer un dialogue avec elle. Trudeau avait pris les risques, et il méritait une partie des honneurs.

Toutefois, il y avait vraiment quelque chose de paradoxal dans cette situation, surtout pour ceux qui cherchent la cohérence dans les actions et le raisonnement de leurs dirigeants. À l'automne de sa carrière, Trudeau avait, de toute évidence, repris la lutte contre les positions très arrêtées de la Guerre froide; c'était une croisade qu'il avait pourtant abandonnée quelques années auparavant, après avoir réduit le contingent canadien à l'OTAN, en 1969. De plus, il s'était transformé en commode médiateur. Le premier ministre qui, en 1968, avait critiqué le style et le rôle de Lester Pearson, se retrouvait,

en 1983–1984, en train d'essayer de revêtir l'habit «pearsonien» – et probablement avec moins de succès que son prédécesseur. Pearson se serait certainement rendu compte que des négociations préalables soigneusement orchestrées étaient essentielles à toute initiative de paix. Mike Pearson avait certes son orgueil et son désir de briller sur la scène mondiale, mais il connaissait également ses points forts, ses faiblesses et les limites des efforts diplomatiques d'une puissance moyenne. En seize ans de règne, Trudeau n'avait toujours pas compris les contraintes qu'imposait à son pays le fait de vivre de façon précaire dans un monde dominé par les superpuissances. □

© J.L. Granatstein et Robert Bothwell, 1990.

Cet article est tiré du livre intitulé *Pirouette : Pierre Trudeau and Canadian Foreign Policy*, publié chez les Presses de l'Université de Toronto. On peut se le procurer dans les librairies au coût de 35 \$.





# SAUVONS L'ATMOSPHÈRE TERRESTRE

*Rapport intérimaire sur la stratégie complexe et les jeux  
d'influence politiques que cache l'effort international entrepris  
pour sauver l'atmosphère.*

PAR DAVID RUNNALLS

---

LES POLLUANTS RÉSULTANT D'ACTIVITÉS HUMAINES, DE L'UTILISATION INEFFICACE ET EXCESSIVE  
DE COMBUSTIBLES FOSSILES ET DES EFFETS DE LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE RAPIDE  
SONT EN TRAIN DE TRANSFORMER L'ATMOSPHÈRE TERRESTRE À UNE VITESSE INOÛÏE. CES  
CHANGEMENTS FONT PESER UNE LOURDE MENACE SUR LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE ET ILS ONT  
DÉJÀ DES RÉPERCUSSIONS NOCIVES DANS BEAUCOUP D'ENDROITS DE LA PLANÈTE.

---

**C**ES PAROLES ALARMANTES, LE LECTEUR S'EN souvient peut-être, ont été prononcées dans la déclaration de la Conférence sur les changements atmosphériques, organisée à Toronto par le gouvernement canadien aussitôt après le sommet économique de 1988. Quelque 300 éminents scientifiques, hommes et femmes politiques réunis pour parler sérieusement des incidences de changements dans le climat terrestre ont décidé de «damer le pion» à *Greenpeace*.

Mais le remarquable consensus qui s'est dessiné à la Conférence de Toronto n'est-il pas en train de s'effilocheur ? Il se passe à peine une journée sans qu'un nouveau groupe de chercheurs affirme que la planète ne s'est pas réchauffée, ou qu'une étude exotique des glaces antarctiques ou des données recueillies par télédétection remet en question les hypothèses de base. Les politiciens qui souhaitent ne rien faire, ou pas grand-chose, du moins pas tant que l'échéance des élections prévues en 1992 dans plusieurs pays occidentaux industrialisés ne sera pas passée, tirent partie de ces controverses.

Le vieux slogan américain qui veut qu'on ne bouge pas tant que la recherche n'en dit pas plus long sur le problème et qui a rendu si vaines les actions contre les pluies acides s'est de nouveau fait entendre, cette fois dans la bouche de M. John Sununu, chef de Cabinet de la Maison-Blanche. À l'une des réunions d'information qui accompagnaient le sommet économique de Houston, il a même repris une autre des blagues éculées de la présidence Reagan, celle que, dans le service de presse de la Maison-Blanche, on appelle la théorie de «l'arbre tueur», d'après la fameuse idée de Reagan selon laquelle ce sont les arbres qui polluent.

Mais lorsque le rideau retombe sur les débats scientifiques, une observation essentielle reste incontestée. Selon les propres termes du climatologue américain Stephen Schneider, qui témoignait au début de l'année devant huit commissions parlementaires réunies pour la toute première fois

en session mixte : «... alors qu'il demeure une incertitude légitime, qui persistera des dizaines d'années encore, quant aux lieux et aux moments où les changements se produiront, la grande majorité des spécialistes responsables pensent que la probabilité de changement est importante.» Cette opinion a été renforcée par le rapport récent du Groupe intergouvernemental sur le changement climatique (GICC). Le GICC représente un consensus de quelques-unes des sommités scientifiques mondiales, qui ont conclu que les gaz à effet dit de serre, si l'on n'y fait rien, entraîneront d'ici la fin du siècle prochain une hausse moyenne de la température terrestre pouvant atteindre trois degrés Celsius et une montée du niveau des océans de soixante-quinze centimètres.

LES ENVIRONNEMENTALISTES NOUS ONT DEPUIS longtemps habitués à qualifier les problèmes de «planétaires», parfois avec une exactitude dont il est permis de douter. Mais le changement climatique est une question qui regarde vraiment le monde entier. Causé par nous tous et nous touchant tous, il présente deux aspects. D'abord, la mince couche d'ozone qui nous protège des rayons solaires ultra-violetes les plus dangereux est détruite par l'émission de chlorofluorocarbones (CFC), que l'on prenait jadis pour des produits chimiques inoffensifs utilisés pour la réfrigération, pour gonfler les mousses isolantes et comme solvants dans l'industrie électronique. Si l'on ne la maîtrise pas rapidement, cette dégradation de la couche d'ozone conduira à une forte augmentation du nombre des cancers de la peau (augmentation à laquelle on assiste déjà) et à une baisse des rendements agricoles, et elle aura des incidences sur le système immunitaire humain, ce qui est sans doute plus inquiétant.

Ensuite, l'émission de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>) et d'autres gaz responsables de l'effet de serre risque de bouleverser le climat terrestre de manières que l'on ne peut prédire précisément. Néanmoins, à en croire les participants de la Conférence de Toronto : «Ces changements clima-

tiques considérables seraient suffisamment perturbateurs pour qu'aucun pays n'y trouve avantage.» Les pays pauvres du tiers-monde, qui sont les moins aptes à résister, s'en sortiront probablement très mal, quand leurs régions agricoles déjà fragiles seront frappées par les changements dans la configuration des pluies et dans les saisons de croissance ou quand de larges portions des régions côtières où ils ont investi dans des infrastructures et des industries précieuses seront menacées par l'inondation. Étant donné que les populations continuent de croître et que le climat commence à changer, le monde se disputera sûrement de plus en plus ses richesses, et les différends qui, aujourd'hui, éclatent au Moyen-Orient sur des ressources en eau, ou encore les marées de réfugiés environnementaux qui déferlent déjà sur des parties de l'Afrique, deviendront routiniers.

Si les conséquences du changement climatique sont planétaires, ses causes le sont aussi. L'immense majorité des gaz de l'effet de serre résultant du développement (c.-à-d. de l'industrialisation) sont émis par les pays développés. À eux seuls, les États-Unis engendrent environ 20 p. 100 des gaz à effet de serre. Le reste des pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) représentent 20 p. 100, tandis que l'Europe de l'Est et l'Union soviétique y vont d'un autre cinquième encore. Quant à eux, les pays du tiers-monde ne sont pas exonérés de tous blâmes. Si l'on additionne toutes les émissions de gaz causant l'effet de serre (y compris celles résultant du déboisement et du développement agricole), le Brésil, la Chine et l'Inde occupent respectivement les troisième, quatrième et cinquième rangs dans le peloton de tête des producteurs.

ON S'ACCORDE À DIRE QUE, DANS UNE PREMIÈRE étape, la lutte contre le changement climatique doit consister à éliminer la production et l'utilisation de CFC. Non seulement ils endommagent la couche d'ozone, mais ils comptent aussi parmi les plus puissants des gaz de l'effet de serre et, pour les pays industrialisés, ils représentent le tiers des émissions de ces gaz. On a déjà bien progressé dans ce domaine; c'est d'ailleurs le Canada qui a ouvert le débat sur cette question en 1987, en organisant la réunion qui a abouti au Protocole de Montréal. Cet accord demandait que l'on cesse de produire des CFC d'ici la fin du siècle. Avant même que l'encre en soit sèche, il apparaissait déjà qu'il était insuffisant. Le trou dans



la couche d'ozone continuait de s'agrandir et un autre trou avait été repéré au-dessus de l'Arctique.

Dans un élan écologiste, M<sup>me</sup> Margaret Thatcher décida donc d'organiser deux rencontres à Londres afin de renforcer le protocole de Montréal. À la première, qui s'est tenue au mois de février, l'an dernier, on a convenu de la nécessité d'accélérer le calendrier. Cette rencontre a été suivie d'une conférence à Helsinki, où l'on s'est rendu compte qu'il était indispensable de partager le fardeau, si l'on voulait que de grands pays en développement, comme l'Inde et la Chine, signent le document. Ces deux pays entendent répandre l'utilisation de réfrigérateurs, pour qu'au moins tous les villages puissent conserver convenablement des fournitures médicales. Pourquoi devraient-ils revoir leurs plans à cause d'un appauvrissement de l'ozone causé presque entièrement par les pays industrialisés ? Pourquoi devraient-ils payer cinq ou six fois plus cher des produits de remplacement des CFC moins efficaces que ceux-ci ? Ils se le demandaient.

En juin de cette année, à la seconde rencontre londonienne, on en est donc arrivé à une proposition portant sur la création d'un fonds destiné à aider le monde en développement à se passer des CFC. La Maison-Blanche a commencé par rejeter l'idée, par crainte de créer un précédent pour un fonds bien plus important destiné à lutter contre le réchauffement planétaire. Après les fortes pressions exercées par les autres puissances industrialisées, les États-Unis ont accepté l'ouverture d'un fonds doté de 240 millions de dollars américains pour les trois premières années. Si la Chine et l'Inde signaient le protocole, comme elles le feront certainement, cette somme passerait à environ 320 millions de dollars.

LES TROIS PREMIÈRES ANNÉES, LE FONDS SERVIRA principalement à évaluer les besoins des pays en développement. Après cette période, il aidera à financer l'acquisition des techniques d'emploi (et peut-être de production) des produits de remplacement des CFC, les HCFC (halochlorofluorocarbones), dont l'utilisation semble moins dangereuse pour la couche d'ozone, bien qu'ils restent des gaz à effet de serre intense. Certaines personnes ont critiqué cet arrangement en faisant valoir que les experts techniques qui ont participé aux discussions sont en grande majorité des spécialistes de la chimie et non de la réfrigération et qu'ils ont donc négligé la possibilité de recourir à d'autres produits réfrigérants potentiels comme le propane ou le butane, qui ne contribuent pas au réchauffement de la planète. Néanmoins, la rencontre de Londres constitue un immense pas en avant pour ce qui est de répondre aux besoins particuliers des pays en développement.

Le succès des négociations sur la couche d'ozone ouvre la porte à des progrès sur la question bien plus difficile du réchauffement planétaire. À la Conférence de Toronto, on a recommandé de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère de 20 p. 100 d'ici l'an 2005, pour arriver, on l'espère, à en stabiliser la propor-



Michael McPoline

tion dans l'atmosphère. Pour cela, il faudrait diminuer de moitié au moins la consommation actuelle des combustibles fossiles. Même si les pays industrialisés développés prenaient des mesures draconiennes pour réduire leurs émissions de gaz provoquant l'effet de serre, les projets de l'Inde et de la Chine, qui comptent multiplier le nombre de leurs centrales électriques alimentées au charbon, annuleraient ces gains. À elle seule, la Chine prévoit de construire 200 de ces centrales.

Voilà qui donne une grande force aux pays en développement dans la formulation du contrat dit mondial ou, plus précisément, comme M. Jim MacNeill, de l'Institut de recherche politique, le souligne, d'une série de petits contrats conduisant à un contrat plus vaste. Or, comme le montrent les préparatifs de la Conférence des Nations-Unies sur l'environnement et le développement, qui doit avoir lieu au Brésil en 1992, le tiers-monde entend se servir de cet atout pour attirer l'attention sur les problèmes prioritaires que sont pour lui le commerce, la dette et le besoin d'une croissance économique, en échange de mesures pour lutter contre les changements climatiques.

LE CALENDRIER DE NÉGOCIATION DE CETTE SÉRIE d'accords est maintenant bien défini. Il revient au monde développé de faire les premiers pas et de prendre un ensemble de décisions unilatérales visant à réduire les émissions de gaz entraînant l'effet de serre. Certains pays ont déjà pris de tels engagements. La République fédérale d'Allemagne a récemment déclaré que, d'ici 2005, elle réduirait les émissions ouest-allemandes de CO<sub>2</sub> de 25 p. 100 par rapport aux quantités de 1987. Le Royaume-Uni a promis un gel de ses émissions dans les mêmes délais et les Japonais, d'ici la fin du siècle. Bien que la politique canadienne soit confuse sur ce point, M. de Cotret, le ministre de l'Environnement par intérim, a lui aussi promis un gel des quantités émises d'ici la fin du siècle.

Tous ces pays ont conclu que non seulement ces politiques sont techniquement applicables, mais que, dans la plupart des cas, elles accroîtront la compétitivité internationale et feront réaliser de grosses économies dans les dépenses énergétiques. L'exception vient des États-Unis où le président Bush a déclaré dans une conférence de presse qui suivait le sommet de Houston que lutter contre les émissions équivaldrait à supprimer quantité d'emplois. Aucun des autres dirigeants ne partageait son avis.

La deuxième partie du contrat consiste à créer des mécanismes qui permettent aux pays en développement de poursuivre des formes plus durables de développement qui apportent emplois et revenus aux pauvres sans accroître massivement les émissions de gaz provoquant l'effet de serre. Il s'agirait, entre autres, de faciliter les transferts de technologie pour les techniques non polluantes; d'alléger l'endettement, peut-être en troquant des dettes contre des mesures écologiques, ce qui débloquerait des sommes considérables pour des programmes de reboisement visant à absorber une partie du carbone de l'atmosphère; et, finalement, de créer le type même de fonds que le gouvernement de M. Bush redoutait se voir

demander en acceptant la création du fonds pour les CFC, à Londres.

Ce nouveau fonds devrait être assez important au regard des normes internationales habituelles (entre 20 et 40 milliards de dollars américains par an, selon des estimations néerlandaises), mais insignifiant comparé aux dépenses mondiales d'armement. Il semble que l'on ait proposé, à Houston, un fonds initial de 2,5 milliards de dollars, mais que le chancelier allemand Kohl, son principal défenseur, n'ait pu vaincre les objections de son hôte américain.

IL EXISTE DE NOMBREUSES INSTANCES AUXQUELLES on peut confier la gestion de ce fonds. En novembre, la Conférence sur le climat mondial se réunira à Genève. Une «convention cadre» sur le changement climatique pourrait être discutée à cette occasion. La controverse, en l'occurrence, oppose ceux qui, comme les Allemands, sont partisans d'une convention comportant des engagements précis quant à la limitation des gaz causant l'effet de serre et aux arrangements relatifs aux transferts de technologie, et ceux qui préfèrent une «coquille vide» contenant un engagement général visant à s'occuper du problème et à régler les détails plus tard. Ce dernier groupe est apparemment conduit par les États-Unis, mais il est possible que d'autres pays pensent de même et soient contents de laisser les Américains porter le blâme.

Il se peut fort que le dénouement de cette affaire survienne au Brésil, à la Conférence de 1992, au cours de laquelle les optimistes espèrent qu'une convention sera soumise à la signature des États. La portée de cette convention dépendra probablement des retombées du sommet de Houston, dont on saura alors s'il a déclenché le changement attendu de longue date dans les rapports de puissance économique. Le chancelier Kohl et, dans une moindre mesure, les autres dirigeants européens, semblent déterminés à aboutir dans un proche avenir à des progrès réels en matière de changement climatique. Il serait intéressant de voir ce qui arriverait si six participants au sommet, peut-être entraînés par le Canada en tant que plus proche voisin des États-Unis, décidaient de créer seuls le fonds initial de 2,5 milliards de dollars. Après tout, il ne s'agit pas d'une grosse somme si l'on songe que c'est peut-être l'avenir de la planète qui est en jeu. □



## RÉPERTOIRE DES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT

L'Institut produit plusieurs genres différents de publications, chaque catégorie répondant à un besoin particulier.

### CAHIERS DE L'INSTITUT

Ces monographies visent à l'excellence dans l'érudition et à la pertinence dans le contexte politique.

### EXPOSÉS

Ils sont rédigés dans un style courant et présentent des analyses opportunes sur de grands événements et des questions d'actualité.

### DOCUMENTS DE TRAVAIL

Conçus pour être distribués rapidement, ils résumant les résultats de recherches en cours ou les délibérations de conférences.

### FICHES D'INFORMATION

Principalement destinées aux écoles secondaires. Elles présentent un précis sur des questions d'actualité et leur contexte historique.

### GUIDE

Ouvrage de référence annuel sur les politiques du Canada en matière de paix et de sécurité. Il situe les grandes questions de l'année dans leur contexte et présente sur elles les observations du gouvernement et du parlement.

### ANALYSE DE LA CONJONCTURE

Fait le point sur les grands événements et tendances de l'année écoulée, en ce qui regarde la paix et la sécurité, et examine leurs conséquences pour la politique canadienne.

### RAPPORT ANNUEL

Exposé, pour le parlement et la population canadienne, l'ensemble des activités menées par l'Institut au cours de l'exercice précédent et les états financiers de la période correspondante.

### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ces bibliographies et d'autres documents semblables rendent les titres et les sujets afférents à la paix et à la sécurité plus facilement accessibles aux chercheurs.

### PAIX ET SÉCURITÉ

Magazine trimestriel où paraissent une vaste gamme d'analyses et de points de vue émanant de sources canadiennes et étrangères.

*(Toutes les publications, sauf les Documents de travail, paraissent en anglais et en français.)*

*Les publications sont énumérées sous les thèmes suivants, et dans chaque catégorie, l'ouvrage le plus récent est cité en premier :*

### RELATIONS EST-OUEST

QUESTIONS RELATIVES AUX  
CONFLITS RÉGIONAUX ET À LA SÉCURITÉ

LIMITATION DES ARMEMENTS NUCLÉAIRES

LIMITATION DES ARMEMENTS NON-NUCLÉAIRES

DÉSARMEMENT

DÉFENSE

RÈGLEMENT DES CONFLITS — THÉORIE ET PRATIQUE

AUTRES SUJETS

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

### RELATIONS EST-OUEST

«**East-West Relations in Transition: Towards a New European Order**», extraits d'un rapport présenté à l'Institut par le Groupe d'experts sur les évaluations stratégiques, juillet 1990. (DT 27)

«**Superpower Rivalry in the Indian Ocean**», par Paul George, février 1989, 36 pages. (DT 16)

**Les nouvelles dimensions des relations canado-soviétiques au sujet de l'Arctique**, par John Hannigan, novembre 1988. (E-0 6)

«**International Security and Canadian Interests**», compte rendu d'un groupe de travail, juin 1988, 38 pages. (DT 11) \*

**De Lénine à Gorbatchev : l'évolution des perspectives soviétiques sur les relations Est-Ouest**, par Paul Marantz, mai 1988, 100 pages. (C 4)

«**East-West Relations in the 1980s**», par Adam Bromke, mai 1988, 103 pages. (DT 9) \*

**La rivalité entre les superpuissances et la politique soviétique dans le Bassin des Caraïbes**, par S. Neil MacFarlane, juin 1986, 74 pages. (C 1)

**Les relations Est-Ouest : valeurs, intérêts et perceptions**, par Geoffrey Pearson, mai 1986. (E-0 1)

QUESTIONS RELATIVES AUX  
CONFLITS RÉGIONAUX ET À LA SÉCURITÉ

«**Cyprus – Visions for the Future: A summary of Conferences and Workshop Proceedings**», par François Lafrenière et Robert Mitchell, mai 1990, 106 pages. (DT 21)

**La réinsertion du Vietnam dans le système international**, par Gérard Hervouet, décembre 1988, 87 pages. (C 6)

**La déstabilisation des États de la «ligne de front» en Afrique australe 1980-1987**, par Dan O'Meara, juin 1988. (E 20)

**La guerre du Golfe**, par Francine Lecours, mai 1988. (E 19)

**Vers l'instauration de la paix en Amérique centrale, 8 et 9 mai 1987**, par Liisa North, décembre 1987, 83 pages. (DT-RC 5)

**Paix, développement et sécurité dans le Bassin des Caraïbes : Perspectives d'évolution d'ici l'an 2000**, délibérations d'une conférence, Kingston (Jamaïque), 22 au 25 mars 1987, par Lloyd Searwar, 41 pages. (DT-RC 4)

«**Conference on Militarization in the Third World**», exposés de Paul Rogers, Michael Klare et Dan O'Meara, présentés à l'Université Queen's à Kingston (Ontario), janvier 1987, 95 pages. (DT 5) \*

**La paix est-elle possible en Amérique centrale ?**, par Steven Baranyi, octobre 1986. (E 8)

**Négociations pour la paix en Amérique centrale**, compte rendu de la Table ronde sur les négociations pour la paix en Amérique centrale, Ottawa, les 27 et 28 septembre 1985 par Liisa North, 69 pages. (DT-RC 1) \*

### LIMITATION DES ARMEMENTS NUCLÉAIRES

**Les pourparlers de Genève : une nouvelle relation entre les superpuissances au sujet du nucléaire ?**, par David Cox, mai 1990. (E 32)

**Les incidences du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI)**, par Jane Boulden, mars 1990. (E 31)

**La non-prolifération nucléaire : situation actuelle et perspectives**, par Jozef Goldblat, juin 1989. (E 29)

**Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)**, octobre 1989. (FI 10)

**Revue des négociations de Genève en 1987 et 1988**, par David Cox, mars 1989. (E 27)

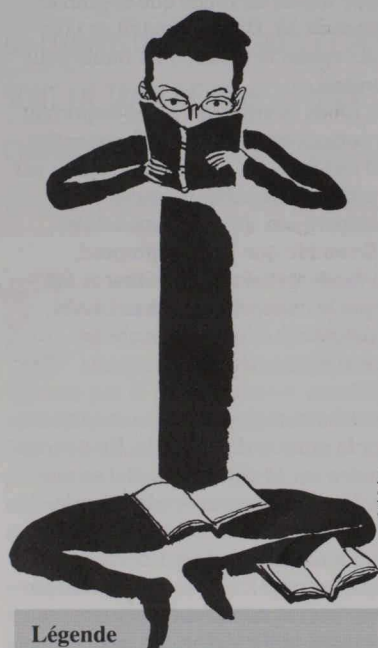
**Les missiles de croisière et la limitation des armes stratégiques**, par Jane Boulden, janvier 1989. (E 24)

**Le débat sur les essais d'armes nucléaires**, par Jozef Goldblat et David Cox, août 1988, 94 pages. (C 5)

**Le Traité AMB a-t-il encore un avenir ?**, par Ronald G. Purver, février 1988. (E 18) \*

**Limiter les risques d'une guerre nucléaire accidentelle**, par Dianne DeMille, janvier 1988. (E 16)

**Les négociations de Genève sur la réduction des armes stratégiques**, par David Cox, juin 1987. (E 13)



Gail Gellner

### Légende

C – Cahier

E – Exposé

DT – Document de travail

FI – Fiche d'information

\* édition épuisée; on ne peut se la procurer que par l'entremise des bibliothèques.

Pour commander, veuillez vous adresser à :  
L'Institut canadien pour  
la paix et la sécurité internationales  
360, rue Albert, bureau 900,  
Ottawa (Ontario) K1R 7X7  
Téléphone : (613) 990-1593  
Télécopieur : (613) 563-0894



**Qui est en tête ? Analyse sur l'équilibre nucléaire**, par Jane Boulden, mars 1987. (E 12)

**Les risques de guerre nucléaire accidentelle**, compte rendu de la Conférence sur les risques de guerre nucléaire accidentelle, Vancouver, du 26 au 30 mai 1986 par Andrea Demchuk, 44 pages. (DT-RC 3)

«**Strategic Stability and Mutual Security in the Year 2000: Getting There from Here**», compte rendu d'une conférence, Erice, Italie, avril 1986, 113 pages. (DT 3) \*

**La non-prolifération des armes nucléaires** par William Epstein, mai 1986. (E 4)

**Un gel nucléaire ?** par David Cox, janvier 1986. (E 2)

«**Nuclear Weapons, Counter-Force, and Arms Reduction Proposals: A Guide to Information Sources and Force Calculations**», octobre 1985, 57 pages. (DT 1) \*

#### LIMITATION DES ARMEMENTS NON-NUCLÉAIRES

«**The Control of Chemical and Biological Weapons (CBW): Strengthening International Verification and Compliance**», compte rendu d'une conférence, Toronto, 4-5 avril 1989, par Dianne DeMille, juillet 1990, 72 pages. (DT 25)

«**Conventional Arms Control and Disarmament in Europe: Canadian Objectives**», par Douglas Hamlin, janvier 1990, 52 pages. (DT 20)

**Le respect des mesures propres à accroître la confiance : d'Helsinki à Stockholm**, par Michael Holmes, février 1990. (E 30)

**Le commerce international des armes** par Keith Krause, mars 1989. (E 28)

**Les puissances non nucléaires et la Conférence du désarmement à Genève : une étude sur les efforts de limitation des armements**, par Michael Tucker, mars 1989, 71 pages. (C 7)

«**Conventional Arms Control in Europe: Western Opening Positions**», par John Toogood, décembre 1988, 34 pages. (DT 15) \*

**L'équilibre des forces classiques en Europe**, par Roger Hill, juillet 1988. (E 21)

**Le commerce international des armes : problèmes et perspectives**, par Keith Krause, mars 1988, 53 pages. (DT-RC 6)

**La limitation des armements dans l'Arctique : contraintes et perspectives**, par Ronald G. Purver, février 1988, 93 pages. (C 3)

«**The Conventional Force Balance in Europe: Understanding the Numbers**», par James Moore, janvier 1988, 16 pages. (DT 6) \*

**L'Entente de Stockholm ou l'art d'instaurer la confiance**, par C.A. Namiesniowski, octobre 1987. (E 14)

**La surveillance par satellite et les capacités du Canada dans ce domaine**, par Ron Buckingham, décembre 1986. (E 7)

**Négociations sur la limitation des armes classiques en Europe**, par John Toogood, juin 1986. (E 5) \*

#### DÉSARMEMENT

«**The Case for a United Nations Verification Agency**», par A. Walter Dorn, juillet 1990, 41 pages. (DT 26)

«**Closing the Gap: Disarmament and Development, The International Debate**», par Steve Lee, mars 1990, 38 pages. (DT 22)

«**Resolutions on Arms Control and Disarmament: Canada's Record at the UN**», par Bernard F. Grebenc, novembre 1989, 79 pages. (DT 19)

**Les Nations-Unies et le désarmement**, juin 1989. (FI 9)

**Les zones dénucléarisées**, janvier 1989. (FI 5)

«**The United Nations Special Session on Disarmament 1988: Peace Proposals Since 1982**», par Hanna Newcombe, mai 1988, 59 pages. (DT 10) \*

**Le désarmement chimique : de l'interdiction d'employer des armes chimiques à l'interdiction d'en posséder**, par Jozef Goldblat, février 1988. (E 17)

**Le désarmement nucléaire et l'initiative Gorbatchev**, par John R. Walker, janvier 1987. (E 11)

**Éviter la guerre à l'heure du péril nucléaire**, par Robert Malcolmson, novembre 1986. (E-O 2)

#### DÉFENSE

**Canada et sous-marins. Technologie et politique**, par Bernard Goulard, juin 1990, 58 pages. (DT 24)

**La dissuasion : analyse des paramètres de réussite**, par Richard Ned Lebow et Janice Gross Stein, février 1990, 90 pages. (C 8)

**L'utilisation militaire de l'espace**, novembre 1989. (FI 11)

**La sécurité canadienne face aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle : sommaire des délibérations d'une conférence**, par Jean-François Rioux, avril 1989, 45 pages. (DT 17)

**Le pacte de Varsovie (Organisation du Traité de Varsovie)**, mars 1989. (FI 6)

**La sécurité : le Canada et l'Arctique**, mars 1989. (FI 7)

**La souveraineté : le Canada et l'Arctique**, mars 1989. (FI 8)

**La défense non offensive ou comment assurer la sécurité collective de l'Europe**, par Robert Neild, janvier 1989. (E 25)

**Défendre le Canada contre qui et contre quoi ?**, par Geoffrey Pearson, décembre 1988. (E-O 7)

**Les missiles de croisière et les essais de ces engins au Canada**, septembre 1988. (FI 3)

**Le Groupe des plans nucléaires de l'OTAN**, par Jocelyn Coulon, août 1988. (E 22)

**NORAD (Le Commandement de la défense aérienne de l'Amérique du Nord)**, mars 1988. (FI 1)

**OTAN (L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord)**, mars 1988. (FI 2)

**Sauvegarder la paix et la liberté : la dissuasion nucléaire et la limitation des armements**, par Lorne Green, mars 1987. (E-O 4)

**La France et l'Initiative de défense stratégique**, par Charles-Philippe David, janvier 1987, 87 pages. (DT 4) \*

**La défense continentale : analyse des tendances et perspective canadienne**, par David Cox, décembre 1986, 64 pages. (C 2)

**Le scénario du non-recours à la première frappe nucléaire : remise en question et hypothèses**, par Fen Osler Hampson, novembre 1986. (E 9)

**L'Initiative de défense stratégique : qu'en pense le Canada ?**, par Gregory Wirick, octobre 1985. (E 1)

**La dissuasion remise en question : doctrines, technologies et questions d'intérêt public**, compte rendu de la Table ronde sur la dissuasion remise en question, Ottawa, les 17, 18 et 19 octobre 1985 par Dianne DeMille, 73 pages. (DT-RC 2)

#### RÈGLEMENT DES CONFLITS — THÉORIE ET PRATIQUE

**Le droit international et la cour mondiale**, juillet 1990. (FI 13)

**Les changements climatiques, la sécurité mondiale et la notion de gouvernement international**, résumé des délibérations d'une conférence, Ottawa, les 11 et 12 avril 1990, par Kenneth Bush, 62 pages, juin 1990. (DT 23)

**Les Nations-Unies et la sécurité internationale**, mars 1990. (FI 12)

**La réduction des risques de guerre par des mécanismes multilatéraux : résumé des délibérations de conférence**, par David Cox, James Sutterlin et Steve Lee, septembre 1989, 35 pages. (DT 18)

**L'attitude du Canada face au Conseil de sécurité des Nations-Unies**, par Harald von Riekhoff, février 1989. (E 26)

«**Regions of Peace - Oases of Hope**», par Arnold Simoni, novembre 1988, 18 pages. (DT 13) \*

**Les opérations de maintien de la paix**, octobre 1988. (FI 4)

**Établir et maintenir la paix à Chypre**, par Robert Mitchell, octobre 1988. (E 23)

«**Managing Regional Conflict, Regimes and Third-Party Mediators (#2), Proceedings of a Workshop held in Ottawa 6-7 May 1988**», par Kenneth D. Bush et Richard Price, août 1988, 64 pages. (DT 12) \*

«**Managing Regional Conflict: Regimes and Third-Party Mediators, Proceedings of a Workshop held in Ottawa 19-20 November 1987**», par Robert Miller, mai 1988, 59 pages. (DT 8) \*

**Le maintien de la paix et la gestion des conflits internationaux**, par Henry Wiseman, octobre 1987. (E 15)

**Le débat sur l'éducation à la paix**, par Elizabeth Richards, décembre 1986. (E 10)

«**A Survey of Peace Education in Canada**», par Wytze Brouwer, février 1986, 71 pages. (DT 2) \*

#### AUTRES SUJETS

**À quand la création d'une Organisation mondiale de l'espace ?**, par Elisabeth Mann Borgese, novembre 1987. (E-O 5)

**La limitation des armements et le désarmement dans les médias canadiens**, par John R. Walker, mars 1987. (E-O 3)

**Les origines de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales**, par Gilles Grondin, août 1986. (E 6)

**L'hiver nucléaire**, par Leonard Bertin, mars 1986. (E 3) \*

#### OUVRAGES DE RÉFÉRENCE (PUBLIÉS ANNUELLEMENT)

**Guide sur les politiques canadiennes relatives à la limitation des armements, au désarmement, à la défense et à la solution des conflits**, approximativement 300 pages.

**Analyse de la conjoncture**, de 20 à 50 pages, janvier 1988, janvier 1989, janvier 1990.

**Sondage mené par l'ICPSI sur l'opinion qu'ont les Canadiens et Canadiennes de la paix et de la sécurité**, janvier 1988, décembre 1988, décembre 1989.

**Rapport annuel**, de 1984-1985 à 1989-1990.

#### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

«**Surviving the Nuclear Age, a bibliography on nuclear weapons, arms control and disarmament for the year 1987**», par Ron Purver et Jutta Paczulla, mai 1990.

**La bibliothèque «Paix et Sécurité**», janvier 1990.

**Thésaurus de la paix et de la sécurité**, juin 1990, 10 \$.

**Le Canada, la paix et la sécurité internationales. Une bibliographie**, 1985-1989, juin 1990, 15 \$.



## CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS



### Pourparlers sur la réduction des armements stratégiques (START)

■ Au sommet de Washington, qu'ils ont tenu du 30 mai au 3 juin, les présidents Bush et Gorbatchev ont signé une «déclaration conjointe» précisant que leurs pays s'étaient entendus sur les «dispositions fondamentales» d'un traité START, et réaffirmant leur détermination de conclure et de signer ce dernier avant la fin de l'année.

Tout d'abord, les États-Unis ont accepté de n'assujettir aux limites édictées dans le Traité que les missiles de croisière air-sol (ALCM) dont la portée dépasserait 600 km; en retour, les Soviétiques ont convenu d'exclure du Traité les ALCM armés de munitions conventionnelles (y compris le missile antiradars *Tacit Rainbow*), qui se distinguent des ALCM à tête nucléaire. En ce qui concerne les missiles de croisière mer-sol nucléaires (SLCM) ayant une portée supérieure à 600 km, les deux camps ont convenu d'en limiter le nombre à 880. Il s'agit là d'un «engagement politique», et il vaudra pendant toute la durée du Traité (quinze ans); cependant, cet élément fera l'objet d'une déclaration connexe au lieu d'être intégré au Traité même.

D'autres progrès ont été annoncés au sommet, quand les deux blocs se sont entendus sur une «limite secondaire» de 1 100 ogives montées sur les ICBM mobiles; c'était là un compromis entre la proposition soviétique initiale, qui fixait ce nombre à 1 600, et celle des Américains, qui l'établissait à 800. Les deux présidents ont également signé une déclaration conjointe dans laquelle ils s'engageaient à amorcer des pourparlers START II dès que possible après la signature du traité START I.

### Régime de sécurité dans le Pacifique

■ Dans un discours prononcé à Victoria le 17 juillet, le ministre des Affaires extérieures, M. Joe Clark, a réclamé un nouveau dialogue sur la coopération dans le Pacifique Nord afin d'étudier la possibilité d'adopter dans la région des mesures à l'euro-péenne de renforcement de la confiance et de la sécurité. Partici-

peraient à la nouvelle tribune les États-Unis, l'URSS, les deux Corées, le Japon, la Chine et le Canada; ces pays chercheraient à circonscrire les propositions présentant un intérêt certain et à formuler des contre-propositions valables. M. Clark a expressément mentionné des échanges de renseignements, la notification des manœuvres militaires et l'établissement de régimes d'ouverture des espaces aériens. Abordant la très délicate question de la limitation des armements navals, il a poursuivi en disant que, si le dialogue sur les forces conventionnelles en Europe finit par inclure aussi les forces navales, il faudra de toute évidence se préoccuper de l'océan Pacifique. M. Clark a réitéré sa proposition dans des entretiens avec des dirigeants gouvernementaux à Tokyo une semaine plus tard, mais on ne semble pas lui avoir prêté une oreille très attentive, bien que les Japonais fussent, disait-on, en train d'étudier des idées semblables.

### Accord sur les armes chimiques

■ À leur sommet de Washington le 1<sup>er</sup> juin, les présidents Bush et Gorbatchev ont signé un accord bilatéral de haut niveau par lequel leurs pays se sont engagés à détruire au moins 80 p. 100 de leurs arsenaux chimiques, quelle que pût être l'évolution des négociations sur l'interdiction mondiale de ces engins. Aux termes de l'accord, au moins la moitié des quantités déclarées par chaque pays devra avoir été détruite d'ici la fin du siècle, à partir de 1992; par ailleurs, les stocks doivent passer à 5 000 tonnes de part et d'autre (ce qui représente une réduction de 80 p. 100 du côté américain) d'ici l'an 2002.

Les États-Unis souhaitent conserver 2 p. 100 de leur arsenal (500 tonnes) même après l'entrée en vigueur d'une convention mondiale sur les armes chimiques, tant que tous les pays capables de se procurer de tels engins n'auraient pas adhéré à une telle entente, et ils voulaient obtenir la sanction de l'URSS à cet égard. L'accord bilatéral du 1<sup>er</sup> juin oblige les parties à réduire leurs arsenaux encore davantage, en le ramenant à 500 tonnes de part et d'autre avant la fin de la huitième année après l'entrée en vigueur d'une convention mondiale; à ce moment-là, les États-Unis et l'URSS tiendraient une conférence

spéciale pour établir si l'adhésion des divers pays à la convention suffirait pour garantir l'élimination totale des armes chimiques au cours des deux années suivantes.

### Forces conventionnelles en Europe (FCE)

■ Peu de progrès ont été accomplis aux négociations sur les FCE avant la fin de juin, moment où les participants ont réussi à s'entendre sur une proposition franco-polonaise concernant les définitions et les limites à employer pour les chars et d'autres véhicules blindés de combat. Dans la Déclaration publiée à l'issue du sommet de l'OTAN, au début de juillet, les signataires exhortaient les participants à poursuivre leurs pourparlers jusqu'à l'obtention d'un accord et à entreprendre ensuite d'autres entretiens (FCE II). Aspect fort important aux yeux des Soviétiques, la Déclaration stipule qu'un engagement serait pris, au moment de la signature d'un traité sur les FCE, au sujet des effectifs militaires d'une Allemagne unifiée.

Dans divers milieux, on pense que l'URSS a «bloqué» les pourparlers FCE parce qu'elle tenait à limiter les effectifs des forces allemandes, avant d'accepter un accord FCE. Cet obstacle de taille est finalement tombé quand le chancelier ouest-allemand Kohl et le président Gorbatchev ont annoncé le 16 juillet que les forces militaires d'une Allemagne unifiée ne compteraient pas plus de 370 000 membres et que des réductions seraient amorcées dès l'entrée en vigueur du traité FCE I. Le seul autre grand obstacle à la conclusion d'un traité concerne les avions de combat, et notamment le désir des Soviétiques d'exclure de l'accord les appareils de l'aéronavale basés à terre. Vu l'entente intervenue entre MM. Kohl et Gorbatchev, la plupart des observateurs s'accordaient à penser qu'un traité serait conclu d'ici la fin de l'année.

### Forces nucléaires à courte portée (SNF)

■ Au début de mai, le président Bush a annulé les programmes de modernisation visant l'artillerie nucléaire américaine et les missiles nucléaires *Lance* à courte portée basés en Europe. Parallèlement, il a obtenu la sanction de l'OTAN relativement à une accélération des négociations sur la limitation des armements SNF; il a en effet demandé qu'elles

commencent peu après la signature d'un traité sur les FCE, sans que l'on attende la mise en oeuvre de ce dernier comme l'Occident l'avait exigé antérieurement.

Au début de juin, le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Chevardnadze, a annoncé le retrait unilatéral d'Europe centrale de soixante des 1 400 lance-missiles nucléaires tactiques soviétiques, ainsi que celui de 250 pièces d'artillerie à capacité nucléaire et de 1 500 de ses quelque 8 000 ogives nucléaires stockées dans cette région. Le secrétaire d'État américain, M. James Baker, s'est dit heureux d'apprendre la nouvelle; c'était, a-t-il dit, une concession que Washington essayait d'obtenir depuis longtemps, car l'URSS possédait un avantage marqué dans ce domaine de l'armement nucléaire. Quelques jours plus tard, Washington a rejeté une proposition soviétique voulant que des négociations sur les SNF commencent avant même que soit conclu un accord sur les FCE.

Pendant leur sommet du début de juillet, les membres de l'OTAN ont convenu de proposer au Pacte de Varsovie d'éliminer tous les obus d'artillerie nucléaire en Europe, une fois amorcées les négociations sur les SNF.

### En bref ...

■ La session de Budapest sur l'ouverture des espaces aériens s'est achevée le 10 mai sans qu'il y ait eu entente. Selon le chef de la délégation canadienne, M. John Noble, l'URSS a continué de refuser que des avions étrangers survolent son territoire, ce qui a constitué le principal obstacle au progrès des pourparlers. Ceux-ci pourraient reprendre plus tard cette année.

■ Pendant leur sommet de Washington, les présidents Bush et Gorbatchev ont signé des protocoles de vérification qui seront annexés au Traité de 1974 sur la limitation partielle des essais nucléaires et au Traité de 1976 sur les explosions nucléaires à buts pacifiques; les protocoles limitent la puissance des explosions nucléaires souterraines à 150 kilotonnes. Les États-Unis exigeaient le renforcement de clauses sur la vérification avant de ratifier ces documents, qui seront maintenant soumis au Sénat américain. □

— RON PURVER



## CHRONIQUE DE LA DÉFENSE



### Des forces canadiennes déployées dans le golfe Persique

Le 10 août, au cours d'une conférence de presse, le premier ministre, M. Mulroney, a annoncé que le gouvernement avait décidé d'envoyer trois navires dans le golfe Persique, où ils «vont participer à l'effort collectif de dissuasion» entrepris à l'encontre de l'Irak. Ces navires sont le NCSM *Athabaskan*, un destroyer de type *Tribal* armé en 1972 et équipé de torpilles, de canons, de deux hélicoptères, de systèmes de défense anti-aérienne passive et de missiles anti-aériens de type *Sea Sparrow*; le NCSM *Terra Nova*, une frégate de type *Restigouche* améliorée, armée en 1959 et équipée de canons, de torpilles et de systèmes de défense anti-aérienne passive, mais par d'armes de défense anti-aérienne; et le NCSM *Protektor*, un navire de ravitaillement et d'entretien, sans armes. Ces bâtiments, qui compte en tout 800 hommes d'équipage, «arriveront dans la région à la mi-septembre», a déclaré le premier ministre.

Il a aussi fait remarquer que leur zone de manœuvre et leur mission précises seront définies à la lumière de la situation sur place.

Aussitôt après la conférence de presse du premier ministre, le chef d'état major adjoint de la défense, le vice amiral Charles Thomas, a déclaré qu'avant de quitter le Canada, l'*Athabaskan* et le *Terra Nova* seraient modifiés afin de recevoir des «armes de combat rapproché», de nouveaux équipements de guerre électronique ainsi que différents systèmes de leurre qui leur permettraient de mieux se défendre contre des attaques aériennes.

### Le Sommet de Londres

Au début du mois de juillet, les dirigeants de l'OTAN se sont réunis à Londres pour réfléchir à la façon de réagir aux changements politiques survenus en Europe. Avant cette réunion, le président Bush avait envoyé une lettre aux chefs des États membres de l'OTAN pour

leur proposer d'apporter à l'Alliance atlantique une série de modifications structurelles et doctrinales. Notamment, rappelant ses décisions prises précédemment d'annuler le projet de modernisation du missile de courte portée *Lance* et celui de nouveaux obus d'artillerie nucléaire, M. Bush a proposé de modifier la doctrine relative à la riposte graduée afin de montrer que l'Alliance s'en remet moins aux armes nucléaires. Il a aussi proposé d'éliminer les obus d'artillerie nucléaire actuellement déployés en Europe.

Les premières réactions à la lettre du président américain ont été mitigées aux États-Unis, mais favorables en Europe. Cette lettre reflétait l'opinion des dirigeants alliés, à l'exception, de celle des Français, et elle répondait aux besoins de l'Union soviétique. À Washington, des doutes ont cependant été émis quant au sens à donner au changement qu'elle proposait d'apporter à la doctrine nucléaire. En résumé, la proposition Bush allait dans le sens du maintien de l'option de la première frappe nucléaire, tout en réduisant l'importance des armes nucléaires.

### Le communiqué de l'OTAN

Le 6 juillet, à la fin de la réunion de Londres, un long communiqué a été publié. Entre autres choses, les alliés y proposaient que l'OTAN et le Pacte de Varsovie fassent une déclaration de non-agression affirmant leur intention de «ne pas menacer d'employer la force ni de l'employer contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État...» Le communiqué insistait sur la nécessité «d'empêcher tout pays d'entretenir sur le continent une puissance disproportionnée».

Le communiqué abordait aussi la question des forces de l'OTAN en Europe. Il faisait remarquer que, suite au retrait des forces soviétiques d'Europe de l'Est, la structure de force intégrée de l'OTAN serait modifiée de la façon suivante : elle comporterait des forces actives moins nombreuses, multinationales, mobiles et souples, pour donner le maximum de latitude aux dirigeants politiques dans les situations de crise; on réduirait l'état de préparation des unités actives, qui feraient moins d'exercices et d'entraînement; et, le cas échéant, on recourrait à la mobilisation pour constituer des forces importantes.

Faisant écho à la lettre du président Bush, le communiqué parlait des armes nucléaires comme de «véritables armes de dernier recours», mais affirmait la nécessité de conserver «dans un avenir prévisible» un mélange de forces nucléaires et de forces classiques. Cependant, il proposait de négocier l'élimination des obus d'artillerie nucléaire en Europe et de s'éloigner de la stratégie militaire de défense avancée.

Moscou a réagi positivement à la réunion de Londres. Le ministre des Affaires étrangères soviétiques, M. Chevardnadze, s'est dit globalement satisfait par le communiqué et il a qualifié les changements doctrinaux de «décisions potentiellement importantes».

### Mikhaïl Gorbatchev reçoit Helmut Kohl

Lors d'un tête-à-tête à Mineralnye Vody (URSS), le 16 juillet, MM. Gorbatchev et Kohl ont trouvé un terrain d'entente sur la question de la place de l'Allemagne unifiée dans l'OTAN. En vertu d'un accord que devront négocier l'Allemagne unifiée et l'Union soviétique, les 350 000 soldats stationnés en Allemagne de l'Est seront retirés sur une période de trois ou quatre ans. L'Union soviétique a accepté qu'une Allemagne unifiée soit membre de l'OTAN. Le chancelier Kohl a, quant à lui, accepté de plafonner les effectifs des forces armées d'une Allemagne unifiée à 370 000 soldats. Il a également déclaré que lorsque les forces soviétiques quitteront ce qui est maintenant l'Allemagne de l'Est, ce seront des troupes allemandes relevant de l'OTAN qui les remplaceront, mais qu'aucune force étrangère n'y serait acceptée. Les deux dirigeants ont aussi décidé qu'une Allemagne unifiée renoncerait à fabriquer et à posséder des armes chimiques et qu'elle signerait le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

### Grande-Bretagne : les bénéfices de la paix

Au mois de mai, un document du ministère de la Défense britannique destiné au seul premier ministre et aux principaux membres de son cabinet a été divulgué dans l'*Economist* de Londres. L'étude en question pro-

posait de réduire l'armée britannique de cinquante-cinq bataillons à trente-deux, et de ramener le nombre des frégates de la Marine royale de cinquante-huit à trente-deux également, ce qui permettrait d'économiser pour ainsi dire 40 milliards de dollars en dix ans. À la mi-juin, le ministre de la Défense, M. Tom King, a annoncé à la Chambre des communes britannique des coupures moins radicales mais très controversées. Il a affirmé devant un comité parlementaire que le Pacte de Varsovie «avait virtuellement cessé d'exister». Après avoir annoncé une réduction de 1,2 milliard de dollars du budget de la défense (soit quelque 3 p. 100 avant inflation), le ministre a annulé une commande de trente-trois avions *Tornado* et confirmé que la Grande-Bretagne envisageait de réduire considérablement ses unités terrestres et aériennes affectées à l'OTAN. Ces réductions des effectifs stationnés en Allemagne semblent plus importantes que celles actuellement négociées à Vienne, dans le cadre des pourparlers sur les forces conventionnelles.

### Le «Looking Glass» cloué au sol

Depuis le 3 février 1961, l'armée de l'air américaine entretient une flotte aérienne qui garantirait la maîtrise et le contrôle des forces nucléaires des États-Unis même après la destruction des installations terrestres. Un des avions, surnommé le «Looking Glass», a volé de manière constante, piloté par un général d'aviation. Le mardi 24 juillet, l'alerte en vol continue a pris fin au moment où le général John Chain, commandant de commandement aérien stratégique, a atterri sur la base d'Offut. Le passage à «l'alerte terrestre» résulte à la fois des pressions budgétaires et de la quasi certitude qu'une alerte nucléaire soviétique pouvait être détectée suffisamment tôt pour prendre des mesures de précaution. Les Soviétiques y sont également pour quelque chose. Un rapport du sénat américain sur les services armés, publié à la fin juillet, faisait remarquer que les Soviétiques n'envoient plus de sous-marins patrouiller le long des côtes américaines ni de bombardiers *Bears* survoler la frontière septentrionale canadienne. □

— DAVID COX



## EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE



### Visites officielles à Ottawa

■ Au printemps dernier, en l'espace de quelques semaines, Ottawa a reçu trois hommes d'État éminents. Elle a d'abord accueilli le secrétaire général des Nations-Unies, M. Javier Pérez de Cuéllar, le 29 mai; puis, les 29 et 30 mai, ce fut le tour du président de l'Union soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev (la première visite d'un dirigeant soviétique depuis 1971); et enfin, au mois de juin, du militant noir sud-africain et vice-président du Congrès national africain, M. Nelson Mandela, qui, le 18 juin, a pris la parole devant les deux chambres du Parlement, événement extrêmement inhabituel pour une personne autre qu'un chef de gouvernement.

### Le Moyen-Orient

■ Avant les deux premières visites susmentionnées, le ministre des Affaires extérieures, M. Joe Clark, avait confirmé aux communes, les 22 et 24 mai, qu'il serait question du Moyen-Orient avec MM. de Cuéllar et Gorbatchev. Le 22 mai, il a révélé que l'ambassadeur du Canada en Israël avait ce même jour exprimé aux autorités israéliennes la consternation et la vive inquiétude de notre pays face à la montée de la violence dans les territoires occupés.

Le 14 juin, après la formation du nouveau gouvernement israélien, M. Bill Blaikie, chargé au NPD des questions relatives aux Affaires extérieures, a demandé au ministre si le gouvernement pensait utiliser sa position au Conseil de sécurité de l'ONU pour insister sur la mise sur pied d'une force de maintien de la paix qu'Israël accepterait de laisser s'interposer dans les territoires occupés pour protéger les Palestiniens. M. Clark a répondu que le Canada serait préparé à user de son influence à cette fin, mais il a insisté sur le fait que toute action des Nations-Unies devrait, comme l'a dit le député, obtenir l'agrément d'Israël.

Le 28 juillet, après la mort d'une jeune Canadienne dans un attentat en Israël, M. Clark a fermement

condamné «cet acte de terrorisme brutal» qui, a-t-il déclaré, ne servait qu'à perpétuer le cycle affligeant de la violence qui caractérisait le conflit moyen-oriental. Cinq jours à peine plus tard, le 2 août, il a de nouveau dû aborder la question de la violence dans la même région, quand l'Irak a envahi le Koweït. Il a alors qualifié l'invasion irakienne de «totalement inacceptable» et promis que le Canada s'efforcerait avec d'autres membres du Conseil de sécurité de l'ONU de trouver une «riposte internationale efficace». (Voir «À l'ordre du jour du Conseil de sécurité» pour plus de détails concernant l'ONU et l'Irak).

### L'OTAN et la politique européenne

■ Le 17 mai, à la Chambre des communes, suite à une réunion la semaine précédente des ministres de la Défense de l'OTAN à Kananaskis (Alberta), M. Bill Blaikie (NPD) a accusé le ministre de la Défense, M. William McKnight, de ne pas s'être opposé à la modernisation de toutes les armes nucléaires. Le ministre a rejeté l'allégation du député et insisté sur le fait que les essais des missiles de croisière américains au Canada n'étaient pas des essais d'armes nucléaires mais de «systèmes de guidage».

Le 31 mai, abordant les questions plus générales de la politique européenne, M. Clark a précisé quels avaient été les cinq grands domaines discutés durant la récente visite de M. Gorbatchev. Il a décrit les piliers institutionnels de la politique européenne du Canada comme étant une réorientation plus politique de l'OTAN (à laquelle la contribution militaire du Canada «devait diminuer»), un rôle accru de la CSCE, et une intensification des relations avec la Communauté européenne.

### L'environnement

■ Ce printemps, il a souvent été question à la Chambre du réchauffement du globe. Pendant la période des questions, M. Jim Fulton, chargé des problèmes d'environnement au NPD, n'a cessé de presser le gouvernement d'adopter des mesures visant à réduire considérablement les émissions de gaz responsables de l'effet de serre. Le 10 mai, se joignant à l'attaque, M. Herb Gray, chef de l'opposition par intérim, a

cité un télex du Département d'État américain, obtenu par des fuites, qui laissait entendre que le Canada avait accepté de faire front avec les États-Unis pour «bloquer de nouveaux progrès dans la lutte contre le réchauffement du globe» au cours des discussions qui devaient avoir lieu plus tard dans la semaine, à Bergen (Norvège).

Le ministre de l'Environnement d'alors, M. Lucien Bouchard, a vigoureusement démenti la teneur de ce télex et déclaré qu'à Bergen, le Canada entendait obtenir la stabilisation des émissions de gaz carbonique aux quantités actuelles, d'ici l'an 2000. Le 23 mai, M. Charles Caccia (Parti libéral) a essayé sans succès d'obtenir du premier ministre qu'il confirme cette déclaration. Elle l'a cependant été le 28 mai, par le ministre de l'Environnement par intérim, M. Robert de Cotret, qui remplaçait M. Bouchard.

### Des changements dans la politique asiatique

■ Une interdiction canadienne d'aide à l'Indochine a été levée au mois de janvier. À la mi-mai, Ottawa avait déjà accepté de consacrer 8 millions de dollars sur cinq ans à des projets humanitaires au Cambodge, soit une somme égale à celle engagée par les organismes non gouvernementaux canadiens. Puis, à la fin mai, M. Clark a déclaré que le Canada ne soutiendrait plus la résolution présentée par les États-Unis aux Nations-Unies, qui donnait le siège du Cambodge à l'ONU à la coalition rebelle dont les Khmers rouges font partie, et non au gouvernement Hun Sen, soutenu par le Vietnam. Tous ces changements sont survenus avant que les États-Unis annoncent à la satisfaction générale, le 18 juillet, qu'ils allaient amorcer un dialogue avec le Vietnam et, peut-être, à cette occasion, revenir sur leur position quant à l'attribution du siège du Cambodge à l'ONU.

Ce dernier était au coeur des discussions à la conférence ministérielle de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), qui s'est ouverte le 27 juillet, à Jakarta (Indonésie) et à laquelle M. Clark a assisté au retour d'un voyage officiel au Japon. À Jakarta comme au Japon, il a proposé la création d'une organisation chargée de la sécurité dans le Pacifique nord. Ces membres seraient le Canada, les États-

Unis, l'Union soviétique, la Chine, le Japon et les deux Corée, et leur tâche, en ce lendemain de Guerre froide, consisterait à ramener la stabilité dans la région.

### En bref

■ Les 23 et 24 avril, huit comités permanents ont collaboré à un Forum sans précédent sur le changement du climat mondial, dirigé par le D<sup>r</sup> Harry Brightwell, président du comité permanent de l'agriculture.

■ Le 24 mai, s'exprimant devant le Comité des Affaires extérieures, M. Clark a fait état de la réunion du comité du Commonwealth des ministres des Affaires étrangères concernant l'Afrique du Sud, qui avait eu lieu à Ajuba (Nigeria), les 16 et 17 mai. Il a déclaré que le comité était unanimement optimiste quant aux changements en Afrique du Sud, tout en reconnaissant que ceux-ci étaient partiels et préliminaires et que les sanctions «devaient être maintenues jusqu'à preuve d'un changement irréversible».

■ Le 13 juin, le Comité permanent de l'Environnement a présenté un rapport intitulé *Les CFC : des émissions mortelles*, qui constitue la première partie d'une série de documents sur les transformations de notre atmosphère.

■ Le Comité des Affaires étrangères a, pour sa part, présenté deux rapports, le 18 juin, nommément *Le Rapport sur la visite du comité en Union soviétique et dans les deux Allemagnes*, préparé par l'ensemble du comité, et *L'avenir du monde et les intérêts du Canada dans le dossier de l'endettement du tiers-monde*, préparé par un sous-comité formé expressément pour réfléchir aux problèmes de la dette internationale et dirigé par M. Walter McLean.

■ Le même jour, le sous-comité sur les droits de la personne dans le monde du Comité permanent des droits de la personne et de la condition des personnes handicapées a remis son troisième rapport qui examinait la politique du Canada en matière des droits de la personne pour ce qui concerne les institutions financières internationales et le commerce international, y compris les exportations de matériel militaire. □

— GREGORY WIRICK



## À L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE SÉCURITÉ



### L'invasion du Koweït par l'Irak

■ Le 2 août, le Conseil s'est réuni et a condamné l'invasion du Koweït par l'Irak. Dans une résolution, il a exigé le retrait immédiat des forces irakiennes du territoire koweïtien et a exhorté les deux pays à entreprendre immédiatement des négociations intensives. L'Irak a déclaré au Conseil que le «gouvernement provisoire libre du Koweït» lui avait demandé son aide pour rétablir la «sécurité et l'ordre» dans le pays. Les États-Unis ont accusé l'Irak d'avoir soigneusement planifié l'invasion. «L'Irak a envahi le Koweït, puis organisé le coup d'État, dans un effort aussi éhonté que trompeur pour essayer de justifier ses actions», a déclaré l'ambassadeur américain Thomas Pickering au Conseil.

Quatorze des quinze membres du Conseil ont sanctionné la résolution 660, que le Canada avait coparrainée. Le Yémen n'a pas voté, car son délégué n'avait pas reçu d'instructions au moment du scrutin. Quatre jours plus tard, soit le 6 août, le Conseil a adopté la résolution 661 qui imposait des sanctions économiques et commerciales complètes contre l'Irak. Treize des membres du Conseil ont appuyé la résolution (le Yémen et Cuba se sont abstenus) et, avec des mots durs rarement employés par l'organisme, ils ont sanctionné la décision du Conseil, à savoir que tous les États devaient dès lors appliquer les directives suivantes :

interdire l'importation dans leurs territoires respectifs ... de tout bien ou produit provenant du Koweït ou de l'Irak; empêcher toute activité de leurs ressortissants, ou dans leurs territoires, qui pourrait favoriser ... l'exportation ou le transit de tout bien ou produit provenant de l'Irak ou du Koweït... Interdire la vente ou la fourniture à toute personne ou à tout organisme en Irak ou au Koweït, par leurs ressortissants, ou depuis leurs territoires, ou encore avec des navires bat-

tant leur pavillon, de tout bien ... y compris des armes ou tout autre matériel militaire, peu importe que ces éléments proviennent ou non de leurs territoires, mais à l'exclusion des fournitures destinées strictement à des fins médicales et, dans des circonstances humanitaires, des aliments ... [et] il est décidé qu'aucun État n'offrira au gouvernement de l'Irak, ni à quelque entreprise commerciale, industrielle ou d'utilité publique que ce soit en Irak ou au Koweït, des fonds ou d'autres ressources financières ou économiques... (Texte officieux)

Le Canada a coparrainé la résolution 661, tout comme il l'avait fait pour la résolution précédente.

### Le Sahara occidental

■ Le 27 juin, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité un plan de paix pour le Sahara occidental, et il a exhorté le Maroc et les guérillas du Polisario à prolonger indéfiniment le cessez-le-feu provisoire. La résolution 658 prévoit que le plan de paix serait mis en oeuvre sur trente-cinq semaines, au cours desquelles un référendum aurait lieu sous la surveillance de l'ONU. Les 75 000 autochtones du Sahara occidental devraient alors choisir entre l'indépendance, sous la direction du Polisario, ou le statu quo, sous la gouverne du Maroc.

Le Secrétaire général Javier Pérez de Cuéllar s'est dit optimiste quant à la tenue d'un tel référendum au début de 1991.

### Le Moyen-Orient

■ Le 31 mai, le Conseil a prolongé de six mois le mandat de la Force des Nations-Unies chargée d'observer le dégageant (FNUOD), qui est déployée sur les hauteurs du Golan. Elle compte notamment 227 observateurs militaires canadiens. Le 1<sup>er</sup> août, le mandat de la Force intérimaire des Nations-Unies au Liban (FINUL) a lui aussi été prolongé.

Par ailleurs, le Conseil s'est réuni le 3 mai pour continuer son débat sur la question de l'établissement de nouveaux colons juifs soviétiques dans les territoires occupés. Le 25 mai, le Conseil s'est réuni pour

la première fois à Genève (Suisse). Il s'est déplacé ainsi par suite d'un compromis dont l'objet était de permettre au président de l'OLP, Yasser Arafat, de participer au débat sans risquer de se voir refuser un visa par les États-Unis, à supposer qu'il ait tenté de prendre la parole à New York. La réunion a été convoquée par suite d'une recrudescence de la violence dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie, après que sept Palestiniens eurent été abattus par un Israélien dont on pense qu'il souffrait d'une maladie mentale. Pendant un discours, M. Arafat a demandé la constitution d'une force internationale pour protéger la population arabe.

Le 31 mai, les États-Unis ont opposé leur veto à une résolution en vertu de laquelle une commission aurait été envoyée dans lesdits territoires pour établir la meilleure façon d'y garantir la sécurité des Palestiniens. Le Canada et les treize autres membres ont voté en faveur de la résolution. Après la réunion, un porte-parole des États-Unis a déclaré à la presse que Washington privilégiait une solution en vertu de laquelle le Secrétaire général enverrait un représentant personnel dans la région. Le 13 juin, après s'être réuni avec le Secrétaire général, l'ambassadeur d'Israël, M. Jochanan Bein, a annoncé que son pays était disposé à recevoir le représentant de l'ONU, qui «pourrait aller où bon lui plairait en Israël».

### Chypre et le déficit des opérations de maintien de la paix

■ Le 19 juillet, le Conseil s'est réuni et a sanctionné le plan qu'avait élaboré le Secrétaire général pour aider les Chypriotes grecs et turcs à en arriver à un règlement négocié de leur conflit. Dénonçant l'enlisement des négociations, le Secrétaire général a affirmé que le moment était venu de cesser de part et d'autre de récriminer, et de se concentrer plutôt sur la promotion de la réconciliation.

Le geste du Conseil suit une décision qu'il a prise le 15 juin pour approuver, une fois de plus, un prolongement de six mois du mandat de la Force des Nations-Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP). Pendant la réunion du Conseil, le Canada et sept autres membres ont émis une déclaration qui soulignait les problèmes

financiers auxquels la Force fait face, notamment la baisse des contributions volontaires.

Précisant qu'ils étaient très inquiets et que la situation imposait injustement un fardeau aux États membres fournissant des contingents à la Force, les huit pays ont fait valoir que celle-ci devrait être financée à même les contributions mises en recouvrement, au lieu de dépendre des contributions volontaires. L'année dernière, le déficit accumulé atteignait presque 115 millions de dollars US.

La question se fait d'autant plus pressante que les membres du Conseil s'interrogent sur les opérations de maintien de la paix à venir. Les récents progrès accomplis dans les négociations entre les cinq membres permanents du Conseil et les parties au conflit cambodgien ont fait grandir l'espoir que l'ONU joue là-bas un rôle important relativement au maintien de la paix et à la surveillance des élections. Le 28 juin, le Secrétaire général a communiqué au Conseil une demande émanant du président intérimaire d'Haïti, M<sup>me</sup> Ertha Pascal-Trouillot, qui réclamait l'aide de l'ONU pour organiser des élections.

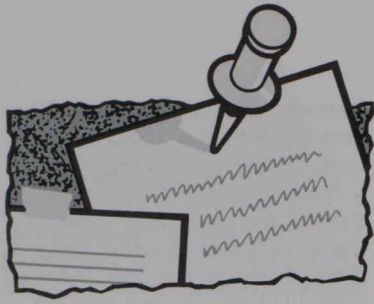
À mesure que l'on fait appel à l'ONU pour surveiller des élections, certains membres de l'Assemblée générale se disent inquiets face à ce nouveau rôle. Des pays tels que Cuba et la Colombie craignent que, dans l'avenir, le Conseil profite de cette nouvelle fonction pour s'ingérer dans les affaires des pays. Ils préféreraient que toute mesure intéressante des élections soit débattue et définie à l'Assemblée générale, où le pouvoir des membres permanents est moindre.

Le 4 mai, le Conseil a prolongé de six mois le mandat du Groupe d'observateurs des Nations-Unies en Amérique centrale (ONUCA). La résolution à cet égard a été adoptée à condition que l'intervention du Groupe pour le maintien du cessez-le-feu et la démobilisation des *contras* nicaraguayens cessent le 10 juin au plus tard. Le 8 juin, le Conseil a repoussé l'échéance au 29 juin 1990, et le 27 du même mois, une cérémonie a eu lieu au Nicaragua pour marquer la démobilisation finale. □

— TREVOR ROWE



## NOUVELLES DE L'INSTITUT



L'Institut a accordé beaucoup d'attention à l'Afrique australe au cours des derniers mois. S'arrêtant à Londres tandis qu'il se rendait au Zimbabwe, **Bernard Wood** a présenté un colloque sur la politique du Canada à l'égard de l'Afrique australe, à l'*Institute for Commonwealth Studies*. Le texte de l'exposé paraîtra dans la revue du Commonwealth intitulée *Round table*. À Harare, il a parlé à la *Canada-Zimbabwe Society* des effets qu'ont sur les pays en développement les changements survenant en Europe de l'Est, et il a dit craindre que le tiers-monde devienne un nouveau marché où seraient écoulés les systèmes d'armes que l'on est en train de retirer d'Europe par suite du dégel des relations Est-Ouest.

Au Mozambique, M. Wood a participé à une conférence qui se tenait à l'Institut des relations internationales sur les perspectives de paix dans la région. La campagne de déstabilisation que menait l'Afrique du Sud s'est résorbée considérablement, mais la violence, la brutalité et le banditisme font encore des ravages dans les localités rurales du Mozambique. Parmi les thèmes qu'il a abordés à la Conférence, il a évoqué la possibilité que certains éléments du processus de la CSCE soient appliqués en Afrique australe.

M. Wood a passé plusieurs jours en Afrique du Sud pour dialoguer avec des hommes politiques, des dignitaires, des journalistes, des diplomates et des universitaires sur l'enivrante évolution de la conjoncture dans ce pays. «De Klerk et Mandela sont maintenant mariés, a-t-il déclaré, et ils ont pour partage tout ce qu'une telle union comporte. Ils sont au centre de l'échiquier politique — position bien fragile — et ils ont dû abandonner tous les autres dans leurs univers respectifs.»

À son retour au Canada, M. Wood a tenu une conférence de presse à l'Institut et il a participé à diverses activités quand M. Mandela a visité le Canada; il a notamment contribué à des reportages sur les ondes de

Télé-Métropole et dans le cadre de l'émission *The Journal*, diffusée par la CBC. Il a par ailleurs pris la parole à Hull pendant une conférence sur les politiques du Canada face à l'Afrique australe dans les années 1990; le Conseil canadien pour la coopération internationale avait organisé la conférence.

■ **Eugene Nyati**, du *Centre for African Studies* à Johannesburg, a dirigé, à l'Institut en juin, un débat sur les intervenants en Afrique du Sud et sur les diverses façons dont les négociations pourraient évoluer là-bas.

■ **Arkady Tcherkasov**, chercheur détaché par l'Institut des études canado-américaines à Moscou, a passé plusieurs semaines au Canada, en tant qu'invité de l'ICPSI. M. Tcherkasov, qui est géographe, s'intéresse beaucoup aux aspects non militaires de la coopération canado-soviétique dans le Nord et, à la fin de ses travaux au Canada, il a présenté un exposé sur ce sujet à l'Institut.

■ L'accord du NORAD, que le Canada et les États-Unis ont signé pour la première fois en 1958, doit faire l'objet de discussions en 1991, année où il est censé être reconduit. Au cours de l'année qui vient, le débat promet d'être particulièrement intéressant, vu les changements survenus dans le monde depuis 1986, date du dernier renouvellement de l'entente, et l'évolution des perceptions sur la nature de la menace pesant sur l'Amérique du Nord continentale. En juin, le major-général **Davis O'Blenis**, commandant de la région canadienne du NORAD et des forces aériennes de chasse basées au Canada, a fait un exposé et dirigé une discussion à l'Institut sur les besoins qui existent, à son avis, en matière de défense aérienne.

■ Cinq membres de l'Association chinoise pour les Nations-Unies ont visité l'Institut à la fin de juin et ont alors échangé des vues avec nous sur les politiques étrangères respectives de nos deux pays.

■ **Katherine Laundry** et **Susan Connell** ont participé à des réunions de la *Canadian Library Association*, à Ottawa en juin. Elles ont alors présenté deux ouvrages, à savoir *Le Thésaurus de la paix et de la sécurité* et *Le Canada, la paix et la sécurité internationales. Une bibliographie, 1985-1989*. Elles ont aussi dirigé un atelier sur les ouvrages de référence concernant la paix et la sécurité.

■ En juin, **Ron Fisher** a fait un exposé sur les voies socio-psychologiques susceptibles de conduire au règlement de conflits internationaux, pendant le congrès annuel de la Société canadienne de psychologie. Plus tard ce mois-là, il a participé à la conférence annuelle de l'*International Association of Conflict Management*. Il a alors choisi comme thème *Training Third Party Consultants in International Conflict Resolution*. M. Fisher a par ailleurs présenté un atelier à l'Institut sur le travail qu'il mène en permanence dans ce même domaine.

■ **Bernard Wood** a pris la parole pendant une conférence que parraînaient à Montebello l'Université York et l'Institut au sujet de la sécurité en Asie du Sud-Est. Il a aussi participé à Mont-Tremblant à un atelier organisé par le Centre de recherche et de développement du ministère de la Défense nationale; il s'est alors penché sur les relations mondiales actuelles et à long terme. Enfin, il a prononcé l'allocution-thème à la réunion annuelle du *Peace Centre*, à Saint John's (Terre-Neuve); il s'est alors interrogé sur les nouvelles politiques canadiennes en matière de sécurité et sur leurs conséquences pour le désarmement, le développement et l'environnement.

■ De nombreux changements ont eu lieu dans les rangs du personnel au cours de l'été : **Gordon Sharpe**, chargé de recherche détaché par le MDN depuis un an, a été promu colonel en juin et est retourné au Quartier général de la Défense nationale pour prendre le poste de Directeur — Coordination et développement de la doctrine. **Ron Fisher**, qui a passé à l'Institut la première année de son congé sabbatique accordé par l'Université de la Saskatchewan, travaillera à l'Université Carleton durant la seconde. **Fen Hampson**,

### Une importante conférence internationale sur l'Union soviétique est organisée à Ottawa

■ Une importante conférence internationale sur l'Union soviétique va se tenir à Ottawa à la fin de novembre 1990, à laquelle participeront quelques-uns des plus grands soviétologues et spécialistes des relations Est-Ouest au monde.

Intitulée *L'Union soviétique en mouvement : conséquences pour le Canada et le reste du monde*, la conférence, qui doit durer deux jours et demi, soit du 26 au 28 novembre, va être l'occasion pour les participants d'analyser en profondeur une vaste gamme de thèmes et d'entendre l'opinion de spécialistes. Au nombre des sujets abordés, mentionnons : «L'économie soviétique : l'avenir de la *perestroïka*»; le «contexte des échanges et des investissements»; «Repenser l'équilibre Est-Ouest»; et «le pouvoir soviétique dans un monde en changement».

Parmi les orateurs étrangers qui ont été invités, il y aura **Vitaliy Korotich**, le rédacteur en chef de *Ogonyok*, un grand hebdomadaire soviétique de tendance réformatrice; **Vladimir Popov**, l'auteur de *The Turning Point*, un exposé radical des gigantesques problèmes économiques auxquels sont confrontés les Soviétiques; **Anders Aslund**, économiste suédois et auteur d'un ouvrage dont le *New York Times* déclare qu'il fait autorité pour ce qui est de la lutte que livre Gorbatchev pour mener à bien sa réforme économique; les chroniqueurs internationaux **Martin Walker**, du *Manchester Guardian*, et **Christoph Bertram**, du journal *Die Zeit*; **Vladislav Malkevich**, président de la Chambre de commerce et d'industrie d'URSS; **Michael Sturmer**, un important commentateur allemand, spécialiste des relations internationales; **Goran Ennerfelt**, un des principaux hommes d'affaires suédois, qui est à la tête de la première société d'import-export avec l'Union soviétique; et **Georgi Arbatov**, directeur de l'Institut des études canado-américaines à l'Académie des sciences de Moscou — ainsi que beaucoup d'autres.

Le droit d'entrée à la conférence est de 385 \$, ce qui comprend trois déjeuners et deux dîners. Sous toute réserve, les orateurs invités aux dîners seront **Aleksandr Yakovlev**, membre du *Politburo* soviétique et ancien ambassadeur au Canada, et **Zbigniew Brzezinski**, ancien conseiller en matière de sécurité nationale auprès du président des États-Unis.

La conférence est parrainée conjointement par le CENTRE PARLEMENTAIRE POUR LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET LE COMMERCE EXTÉRIEUR, L'INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES et par le CONSEIL CANADO-SOVIÉTIQUE DES AFFAIRES. Pour vous inscrire, veuillez communiquer avec le Centre parlementaire, 275, rue Slater, bureau 500, Ottawa K1P 5H9, tél : (613) 237-0143 ou par télécopieur : (613) 235-8237.



chargé de recherche principal à mi-temps à l'Institut au cours des trois dernières années, a accepté un poste à temps plein à la *Norman Paterson School*, à l'Université Carleton.

**Marie-France Desjardins** entreprendra des études de doctorat à l'Université de Londres (Angleterre) l'an prochain. **Johanne Di Donato** a quitté l'Institut, tout comme **Chantale Beaudoin**, **Dianne DeMille**, **Lynne Cardinal**, **Samantha Hayward** et **Annemarie Bélanger**. **Marc Pierre-Louis**, étudiant, a occupé un emploi d'été à la Direction des programmes publics de l'Institut. **Walter Bernyck** et **Réjean Hallé** ont travaillé à la Direction de la recherche.

**John Toogood** a participé à une assemblée internationale de représentants d'instituts pour la paix, à Des Moines (Iowa), en juin. En août, il a assisté à une conférence parrainée par la *St. Lawrence University* et l'Université Queen's à Canton (New York), et intitulée *The Road from Ogdensburg: Fifty Years of Canada-US Defence Cooperation*. **Roger Hill** a parlé du travail de l'Institut pendant *Interaction 1990*, une conférence nationale sur le règlement des différends, qui s'est tenue en juillet. En août, il a présenté un exposé sur le rôle du Pacte de Varsovie, au *Bedford Institute*, en Nouvelle-Écosse.

**Ron Purver** a exposé une perspective canadienne sur la sécurité maritime dans l'Arctique, dans le cadre d'une conférence qui se tenait au Collège Glendon de Toronto. Il a également pris la parole pendant une conférence sur la limitation des armements navals et la sécurité maritime, que parrainait le *Centre for Foreign Policy Studies*, à l'Université Dalhousie; il a alors choisi de parler des sanctuaires et des zones d'exclusion des sous-marins porteurs de missiles balistiques.

**Gabrielle Mathieu** a participé à une conférence organisée à l'École de journalisme de l'Université Carleton sur les conséquences de la *glasnost* pour le journalisme en Union soviétique. Parmi les personnes présentes, on comptait des journalistes canadiens et soviétiques. **Michael Bryans** a fait un exposé sur des questions de paix et de sécurité devant un groupe d'étudiants canadiens et soviétiques qui se rassemblaient sur les rives de la baie Georgienne, sous l'égide de la *Canadian Society of Friends*. **Nancy Gordon** a assisté à l'assemblée annuelle de l'*Academic Council of the UN System* à New York, en juin. Le Secrétaire général **Pérez de Cuéllar** comptait parmi les dignitaires qui ont alors pris la parole. □



**Paix et Sécurité présente à tort une perspective américaine**

J'ai été atterrée de lire dans une revue dont le mandat précise qu'elle doit donner une «perspective canadienne» des choses, l'article intitulé «Se tenir coi en Amérique latine», qui cautionne le point de vue de Washington. Même s'il adresse pour la forme quelques critiques patentes à l'endroit de la politique des É.-U., Peter Hakim se fonde cependant sur certaines hypothèses de base indéfendables. Le Canada prétend vouloir un renforcement des Nations-Unies, la primauté du droit international et le règlement pacifique des conflits. Pourquoi, dans ce cas, faire paraître en toute impunité un article laissant entendre que les États-Unis ont tout à fait le droit d'envahir des pays souverains et de s'immiscer dans leurs affaires, au mépris des règles du droit international ?

En déclarant que les «troupes américaines sont rapidement venues à bout des forces de défense panaméennes, sans avoir à déplorer trop de pertes en vies humaines», l'auteur fait preuve d'une arrogance stupéfiante. Quelles vies ? Trop par rapport à quoi ? Pourquoi les Canadiens devraient-ils sembler abonder dans le sens des États-Unis et faire comme s'ils étaient convaincus que les seules vies qui comptent sont celles des Américains ? La vie d'un Américain n'a pas plus de prix à mes yeux que celle d'un Panaméen, d'un Nicaraguayen ou d'un Salvadorien.

Autre thème de propagande américaine que l'article met de l'avant : en étiquetant de «communistes» les mouvements nationalistes populaires qui luttent pour la liberté, la démocratie et les droits de la personne (à tort, d'ailleurs), les États-Unis se croient investis en quelque sorte du droit sacré d'anéantir ces mouvements.

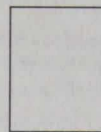
L'article de Hakim minimise la mesure dans laquelle les É.-U. possèdent et contrôlent les forces *contras* au Nicaragua, et il exagère l'innocence de George Bush. Après tout, ce dernier a été vice-président et ancien directeur de la CIA, et il n'est pas né sous la pluie de novembre 1988.

L'auteur présente les politiques passées des États-Unis au Salvador sous le couvert de 4 milliards de dollars en aide, le prétexte de la révolution populaire (c'est-à-dire l'«justice»). Les autorités n'ont évoqué que pour inciter les Américains à la négociation qu'en cas d'échec des négociations, M. Hakim établit par ailleurs une distinction entre le régime salvadorien et l'aile militaire qui comprend des prêtres jésuites, sans parler des quarante évêques, archevêque Romero et des innombrables religieux, membres du clergé et des laïcs. Les Américains ne seraient pas intervenus actuellement au Guatemala si ce n'était attribué à renverser le dernier régime au Guatemala en 1954. L'auteur fait preuve d'une piété écoeurante, surtout quand il parle de la «communauté internationale» à laquelle la Cour internationale de justice a refusé de verser au Nicaragua la somme de 100 millions de dollars, une décision dont Washington a fait appel. D'autres pays, dont le Canada, ont refusé de verser au Nicaragua la somme de 100 millions de dollars pour se reconstruire, pour voir les Américaines menées par l'intermédiaire du Canada, entre autres pays, ont refusé de verser les dernières élections au Nicaragua, et ont refusé de verser des millions pour faire élire «leur» candidat.

**Programme de bourses Barton**

*Institut canadien pour  
la paix et la sécurité internationales*

360, rue Albert, bureau 900  
Ottawa (Ontario)  
Canada  
K1R 7X7

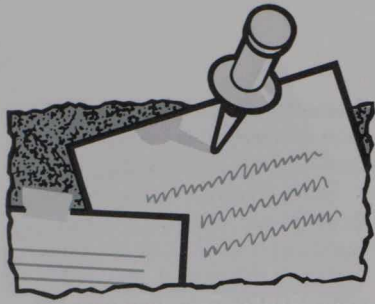


et Sécurité, je commence à me poser des questions sur ce que je ne connais pas aussi bien. Je voudrais que de me demander si la revue est vraiment ouverte à l'égard des Canadiens et de leurs préoccupations et objectifs.

Lorna Diggle, Rimbey (Alberta) □



## NOUVELLES DE L'INSTITUT



L'Institut a accordé beaucoup d'attention à l'Afrique australe au cours des derniers mois. S'arrêtant à Londres tandis qu'il se rendait au Zimbabwe, **Bernard Wood** a présenté un colloque sur la politique du Canada à l'égard de l'Afrique australe, à l'*Institute for Commonwealth Studies*. Le texte de l'exposé paraîtra dans la revue du Commonwealth intitulée *Round table*. À Harare, il a parlé à la *Canada-Zimbabwe Society* des effets qu'ont sur les pays en développement les changements survenant en Europe de l'Est, et il a dit craindre que le tiers-monde devienne un nouveau marché où seraient écoulés les systèmes d'armes que l'on est en train de retirer d'Europe par suite du dégel des relations Est-Ouest.

Au Mozambique, M. Wood a participé à une conférence qui se tenait à l'Institut des relations internationales sur les perspectives de paix dans la région. La campagne de déstabilisation que menait l'Afrique du Sud s'est résorbée considérablement, mais la violence, la brutalité et le banditisme font encore des ravages dans les localités rurales du Mozambique. Parmi les thèmes qu'il a abordés à la Conférence, il a évoqué la possibilité que certains éléments du processus de la CSCE soient appliqués en Afrique australe.

M. Wood a passé plusieurs jours en Afrique du Sud pour dialoguer avec des hommes politiques, des dignitaires, des journalistes, des diplomates et des universitaires sur l'enivrante évolution de la conjoncture dans ce pays. «De Klerk et Mandela sont maintenant mariés, a-t-il déclaré, et ils ont pour partage tout ce qu'une telle union comporte. Ils sont au centre de l'échiquier politique – position bien fragile – et ils ont dû abandonner tous les autres dans leurs univers respectifs.»

À son retour au Canada, M. Wood a tenu une conférence de presse à l'Institut et il a participé à diverses activités quand M. Mandela a visité le Canada; il a notamment contribué à des reportages sur les ondes de

Télé-Métropole et dans le cadre de l'émission *The Journal*, diffusée par la CBC. Il a par ailleurs pris la parole à Hull pendant une conférence sur les politiques du Canada face à l'Afrique australe dans les années 1990; le Conseil canadien pour la coopération internationale avait organisé la conférence.

■ **Eugene Nyati**, du *Centre for African Studies* à Johannesburg, a dirigé, à l'Institut en juin, un débat sur les intervenants en Afrique du Sud et sur les diverses façons dont les négociations pourraient évoluer là-bas.

■ **Arkady Tcherkasov**, chercheur détaché par l'Institut des études canado-américaines à Moscou, a passé plusieurs semaines au Canada, en tant qu'invité de l'ICPSI. M. Tcherkasov, qui est géographe, s'intéresse beaucoup aux aspects non militaires de la coopération canado-soviétique dans le Nord et, à la fin de ses travaux au Canada, il a présenté un exposé sur ce sujet à l'Institut.

■ L'accord du NORAD, que le Canada et les États-Unis ont signé pour la première fois en 1958, doit faire l'objet de discussions en 1991, année où il est censé être reconduit. Au cours de l'année qui vient, le débat promet d'être particulièrement intéressant, vu les changements survenus dans le monde depuis 1986, date du dernier renouvellement de l'entente, et l'évolution des perceptions sur la nature de la menace pesant sur l'Amérique du Nord continentale. En juin, le major-général **Davis O'Blenis**, commandant de la région canadienne du NORAD et des forces aériennes de chasse basées au Canada, a fait un exposé et dirigé une discussion à l'Institut sur les besoins qui existent, à son avis, en matière de défense aérienne.

■ Cinq membres de l'Association chinoise pour les Nations-Unies ont visité l'Institut à la fin de juin et ont alors échangé des vues avec nous sur les politiques étrangères respectives de nos deux pays.

■ **Katherine Laundy** et **Susan Connell** ont participé à des réunions de la *Canadian Library Association*, à Ottawa en juin. Elles ont alors présenté deux ouvrages, à savoir *Le Thésaurus de la paix et de la sécurité* et *Le Canada, la paix et la sécurité internationales. Une bibliographie, 1985-1989*. Elles ont aussi dirigé un atelier sur les ouvrages de référence concernant la paix et la sécurité.

■ En juin, **Ron Fisher** a fait un exposé sur les voies socio-psychologiques susceptibles de conduire au règlement de conflits internationaux, pendant le congrès annuel de la Société canadienne de psychologie. Plus tard ce mois-là, il a participé à la conférence annuelle de l'*International Association of Conflict Management*. Il a alors choisi comme thème *Training Third Party Consultants in International Conflict Resolution*. M. Fisher a par ailleurs présenté un atelier à l'Institut sur le travail qu'il mène en permanence dans ce même domaine.

■ **Bernard Wood** a pris la parole pendant une conférence que parraient à Montebello l'Université York et l'Institut au sujet de la sécurité internationale.

### Une importante conférence internationale sur l'Union soviétique est organisée à Ottawa

#### Avons-nous les bons renseignements à votre sujet?

Si nous avons des renseignements fautifs, vous nous aideriez beaucoup en remplissant la présente formule.

#### Modifications :

- interlocuteur(trice)       Ajoutez notre nom sur votre liste  
 Changement d'adresse       Rayez notre nom de votre liste

Nom (et organisation, si tel est le cas)

Ancienne adresse

Adresse actuelle

Ville

Province (État)

Code postal

Code régional

N° de tél au bureau

N° de tél à domicile

#### Pour obtenir gratuitement d'autres exemplaires : (en nombre limité)

Titre	Français (✓)	Anglais (✓)	Numéro	Quantité
Paix et Sécurité				
Exposés				
Fiches d'information				
Cahiers de l'Institut				
Autres?				



chargé de recherche principal à mi-temps à l'Institut au cours des trois dernières années, a accepté un poste à temps plein à la *Norman Paterson School*, à l'Université Carleton.

**Marie-France Desjardins** entreprendra des études de doctorat à l'Université de Londres (Angleterre) l'an prochain. **Johanne Di Donato** a quitté l'Institut, tout comme **Chantale Beaudoin**, **Dianne DeMille**, **Lynne Cardinal**, **Samantha Hayward** et **Annemarie Bélanger**. **Marc Pierre-Louis**, étudiant, a occupé un emploi d'été à la Direction des programmes publics de l'Institut. **Walter Bernyck** et **Réjean Hallé** ont travaillé à la Direction de la recherche.

■ **John Toogood** a participé à une assemblée internationale de représentants d'instituts pour la paix, à Des Moines (Iowa), en juin. En août, il a assisté à une conférence parrainée par la *St. Lawrence University* et l'Université Queen's à Canton (New York), et intitulée *The Road from Ogdensburg: Fifty Years of Canada-US Defence Cooperation*. **Roger Hill** a parlé du travail de l'Institut pendant *Interaction 1990*, une conférence nationale sur le règlement des différends, qui s'est tenue en juillet. En août, il a présenté un exposé sur le rôle du Pacte de Varsovie, au *Bedford Institute*, en Nouvelle-Écosse.

■ **Ron Purver** a exposé une perspective canadienne sur la sécurité maritime dans l'Arctique, dans le cadre d'une conférence qui se tenait au Collège Glendon de Toronto. Il a également pris la parole pendant une conférence sur la limitation des armements navals et la sécurité maritime, que parrainait le *Centre for Foreign Policy Studies*, à l'Université Dalhousie; il a alors choisi de parler des sanctuaires et des zones d'exclusion des sous-marins porteurs de missiles balistiques.

■ **Gabrielle Mathieu** a participé à une conférence organisée à l'École de journalisme de l'Université Carleton sur les conséquences de la *glasnost* pour le journalisme en Union soviétique. Parmi les personnes présentes, on comptait des journalistes canadiens et soviétiques. **Michael Bryans** a fait un exposé sur des questions de paix et de sécurité devant un groupe d'étudiants canadiens et soviétiques qui se rassemblaient sur les rives de la baie Georgienne, sous l'égide de la *Canadian Society of Friends*. **Nancy Gordon** a assisté à l'assemblée annuelle de l'*Academic Council of the UN System* à New York, en juin. Le Secrétaire général **Pérez de Cuéllar** comptait parmi les dignitaires qui ont alors pris la parole. □



**Paix et Sécurité présente à tort une perspective américaine**

■ J'ai été atterrée de lire dans une revue dont le mandat précise qu'elle doit donner une «perspective canadienne» des choses, l'article intitulé «Se tenir coi en Amérique latine», qui cautionne le point de vue de Washing-

ton. Même s'il adresse pour la forme quelques critiques patentes à l'endroit de la politique des É.-U., Peter Hakim se fonde cependant sur certaines hypothèses de base indéfendables. Le Canada prétend vouloir un renforcement des Nations-Unies, la primauté du droit international et le règlement pacifique des conflits. Pourquoi, dans ce cas, faire paraître en toute impunité un article laissant entendre que les États-Unis ont tout à fait le droit d'envahir des pays souverains et de s'immiscer dans leurs affaires, au mépris des règles du droit international ?

En déclarant que les «troupes américaines sont rapidement venues à bout des forces de défense panaméennes, sans avoir à déplorer trop de pertes en vies humaines», l'auteur fait preuve d'une arrogance stupéfiante. Quelles vies ? Trop par rapport à quoi ? Pourquoi les Canadiens devraient-ils sembler abonder dans le sens des États-Unis et faire comme s'ils étaient convaincus que les seules vies qui comptent sont celles des Américains ? La vie d'un Américain n'a pas plus de prix à mes yeux que celle d'un Panaméen, d'un Nicaraguayen ou d'un Salvadorien.

Autre thème de propagande américaine que l'article met de l'avant : en étiquetant de «communistes» les mouvements nationalistes populaires qui luttent pour la liberté, la démocratie et les droits de la personne (à tort, d'ailleurs), les États-Unis se croient investis en quelque sorte du droit sacré d'anéantir ces mouvements.

L'article de Hakim minimise la mesure dans laquelle les É.-U. possèdent et contrôlent les forces *contras* au Nicaragua, et il exagère l'innocence de George Bush. Après tout, ce dernier a été vice-président et ancien directeur de la CIA, et il n'est pas né sous la pluie de novembre 1988.

L'auteur présente les politiques passées des États-Unis au Salvador sous un jour complètement faux. En échange de 4 milliards de dollars en aide, le gouvernement salvadorien était censé vaincre la révolution populaire (c'est-à-dire ramener la paix sans instaurer la justice). Les autorités n'ont évoqué les objectifs de démocratie et de réforme que pour inciter les Américains à continuer de payer. On n'a envisagé la négociation qu'en cas d'échec des initiatives de démolition. Dans son article, M. Hakim établit par ailleurs une distinction (erronée) entre le gouvernement salvadorien et l'aile militaire qui s'est rendue coupable des meurtres des prêtres jésuites, sans parler des quatre américaines membres du clergé, de l'archevêque Romero et des innombrables autres dirigeants, enseignants, organisateurs et membres du clergé salvadoriens. Si l'on en croit M. Hakim, les Américains ne seraient en rien responsables des conditions qui règnent actuellement au Guatemala et au Honduras, et ce même s'ils ont contribué à renverser le dernier gouvernement démocratique au Guatemala en 1954.

Le dernier paragraphe de l'article est d'une piété écoeurante, surtout quand l'auteur y parle des sommes que la «communauté internationale» a investies pour «armer les belligérants». La Cour internationale de justice a enjoint le gouvernement des États-Unis à verser au Nicaragua la somme de 12,2 milliards de dollars à titre de réparations, une décision dont Washington trouve commode de ne pas tenir compte. D'autres pays, dont le Canada, essaient depuis des années d'aider le Nicaragua à se reconstruire, pour voir leurs efforts annihilés par les attaques américaines menées par l'intermédiaire des *Contras*. La Suisse, la Suède et le Canada, entre autres pays, ont donné de l'argent et du matériel lors des dernières élections au Nicaragua, tandis que les États-Unis ont dépensé des millions pour faire élire «leur» candidat.

Après avoir lu cet article dans *Paix et Sécurité*, je commence à me poser des questions sur bien d'autres dossiers que je ne connais pas aussi bien. Je ne peux vraiment pas faire autrement que de me demander si la revue *Paix et Sécurité* s'acquitte de ses obligations à l'égard des Canadiens et Canadiennes, ou si elle poursuit d'autres objectifs.

Lorna Diggle, Rimbey (Alberta) □

**Programme de bourses Barton**

■ L'Institut vous invite à soumettre votre candidature pour son programme de bourses, baptisé «Bourses Barton» en l'honneur de son premier président, ancien ambassadeur auprès des Nations-Unies, M. William Barton. Le programme est ouvert aux universitaires et aux non-universitaires qui veulent commencer ou poursuivre des études sur la paix et la sécurité internationales. Le programme a pour but d'encourager le perfectionnement des compétences et l'érudition dans ce domaine. Il permet à des Canadien(ne)s et à des résident(e)s permanent(e)s de poursuivre leurs études à l'étranger ou au Canada.

L'Institut compte accorder onze bourses : deux d'une valeur maximale de 30 000 \$, et neuf d'une valeur de 14 000 \$ chacune. Les demandes seront examinées par un comité de sélection indépendant, et les décisions seront annoncées en mai 1991.

Les candidat(e)s doivent être citoyen(ne)s canadien(ne)s ou résident(e)s permanent(e)s, et avoir une expérience ou des titres universitaires qui leur permettent de poursuivre des études de haut niveau.

La date limite de présentation des demandes pour l'année universitaire 1991-1992 est le 1<sup>er</sup> février 1991.

Pour de plus amples renseignements ou pour obtenir un formulaire de demande, veuillez écrire à l'adresse suivante :

Programme de bourses Barton  
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales  
360, rue Albert, bureau 900  
Ottawa (Ontario) K1R 7X7

**Concours «Paix et Sécurité» : procédure et échéancier**

■ *Le Fonds accorde de l'aide financière deux fois par année. Veuillez communiquer avec les personnes responsables pour obtenir un exemplaire récent des critères d'attribution et des formulaires de demande. Veuillez prendre note des dates limites suivantes :*

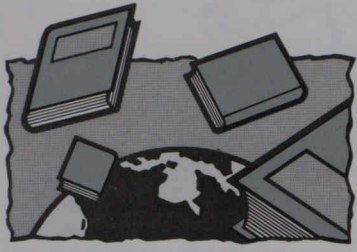
le 30 juin, pour une décision en octobre

le 30 novembre, pour une décision en mars

Concours «Paix et Sécurité»  
360, rue Albert, bureau 900  
Ottawa (Ontario) K1R 7X7



## LIVRES



### Quand l'Allemagne pensait le monde. Grandeur et décadence d'une géopolitique

Michel Korinman

Éditions Fayard, Paris, 1990.  
414 pages, 49,95 \$

■ Géographie et politique; voilà deux mots qui ne semblent pas devoir être utilisés ensemble. Pourtant ils l'ont été et le sont; il en résulte la géopolitique, cette discipline en sciences sociales qui, selon son créateur, l'Allemand Friedrich Ratzel, permet de voir «un concours entre les propriétés du sol habité et les capacités de la population».

L'ouvrage de Michel Korinman présente une analyse complète et extrêmement détaillée du développement de la géopolitique chez les Allemands. Il a choisi de se concentrer sur ce peuple parce que c'est lui qui a non seulement produit un nombre impressionnant de penseurs dans cette discipline, mais qui a aussi cherché à réaliser les conclusions hélas tragiques qu'en tiraient certains hommes politiques. Il faut toutefois reconnaître que les Allemands n'étaient pas les seuls à former des spécialistes de géopolitique. Chez les Britanniques, Halfond J. Mackinder est devenu célèbre avec son idée de l'existence d'une «île mondiale» dont le contrôle permettait de gouverner le monde. Pour la contrôler, il fallait d'abord régner sur l'Europe de l'Est, position qui permettait alors de commander à la Russie et, qui commande à la Russie, contrôle l'île mondiale. Chez les Américains, l'amiral Alfred T. Mahan a développé une géopolitique des mers pour permettre aux États-Unis d'Amérique d'étendre leurs intérêts. Malgré le rayonnement de ces deux penseurs,

ce sont les Allemands qui ont exercé le plus d'influence dans cette discipline.

Dans un effort de recherche remarquable, Korinman fait état non seulement du développement de la pensée de Ratzel et de ses disciples ainsi que de ceux qui s'y opposèrent, mais aussi des raisons qui ont permis à cette discipline de trouver un écho favorable chez le peuple allemand. Il est intéressant de constater qu'au lendemain de la Grande guerre, la géopolitique a comblé une sorte de vide que ressentaient les Allemands, causé par le Traité de Versailles qu'ils considéraient injuste et par leur dispersion à travers l'Europe, surtout en Europe centrale. À travers de nombreux ouvrages et dans les pages de revues spécialisées comme la *Zeitschrift für Geopolitik*, les Allemands ont vu miroiter devant eux de multiples options politiques. C'est avec l'accession au pouvoir d'Adolf Hitler, en janvier 1933, que sont apparues les possibilités d'un lien direct entre la géopolitique et la politique.

Korinman retrace très exactement les changements qu'a subi la géopolitique en régime national-socialiste. C'est un général devenu géographe, Karl Haushofer, qui a été le plus célèbre auteur de l'époque. Korinman constate néanmoins que «la convergence entre géopolitique et national-socialisme sera de courte durée... Effectivement les divergences étaient très profondes. Elles portaient sur les effets du raisonnement géopolitique dont Haushofer n'avait cessé de se faire, depuis les années 1920, le champion.»

Est-ce que l'Allemagne pensait le monde ? Si l'on en juge par cet ouvrage, la réponse est «oui», mais, il faut ajouter, au même titre que les autres grandes puissances de l'époque. La lecture du livre de Korinman, qui n'est pas toujours

facile car elle suppose de bonnes connaissances en histoire et en géographie, nous permet de voir tous les contours de la géographie et de constater la tragédie qui en a résultée quand elle fut utilisée, voire abusée, par les projets d'extension du régime nazi. C'est une leçon qui mérite de n'être jamais oubliée.

— Stanislav Kirschbaum

Stanislav Kirschbaum est professeur titulaire de science politique et d'études internationales à l'Université York, Collège Glendon à Toronto.

### Les mères-patries du III<sup>e</sup> Reich. Les femmes et le nazisme

Claudia Koonz

Éditions Gallimard, Paris, 1989.  
556 pages, 45 \$

■ Plusieurs livres ont été écrits sur le nazisme. On a même souvent l'impression que tout a été dit sur le sujet et qu'un nouvel ouvrage ne pourrait que reproduire ce qui a déjà maintes fois été analysé. Ce n'est pas le cas avec le livre de Claudia Koonz qui nous plonge dans une dimension du nazisme jusqu'ici jamais explorée, ou si peu, qu'on pourrait croire que l'on a jamais rien lu sur le sujet. *Les mères-patries du III<sup>e</sup> Reich* aborde un sujet presque tabou, celui des femmes et du nazisme.

L'auteur, dans une recherche couronnée par le *Berkshire Prize of History*, nous démontre d'une façon magistrale l'apport des femmes au nazisme, de la création du Parti jusqu'à la guerre. À travers le cheminement de la société allemande, on assiste à la montée du nazisme, vue par le biais des associations féminines. Ces associations, qui regroupaient des milliers de femmes sous la République de Weimar, ont, petit à petit, laissé leur pouvoir à la Ligue nationale-socialiste des femmes, dirigée par Gertrud Scholtz-Klink.

Quel rôle les femmes ont-elles joué dans la montée du nazisme ? Jusqu'où sont-elles, elles aussi, responsables des camps de concentration, des politiques d'eugénisme, etc. ? Pourquoi ont-elles accepté que l'État nazi intervienne dans leur vie privée au point de leur indiquer quand se marier, quand avoir des

enfants et combien, et même comment faire la cuisine et s'occuper de la maison ?

Le livre débute par une entrevue avec Gertrud Scholtz-Klink. Cette femme, comme l'auteur le souligne, n'a en aucune manière renié son passé et l'idéologie nazie. «Je n'avais pas été conviée à recueillir une confession et cette femme n'était pas une ex-nazie. Elle était aussi nazie qu'elle l'avait été en 1933 ou en 1945... Ce qui l'intéressait, ce n'était pas d'éviter qu'un autre régime aussi meurtrier revive un jour, mais de faire l'apologie de celui qu'elle avait soutenu».

En fait, ce que Claudia Koonz démontre, c'est que le Parti nazi et ses dirigeants considéraient les femmes comme peu intelligentes et n'étant que le complément du «nouvel homme». Hitler aurait même déclaré devant un collaborateur : «Un homme intelligent doit choisir une femme primitive et stupide. Imaginez que, par-dessus le marché, je sois obligé de supporter qu'une femme se mêle de mon travail ! Quand je me repose, je veux avoir la paix.»

La soumission totale au mari, mais surtout à l'État allemand, était exigée de la femme allemande. Celle-ci avait pour principale fonction de «produire» des enfants et de faire en sorte que sa famille (le centre de sa vie) vive en communion constante avec les préceptes du nazisme. La femme représentait, en fait, le rouage essentiel de ce système, où l'État prend en charge toutes les parties de la vie privée et publique. «Tandis que l'État nazi détruisait toute moralité dans la sphère politique, les épouses et la famille devaient garder un espace affectif pour les hommes qui supervisaient les massacres.» «Dans l'Allemagne hitlérienne, les femmes offraient dans une sphère distincte créée par elles, l'illusion de valeurs maternelles qui donnaient un sain vernis au monde aryen des élus.»

L'auteur explique que les femmes et leurs associations ont abdiqué de-



vant le Parti nazi non pas par peur, mais surtout par désir de sécurité dans une société qui se relevait mal de la crise économique de 1929 et qui n'avait pas préparé ses membres à assumer la démocratie naissante. Ces femmes ont donné une autre image du nazisme. «Une image différente du III<sup>e</sup> Reich prenait forme. À côté de la brutalité dominante des hommes, Gertrud Scholtz-Klink et ses millions de disciples avaient donné une coloration sociale à la tyrannie.»

Ce livre devrait faire partie des lectures de base pour les étudiants en histoire ou en science politique, car il jette un regard nouveau sur le nazisme et il démontre que chacun est responsable des horreurs commises par le système politique auquel il adhère. Personne ne peut dire après coup qu'il ne savait pas, parce que, même dans la vie quotidienne, en acceptant les préceptes de l'idéologie au pouvoir, il contribue, lui aussi, au maintien de ce système. — *Andrée Laprise*

*Andrée Laprise est diplômée en science politique de l'Université de Montréal.*

## Une Afrique en marche

Pierre Pradervand

*Éditions Plon, Paris, 1989.*  
336 pages, 32 \$

■ Avec Pierre Pradervand, nous sommes loin des propos sombres et alarmistes de René Dumont. Le titre, résolument positif, est la première chose qui frappe en abordant le bouquin. Cet optimisme a pour racines les milliers de groupements africains qui rassemblent des millions de paysans et qui se sont donnés pour mission de promouvoir l'autogestion villageoise. En 1987, l'auteur a parcouru 14 000 kilomètres et a traversé le Sénégal, le Mali, le Burkina-Faso, le Zimbabwe et le Kenya pour rencontrer les membres de ces groupements qui bâtissent l'Afrique de demain. Il laisse parler ces paysans africains qui tracent un portrait des défis qu'ils ont à relever, du chemin qu'il

leur reste à couvrir, mais surtout de l'immense travail déjà accompli.

Ces groupements sont nés lors des sécheresses qui ont eu lieu entre 1971 et 1973. Ils voulaient prendre la relève des organisations officielles inadaptées aux besoins ruraux et souvent contrôlées à des fins politiques. Les groupes désiraient briser le marasme qu'avait entraîné des siècles de colonisation et de dépendance. Le constat était tragique : les paysans n'avaient plus confiance en leurs propres forces. Ils étaient passifs et attentistes.

C'est la famine qui les a poussés à s'organiser. «C'est à cause des difficultés que les initiatives paysannes sont nées,» dit un paysan sénégalais. «Ces difficultés ont même été une bonne chose, car sans elles, nous dormirions encore en nous reposant dans la dépendance.»

Les groupes nouvellement créés — réunis en vastes associations transnationales tel «6-S» (Se Servir de la Saison Sèche en Savane et au Sahel) — n'avaient pas pour fonction d'être des cornes d'abondance d'où couleraient nourriture et argent. Les paysans qui désiraient recevoir l'appui d'associations devaient d'abord faire la preuve d'une capacité d'organisation. L'aide structurelle précède donc l'aide financière. C'est ainsi que, lentement mais sûrement, des travaux d'irrigation et des programmes d'alphabétisation furent menés à terme, que des villages réussirent à endiguer l'invasion du sable et à conquérir sur le désert des hectares de terre cultivable, et que des puits furent creusés.

Mais avant tout, et Pradervand insiste sur ce point, c'est l'organisation, la mobilisation et les relations entre les membres qui constituent le plus grand succès de ces groupements. En effet, l'auteur se refuse, tout comme les paysans qu'il a rencontrés, à adopter les critères occidentaux pour déterminer la réussite de ces groupes. La conception du temps à l'occidentale et la notion d'échéancier est particulièrement battue en brèche par ces Africains à la recherche d'un modèle de développement qui leur soit propre.

Les Africains adressent un message clair aux organisations non-gouvernementales (ONG) des pays du Nord en vue de l'élaboration d'un nouveau partenariat. Le rôle que les paysans du Sud proposent aux citoyens du Nord membres des ONG consiste à conscientiser et à

éduquer les populations des pays industrialisés pour qu'elles reconnaissent que les destinées des deux hémisphères sont liées. En effet, le poids de l'économie mondiale est si lourd qu'il nuie au décollage de l'Afrique. L'aide des ONG est torpillée par le système de consommation qui règne dans les pays du Nord. Les ONG doivent donc se retirer du Sud et laisser la place aux groupements locaux.

Si cette conclusion internationaliste paraît utopique, on se réjouit tout de même en constatant qu'il s'agit du seul point faible de l'ouvrage. Le projet de l'auteur de nous brosser un tableau humain et concret de ce continent en marche est très réussi. Et si certaines pages ressemblent plus à une anthologie de proverbes africains qu'à une analyse politique, le lecteur pourra fermer ce livre avec néanmoins l'impression d'avoir visité la campagne du Sahel.

— *Francis Dupuis-Déri*

*Francis Dupuis-Déri est candidat à la maîtrise en science politique, à l'Université de Montréal.*

## Le réveil du vieux monde. Vers un nouvel ordre international

William Pfaff

*Éditions Calmann-Lévy, Paris, 1989.*  
271 pages, 34,20 \$

■ La nouvelle Europe est en train de naître après quarante-cinq ans d'un condominium américano-soviétique qui ne fut pas toujours facile à vivre même s'il fut nécessaire pour assurer la paix sur un Vieux continent déchiré par d'incessants conflits. Retraçant l'histoire de cette époque unique qui s'est achevée avec l'effondrement du mur de Berlin en novembre dernier, William Pfaff tente de mettre en relief les facteurs qui façonneront les relations internationales de demain.

Le célèbre éditorialiste du *International Herald Tribune* a terminé son livre en mai 1989, mais le regard qu'il porte sur une «Europe qui prend à nouveau la mesure de son importance et de sa force» garde toute son actualité tant par la finesse de l'analyse que par l'éclat des jugements et des conclusions qu'il

tire face à ce qui attend le Vieux continent et surtout les États-Unis.

L'auteur souligne que pendant quatre décennies, les États-Unis et l'Union soviétique ont apporté, à leurs manières, des solutions aux problèmes de l'Allemagne de l'Ouest aussi bien qu'à ceux de l'Europe mais que cette période touche à sa fin. La carte du monde se redessine, tant dans ses configurations politiques, économiques et militaires, et Pfaff invite les Américains et les Européens à redéfinir leurs relations sur de nouvelles bases. Il n'oublie pas l'Union soviétique, en rappelant que les Occidentaux se doivent de trouver des solutions aux problèmes de sécurité de cet empire en plein éclatement, mais se demande ce qui va succéder au léninisme. «La question capitale», écrit-il, «demeure : qu'est-ce qui a commencé ?»

Nationalisme, conflits ethniques en Europe centrale, puissance de la Chine et du Japon, unification européenne, rien n'échappe à cet observateur attentif de la scène internationale. Pour Pfaff, une époque exaltante, mais à bien des égards dangereuse, vient de commencer et tout dépend des réponses qu'on donnera à une foule de «questions auxquelles personne n'a réfléchi depuis quarante ans ... et qui ont été à l'origine de deux guerres mondiales». — *Jocelyn Coulon*

## PARU RÉCEMMENT

### Problèmes militaires et stratégiques contemporains

Raoul Girardet

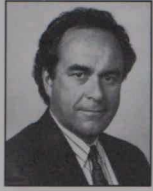
*Éditions Dalloz, Paris, 1989.*  
258 pages, 47,95 \$

■ Voici un ouvrage dont la vocation est de fournir à un public de non spécialistes les éléments premiers d'information nécessaire à la compréhension des grands problèmes militaires de notre temps. Le livre de Girardet se veut objectif, tant dans ses descriptions des doctrines militaires que dans son évaluation des systèmes d'armes, des alliances militaires ou des conflits. □

*Voir l'analyse sommaire d'ouvrages publiés en anglais dans la rubrique Reviews de Peace&Security.*



## LETTRÉ DE HÉBRON PAR JEAN-FRANÇOIS LÉPINE



**L'entrevue terminée, Nader Tamimi est demeuré assis quelque temps derrière le petit bureau où il accueille les clients, au rez-de-chaussée de son atelier de poterie à Hébron.**

Puis, après un silence presque embarrassant, il pointe du doigt un article du journal *Al Fajr*, un quotidien arabe de Jérusalem, ouvert sur la table devant lui : « Tu vois, dit-il, même pour l'Afrique du Sud, la page est tournée; alors pourquoi nous, après vingt-trois ans, sommes-nous pratiquement les seuls au monde à vivre encore sous la domination d'une armée étrangère ? »

C'était le 8 juin dernier; les journaux, ce matin-là, rapportaient que, la veille, le gouvernement sud-africain avait annoncé la levée de l'état d'urgence qui avait permis à la minorité blanche, depuis 1986, d'imposer des couvre-feux dans les banlieues noires, d'arrêter sans mandat et de détenir indéfiniment sans procès. À Hébron, c'est le régime que l'on connaît depuis 1968, en fait, quelques mois à peine après que les troupes israéliennes eurent envahi puis occupé une partie de la Jordanie. En 100 ans, Hébron a connu quatre occupations étrangères : ville millénaire bâtie autour de ce que l'on croit être le tombeau d'Abraham et peuplée de Palestiniens de souche, Hébron a vécu tour à tour sous le joug ottoman, sous le mandat britannique, puis sous la dynastie bédouine des Hussein avant de passer sous la férule israélienne.

Le jour où nous avons rencontré Nader Tamimi, la ville de Hébron ouvrait ses portes après huit jours de couvre-feu strict où personne, sauf les médecins et les ambulanciers, n'avait eu le droit de sortir. Le couvre-feu avait été imposé après que des jeunes Palestiniens eurent affronté les troupes d'occupation israéliennes avec des pierres.

*Le présent article est le premier d'une série de documents que Paix et Sécurité compte publier pour illustrer les nombreux aspects propres au conflit du Moyen-Orient. Ce dernier n'a pas profité de l'amélioration récente du climat dans les relations Est-Ouest et dans d'autres régions du monde. Il semble pertinent de commencer avec un texte de Jean-François Lépine, car il est depuis trois ans une source principale d'information des Canadiens et Canadiennes sur cette partie du monde.*

Dans les rues du centre-ville, l'armée israélienne avait déployé des troupes en alerte : blindés lance-pierres aux croisements stratégiques, soldats armés jusqu'aux dents partout sur les toits et dans les rues, jeeps en patrouille constante. Mais, ce jour-là, rien ne s'est passé; peut-être parce que les chefs de l'*intifada* (la révolte palestinienne) n'avaient donné aucun ordre de « combat », et peut-être surtout parce qu'après huit jours de détention à l'intérieur de leur propre maison, les gens de Hébron avaient des besoins plus pressants que celui de poursuivre la petite guerre quotidienne.

Les autorités israéliennes refusent de divulguer le nombre de soldats – policiers spéciaux, agents secrets,

Abu Nader détient encore un passeport jordanien, même si, en 1988, de guerre lasse, le roi Hussein de Jordanie a renoncé aux territoires occupés par Israël. Mais ce sont les militaires israéliens qui empêchent Abu Nader de visiter sa famille à Amman, et ce, depuis 1985. Le chef de famille de Hébron est victime de pratiques que même des avocats israéliens qualifient de frauduleuses. L'armée, depuis quelques années, exige d'Abu Nader qu'il paye des impôts que personne n'avait perçus à l'époque (parce que l'administration israélienne n'était pas assez sophistiquée) mais que l'administration militaire réclame maintenant.

La plupart des chefs de famille des territoires occupés par Israël ont dû, au cours des dernières années, faire face à cette méthode de taxation. L'administration militaire évalue vos biens et vos revenus, puis elle estime, souvent arbitrairement, que vous auriez dû payer, durant les années où personne ne percevait ces

les autorités font pression sur les notables des villes et des villages pour arrêter la violence, obtenir des renseignements sur les militants de l'*intifada* et procéder à des arrestations. Autant de pratiques (inculpation par association, intimidation, limite aux droits de libre circulation, extorsion) qui sont interdites en vertu des conventions internationales sur les droits de la personne.

Mais à Hébron, comme ailleurs dans les territoires occupés par Israël, tout cela n'est que bêtise routinière en comparaison avec les violences habituelles de cette drôle de guerre. Huit cents tués par l'armée israélienne depuis le début de l'*intifada*, en décembre 1987 et 200 autres morts dans les guerres politiques internes (moins de cinquante citoyens ou militaires israéliens ont été tués au cours de la même période). Des milliers de blessés par balle (surtout parmi les jeunes), souvent handicapés pour la vie. Arrestations quotidiennes : environ 100 000 Palestiniens, selon les données fournies par Israël, auraient été détenus au moins une fois durant l'*intifada*. Une personne arrêtée par famille; de quoi marquer pour toujours toute une population.

En juin dernier, quelques jours après notre visite chez les Tamimi, les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté européenne, réunis à Dublin, ont condamné l'atteinte systématique aux droits fondamentaux dont l'administration militaire israélienne se rend coupable dans les territoires qu'elle occupe illégalement. La Conférence de Dublin enjoignait les autorités israéliennes d'accepter que des observateurs permanents de l'ONU soient affectés à la protection des populations locales contre l'arbitraire de l'armée.

Mais rien ne permet de penser que l'appel de Dublin a été entendu. Au même moment, Itzaak Shamir, chef du Likoud, accédait au pouvoir, cette fois à la tête d'une coalition de tous les partis de droite et d'extrême droite du pays. Après bientôt trois ans de révolte palestinienne, jamais les perspectives d'un règlement pacifique dans les territoires occupés n'avaient été aussi sombres. □

*Jean-François Lépine était correspondant au Moyen-Orient pour les émissions «Le Téléjournal»(SRC) et The National(CBC) depuis 1988.*

**... environ 100 000 Palestiniens, selon les données fournies par Israël, auraient été détenus au moins une fois durant l'*intifada*. Une personne arrêtée par famille; de quoi marquer pour toujours toute une population.**

fonctionnaires, gardiens de camps de détention ou interrogateurs – affectés à la gestion permanente des territoires occupés. L'armée dirige l'administration municipale, adopte ses règlements et décide unilatéralement de l'attribution des permis municipaux. L'armée ferme écoles, hôpitaux et commerces au gré de ses humeurs, régit les moeurs et la circulation automobile.

Les autorités israéliennes prétendent que les conditions présentes résultent des «agressions» subies depuis le début de l'*intifada*. Mais Abu Nader, chef de la famille Tamimi, notable de 68 ans et ancien enseignant devenu commerçant, ne voit pas les choses de la même façon. Depuis 1985, Abu Nader n'a pu quitter Hébron pour se rendre à Amman, en Jordanie, à une centaine de kilomètres de l'autre côté du Jourdain, où la majorité de sa famille habite. Aujourd'hui, les deux villes sont séparées par un monde de division politique et d'agressivité entre Juifs et Arabes.

impôts, des sommes souvent gigantesques. Parce qu'Abu Nader a refusé cet arbitraire, on lui a interdit de se rendre dans sa famille à Amman. Au moment de notre passage, il venait d'obtenir gain de cause devant une cour israélienne qui avait réduit presque à zéro sa «dette fiscale». Mais les autorités militaires lui refusaient toujours le droit de se déplacer librement, parce que certains de ses frères n'avaient pas réglé leur propre dette.

Chaque fois qu'un citoyen des territoires occupés par Israël veut profiter des droits de tout être humain normal – droit de voyager, d'acheter une propriété, de construire une maison, ou même d'enregistrer une nouvelle naissance – il doit obtenir le sceau d'approbation des sept secteurs de l'administration militaire qui régissent ses libertés, dont le département de la sécurité, de la police et des taxes. Avec le «chantage» des permis de toutes sortes,



AUTUMN 1990

doc  
CA1  
EA720  
P27  
EXF  
1990  
Autumn

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E  
3 5036 01029718 5

# PEACE & SECURITY

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures  
OTTAWA

SEP 25 1990

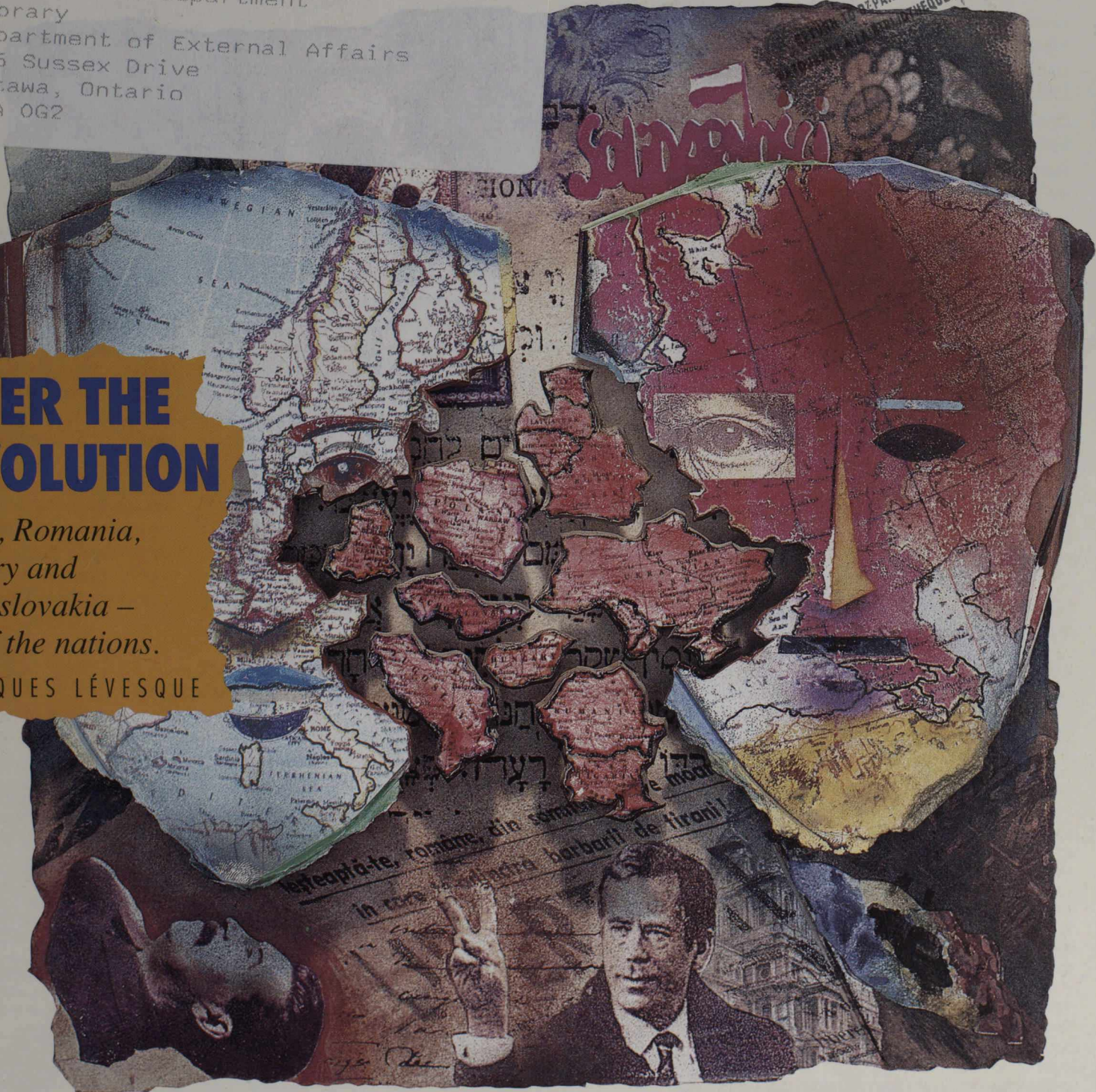
DEPARTMENTAL LIBRARY  
BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

Acquisitions Department 2371  
Library  
Department of External Affairs  
125 Sussex Drive  
Ottawa, Ontario  
K1A 0G2

## AFTER THE REVOLUTION

*Poland, Romania, Hungary and Czechoslovakia – state of the nations.*

BY JACQUES LÉVESQUE



**Shridath Ramphal**  
Ending the Cold War between North and South.

**Robert Bothwell**  
**J.L. Granatstein**  
Pierre Trudeau's last international hurrah.

**David Runnalls**  
Progress on saving the planet.  
**Selig Harrison**  
Showdown over Kashmir.

**Jean-François Lépine**  
Letter from Hebron, life in the occupied territories.

**Bernard Wood**  
On a post-Meech Canada in the world.

*Also in this issue:*



**Editorial Board:**

Nancy Gordon, *Chair*  
David Cox  
Charlotte Gray  
Roger Hill  
Madeleine Poulin

**Editor:**

Michael Bryans

**Associate Editors:**

Hélène Samson, Eva Bild

**French Review Editor:**

Jocelyn Coulon

**Circulation:**

Bradley Feasey

**Word Processing:**

Nancy Coulter

**Translation:**

(except where otherwise indicated)

Denis Bastien, Sagestran Inc.

**Design and Production:**

The Spencer Francey Group

**Printing:**

Somerset Graphics

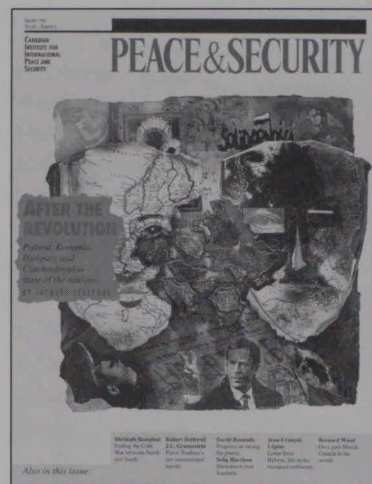
*Peace&Security* is published quarterly to let Canadians know what the Institute is doing and to provide a forum for the full range of Canadian viewpoints of these issues. Opinions expressed in each article are the sole responsibility of the author and do not necessarily represent those of the Institute and its Board of Directors. **Your letters are welcome.**

Text material from *Peace&Security* may be republished in other journals, magazines or other printed media providing express written permission of the Institute is obtained prior to republication, and providing *Peace&Security* is cited as the source. • Illustrations, cartoons, graphics and other accompanying artwork are copyright of the artist and may not be reprinted or reproduced in any form without the express written consent of the Institute and the artist. • Schools, universities and other educational institutions may engage in limited photocopying, mechanical or electronic reproduction of text material from *Peace&Security*. • *Peace&Security* is a member of the Canadian Magazine Publishers Association and is indexed by the *Canadian Periodical Index*. Back issues are available in microform edition from Micromedia Limited, Toronto.

Copyright © 1990  
by the Canadian Institute for  
International Peace and Security.

Second Class Mail Registration No. 7944  
Postage paid in Smiths Falls  
Return postage guaranteed

ISSN 0831-1846



By the time this issue of *Peace&Security* finds its way into readers' hands, warships of the Canadian navy will have arrived in the waters of the Persian Gulf. As I write on 20 August, one of the few certainties about this crisis is that with the sending of battle-ready ships, and with some eight hundred Canadian citizens living in Iraq and Kuwait – all apparently subject to the whims of a government, which, putting aside all other complexities, is the only existing government, we must remember, known to have used nerve gas on its own unarmed citizens – Canada is directly involved. Another, is that the Gulf

confrontation threatens military action with levels of lethality and destruction not seen by Western countries since the Korean war.

Our cover story bears on the post-war period's singular international event – Eastern Europe and the demise of the Cold War. It is immediately evident from Jacques Lévesque's report that something else died in 1990, the very idea of a place called "Eastern Europe" – an eventuality bound to complicate the lives of journalists, academics, policy makers and citizens, because it will now be necessary to take into account seven places not one. The "Eastern Bloc" stands revealed not as a block at all, but rather as separate countries with different histories and aspirations, and as Lévesque underscores, very different futures.

We also present an address given at the Institute by Shridath Ramphal, the out-going Secretary-General of the Commonwealth. Sir Shridath reminds us of the sobering fact that even while East-West cooperation has increased, the North-South dialogue on the structure of the international economy, begun in the seventies, has stalled completely.

The reactivation of "meaningful, structured" talks between North and South on the world economy is exactly what is envisaged by David Runnalls in "Saving Earth's Atmosphere." The Third World now has considerable bargaining power with the West when it comes to deciding how to minimize and adapt to imminent global climate change. Runnalls sketches for us the agendas of and strategies behind these negotiations.

While the world watches the Persian Gulf and waits, another local conflict with terrifying implications plays itself out in the mountain valleys of Kashmir. Selig Harrison sorts through the complex of conflicting national, religious and tribal interests at the heart of this centuries-old dispute.

And from a new book on the foreign policies of Pierre Trudeau by J.L. Granatstein and Robert Bothwell, we present an excerpt on the 1983 "peace initiative." Regardless of one's judgement of this period, it is of considerable interest to this Institute since in a very important way, the legislation to create the Canadian Institute for International Peace and Security grew directly from those diplomatic efforts.

– Michael Bryans

**Canadian  
Institute for  
International  
Peace and  
Security**

360 Albert Street  
Suite 900  
Ottawa, Ontario  
Canada K1R 7X7  
Telephone (613) 990-1593  
Fax (613) 563-0894

**Chief Executive Officer:**  
Bernard Wood  
**Board of Directors:**  
David Braide, *Chairman*  
Beatrice Bazar  
Lincoln Bloomfield  
Orest Cochkanoff  
Francine Fournier  
Edward Greene  
Claude Julien  
Reginald Lane  
Judith Padua  
Eleonor Powell  
Mary Simon  
Bernard Wood

The Canadian Institute for International Peace and Security was created by an act of the Parliament of Canada in 1984 to increase knowledge and understanding of the issues relating to international peace and security from a Canadian perspective. The Institute does not advocate policy positions, nor is it part of the government decision-making apparatus. The Institute is a Crown Corporation. Members of its Board of Directors are appointed by the Government of Canada after consultation with all recognized parties in the House of Commons. These provisions help to ensure the independence of the Institute.

**NEW INSTITUTE  
PUBLICATIONS  
IN THE  
LAST QUARTER**

**Surviving the Nuclear Age**, a bibliography on nuclear weapons, arms control and disarmament for the year 1987, by Ron Purver and Jutta Paczulla, May 1990.  
**Canada and International Peace and Security, a bibliography 1985-1989**, June 1990, \$15.00  
**Peace and Security Thesaurus**, June 1990, \$10.00  
**The Control of Chemical and Biological Weapons (CBW): Strengthening International Verification and Compliance**, Summary of a Conference, Toronto, 4-5 April 1989, by Dianne DeMille, Working Paper 25, July 1990, 72 pages.

*Other Publications From the Institute include:*  
*Occasional Papers • Background Papers • Working Papers • Factsheets • Annual Guide to Canadian Policies • Director's Annual Review • Institute's Annual Report.*

**Canada et sous-marins. Technologie et politique**, by Bernard Goulard, Working Paper 24, June 1990, 58 pages.  
**The Case for a United Nations Verification Agency**, by A. Walter Dorn, Working Paper 26, July 1990, 41 pages.  
**East-West Relations in Transition: Towards a New European Order**, Excerpts from a Report of the Strategic Assessment Group of Experts to CIIPS, Working Paper 27, July 1990.  
**Annual Report 1989-90.**

*Use the tear-out card in this issue to obtain more information about these and other Institute publications.*



## CONTENTS

- 
- 2 **EASTERN EUROPE AFTER THE REVOLUTION** BY JACQUES LÉVESQUE  
*Poland, Romania, Hungary and Czechoslovakia – state of the nations.*
- 
- 6 **NEIGHBOURHOOD VALUES FOR A COMMON FUTURE**  
BY SHRIDATH RAMPHAL *The outgoing Secretary-General of the Commonwealth surveys the “cold war” between North and South.*
- 
- 8 **SHOWDOWN IN KASHMIR** BY SELIG S. HARRISON  
*A long-simmering dispute on the Indian sub-continent raises the distinct possibility of nuclear confrontation.*
- 
- 10 **PIERRE TRUDEAU’S LAST HURRAH**  
BY J.L. GRANATSTEIN AND ROBERT BOTHWELL  
*The 1983 “Peace Initiative” under the historian’s microscope.*
- 
- 12 **SAVING EARTH’S ATMOSPHERE** BY DAVID RUNNALLS  
*The strategy and hardball politics behind the effort to rescue the atmosphere – a progress report.*
- 
- 24 **LETTER FROM HEBRON** BY JEAN-FRANÇOIS LÉPINE  
*Harsh realities of daily life amidst one of the most intractable and dangerous conflicts in the world.*
- 

■ **Jacques Lévesque** is Professor of Political Science at the Université du Québec à Montréal; **Shridath Ramphal** is out-going Secretary-General of the Commonwealth; **Selig S. Harrison** is Senior Associate at the Carnegie Endowment for International Peace in Washington and former South Asia Bureau Chief for the *Washington Post*; **Robert Bothwell** is Professor of History at the University of Toronto; **J.L. Granatstein** is Professor of History at York University; **David Runnalls** is Director of the Sustainable Development Programme at the Institute for Research on Public Policy in Ottawa; **Jean-François Lépine** is out-going Middle-East correspondent for Société Radio-Canada’s *Téléjournal* and CBC Television’s *The National*.

- 
- |  |  |
|--|--|
| 5 FROM THE DIRECTOR                    | 18 REPORT FROM THE HILL                          |
| 14 DIRECTORY TO INSTITUTE PUBLICATIONS | 19 REPORT FROM THE SECURITY COUNCIL              |
| 16 ARMS CONTROL DIGEST                 | 20 NEWS FROM THE INSTITUTE/LETTERS TO THE EDITOR |
| 17 DEFENCE NOTES                       | 22 REVIEWS                                       |
-



**T**HE YEAR 1989 WAS A TIME OF REVOLUTIONARY EUPHORIA IN EASTERN EUROPE, BUT THE DAYS FOLLOWING a revolution are rarely easy. This has been especially true for most of the East bloc countries. Democracy, the prize most cherished by the social movements in each of these nations, remains fragile, its future far from everywhere assured.

In a 1989 Canadian interview, Professor Bronislaw Geremek, a Polish politician and leader of the parliamentary group that came out of the Solidarity labour movement, rightly pointed out that even if several countries had made the transition from dictatorship to democracy, none had yet made it while moving from a centrally planned economy to a market-oriented one. The problems and risks and challenges are of a completely new order.

Almost everywhere in Eastern Europe, the backlash created by the wave of revolutions has seen foundering Communist parties pulling down with them not only the political and economic model of Stalinist socialism, but indeed the whole idea of democratic socialism, or even social democracy. Maximum privatization and the supremacy of the law of supply and demand have become the order of the day. Among the great majority of Eastern European intellectuals, most of whom are ex-Communists, one senses the emergence of a new

orthodoxy (replacing the old one) which advocates an extreme economic liberalism and is regarded as a universal panacea.

Those who support this radical liberalism are well aware that the complete adoption of the rule of market forces, and a rapid integration of Eastern European economies into the world market, can only worsen their situation in the short term by creating runaway inflation and causing hundreds of factories to shut down. These enterprises are unaccustomed to competition and unable to adapt, and the result will be widespread unemployment and considerable social injustice. Yet the defenders of this policy consider it the inevitable price that must be paid, maintaining that there is no other way and that things will soon change for the better.

HERE, BRIEFLY, IS HOW THE SITUATION APPEARED IN FOUR EASTERN EUROPEAN nations I visited in April and May of this year. It seems reasonable to begin with Poland, since it is home to the oldest non-Communist government, dating from September 1989. Poland has also been the quickest to implement a completely free-market system, so clear-cut results are already evident and several possible political consequences are beginning to emerge.

According to official Polish government statistics, the standard of living for the average Polish family dropped forty percent in a five-month period – from September 1989 to March 1990.<sup>1</sup> The figure is striking, especially since the standard of living in Poland had already declined significantly since the beginning of the decade. The recent

dramatic deterioration has been particularly noticeable since January 1990. The easing of almost all price controls brought the rate of inflation in that month to an annual rate of more than one thousand percent.

At the beginning of the summer, there were some 350,000 unemployed, a relatively small number for a country with a population of thirty-seven million. However, if the figure seems low, it is because a large share of the unemployment has been absorbed “collectively,” if you will. Here is how it worked. The shock therapy administered to the Polish economy from January onwards led to a severe recession that saw many companies reduce their total production by twenty-five to fifty percent. Instead of extensive layoffs, workers agreed together to reduced working hours for everyone. It is clear that this situation cannot continue for any length of time and that a genuine restructuring of industries must take place. Most Polish economists expect a sizeable wave of unemployment in the second half of 1990.

IT IS ABSOLUTELY REMARKABLE THAT IN SPITE OF EVERYTHING THE MAZOWIECKI GOVERNMENT HAS BEEN ABLE UP to now to retain an impressive popular standing, a legitimacy so great that the Communist party's successor has not dared to break openly with it. Popular discontent is mounting, however. At the beginning of January, the government promised an economic improvement over the following six months. The deadline is past, and rather than an improvement, there is good reason to expect a decline.

For several months now, Lech Walesa has been finding it increasingly difficult to contain the dissatisfaction among his followers and to suppress the numerous strikes that have cropped up on the local level. This shaky situation, along with his own personal ambitions, explains the still embryonic war that he has begun to wage against the government, a government that was formed by his own advisors and, for all intents and purposes, appointed by him.

Because of the tarnished reputation of the former Communist party, there is no real left-wing option in Poland. The party has tried to get back into favour by calling itself the Social Democracy Party of the

# EASTERN EUROPE AFTER THE REVOLUTION

*For Eastern European countries last year's euphoria has given way to harsh economic and political reality.*

BY  
JACQUES  
LÉVESQUE



J.W. Stewart



Polish Republic, a move bound to contribute further to the ill-repute into which the whole idea of social democracy has fallen. This limits the choice even more, leaving the door open for an extreme right-wing regime that could replace the present government.

Walesa is currently attempting to outbid his opponents by taking a populist, nationalist, and authoritarian stance. On the eve of the Solidarity congress where he was easily reelected president, he had begun to criticize "his" government, accusing it of "dragging its feet" and calling for "speedier reforms." He was basically referring to the elimination of Communists – or rather, former Communists, since there has been a mass exodus from the party as well as from its successor – who still hold a large number of important posts at various levels of the administration and in state-owned companies. Under the present conditions, a Communist witch-hunt could be a political ploy to divert attention from Poland's economic and social woes. The consequences could be far-reaching, since almost all of the Polish intelligentsia, including most of Solidarity's advisors, have been Communists at one time or another.

The president of Solidarity is now accusing intellectuals of having betrayed him, his tone becoming increasingly hostile. Last May he declared: "I allowed myself to be taken in by the intellectuals. I believed too much in the Polish intellectuals and followed their advice. They misled me."<sup>2</sup> Contrary to what the Polish government hoped for, Walesa asked for the complete withdrawal of Soviet troops from Poland. In March he affirmed his intention of running for the presidency of the country and has since called for an early election.

It is clear from all this that he sees himself as a new Pilsudski.<sup>3</sup> In any case, he remains a national hero in Poland, and if he decided to encourage a general strike, which in the present state of affairs would assume considerable magnitude, he could quite easily bring down the government.



IT IS IN ROMANIA, WHERE ECONOMIC CONDITIONS are catastrophic compared with those of Poland, that the future appears most dismal. I was shocked when I returned there. Romanians' standard of living has fallen to the level experienced by Soviets in the early 1960s. One can say without fear of exaggeration that Ceausescu's ruthless dictatorship and megalomania have reduced the country to an economic, political, and cultural wasteland.

It is exactly these conditions that account for the great paradox of Romania compared to other Eastern European countries. The fact is that the successor to the Romanian Communist party, the National Salvation Front, has been able not only to stay in power, but also to win the May 1990 presidential elections with an unprecedented eighty-nine percent majority, when much more reformist parties in Poland and Hungary were routed.

Over the last few years, repression in Romania has been so severe that in contrast with that in other Eastern bloc countries, no opposition group with any real structure has been able to operate or even make an appearance. There were no political options at hand. It was for this reason that a small group of several former Ceausescu supporters, as well as a few others co-opted at the last minute, was able to seize power in circumstances that remain mysterious.

The events of December 1989 have the character of both a genuine people's revolt and a coup d'état. It was the spontaneous uprising in Timisoara between 15 and 20 December, and in Bucharest a few days later, that initiated Ceausescu's downfall. But it was precisely because they were spontaneous reactions, without organized political direction of

any kind, that Ion Iliescu's group was able to seize power by striking a political compromise with the army, the terms of which are still unknown.

Contrary to initial accounts, it was quickly established that it was not the *Securitate* – the political police – but the army that opened fire on the crowds in Timisoara and Bucharest, the day before Ceausescu's flight. Only at the very end, with the intensification of the popular uprising, did the army turn against the dictator. The main purpose of the grotesque and hastily organized trial, at the end of which Ceausescu was promptly executed for "genocide," was to blame him for everything, to prevent him from speaking, and to play down the army's role in the repression. General Stanculescu, one of the trial's organizers, was allegedly responsible for the crackdown at Timisoara. The most complete recorded version of the trial was cut at the very moment when Ceausescu, having denied giving the order to open fire at Timisoara, was getting ready to point the finger.

Ion Iliescu and several of those in his circle, such as Silviu Brucan and Petre Roman, are surely well intentioned and truly want to see a democratic Romania. They are in danger, however, of being considerably hampered not only by the army and the state machinery, but also by the political apparatus of the former regime. Just as Ceausescu's execution permitted his government to escape trial, banning the Communist party served a similar purpose. The party disappeared in name only, and since it had no real political organization of its own, the new National Salvation Front took over the apparatus the outlawed party maintained throughout the country.

EVEN BEFORE CEAUSESCU'S FALL, HIDDEN CONFLICTS EXISTED AMONG various factions in his regime, especially between the *Securitate* and the army. There were clear indications of this during the events of December and several disturbing incidents have still not been cleared up. We now know that the mass grave "discovered" near Timisoara was a complete fabrication, with "stitched together" bodies transported there from hospital dissecting rooms and morgues. We still do not know who masterminded the operation nor whom it was supposed to discredit. In the days following Ceausescu's overthrow sixty thousand were reported dead throughout Romania. In fact the number was closer to six hundred.

Just an error in counting? The most farfetched rumours continue to circulate in Bucharest. There are those who maintain that someone (who?) tried deliberately to create panic and disorder while the difficult negotiations of setting up the new government were carried out. Nevertheless, it seems that Iliescu must come to terms with forces he barely controls. As a result of the army's refusal to suppress the rioters, in June, he was forced to call on the miners, who, flanked by political organizers from the old Communist party, exceeded their "mandate" – most obviously by arresting leaders of the new political groupings.

Given the underdeveloped political culture in Romania, making Ceausescu take the blame for all the country's ills seems to have largely succeeded as far as the National Salvation Front is concerned. Yet this is not the only reason for its overwhelming election victory. After Ceausescu was eliminated, opposition parties were put together very hastily. The major established parties, such as the re-formed National Peasants Party and National Liberal Party, have for the most part remained empty shells. Their respective leaders, Ratiu and Campeanu, candidates who ran against Iliescu for the presidency, had not lived in the country for many years (thirty-five in Ratiu's case and fifteen in Campeanu's). They had little credibility, and their parties, active mainly in Bucharest, had not penetrated much beyond the capital into the more remote parts of a country still controlled by former party cadres now siding with the Front.

What's more, during the time it was acting as an interim government, the Front adopted "vote-getting" methods of a cynical Western kind. While continuing price controls, it appreciably increased workers' salaries and made Saturday a paid holiday, even though the state obviously had no means of paying for such initiatives. In addition, the Front >



government imported great quantities of consumer goods, even though the effect on the standard of living would have been marginal. Ceausescu had virtually eliminated the country's foreign debt, while these measures increased it by \$2 billion between January and May alone.

Clearly, things cannot continue in this fashion for much longer. The Front has promised a cautious transition towards a market economy: according to its spokesmen, it aims at privatizing seventy percent of industry. But room to manoeuvre is not just tight, it is practically non-existent. The Romanian economy is teetering on the brink of disaster. Given the already appalling standard of living of the population as well as its newly raised expectations, spontaneous strikes and uprisings could easily become commonplace. One cannot rule out the country's sinking into chaos or adopting a military dictatorship.



HUNGARY'S SITUATION IS BETTER IN ALL RESPECTS than Romania's, and from several points of view, better than Poland's. Arising from the spring's elections is a genuine political pluralism. The coalition government installed in May is dominated by the Hungarian Democratic Forum, which won almost twenty-five percent of the vote with nearly twenty-

two percent going to its nearest rival, the Alliance of Free Democrats – still part of the opposition.

The Alliance of Free Democrats was the creation of the first dissident intellectuals. It is a party of an extremely hard-line and uncompromising political and economic liberalism – typically Jacobin in character. It sees itself as resolutely modern, anti-nationalist, and internationalist. For example, it considers the issue of Hungarians in Transylvania to be a problem of human rights and the proper subject of international discussion rather than the concern of the Hungarian government. The Hungarian Democratic Forum, on the other hand, is both pro-nationalist and closer to Hungarian political traditions. Tinged with populism, it has been wrongly accused by its chief opponent of anti-semitism. On socio-economic questions it claimed in the beginning to represent a "third way." But under election pressure from the Free Democrats and, according to them, in order to win the confidence of international financial institutions, the Democratic Forum has gradually adopted an economic programme that is hardly distinguishable from that of its rival.

Among all the Eastern European countries, Hungary is undoubtedly the best position to make an easy transition to a market economy. Having been better prepared, the ground is much more receptive. Since the end of the 1960s, Prime Minister Kadar's government, by far the most "liberal" in the region, has put numerous market mechanisms into place. The formation of industrial and state economic structures has long been a product of this school and they are both used to operating under a regime where real competition – admittedly often of a limited sort – existed between various economic units.

In Poland as well as in Hungary, economists close to the government maintain that it is not loans from foreign governments they need so much as direct foreign investments, whether for new projects or for purchasing state-owned industries. Poles consider the progress so far to be very unsatisfactory. Over the last year, foreign investments in Poland came to an estimated \$300 million. During the same period, while it still had a Communist government, Hungary received \$700 million. Even if one sees this latter figure as completely inadequate as well, it does nevertheless show that the state of the economic foundations and infrastructure is still better in Hungary than in Poland.

DESPITE THESE ADVANTAGES, HUNGARY'S PER CAPITA FOREIGN DEBT IS THE highest in the region and the change to a market economy will require considerable sacrifices on the part of the population. In fact, as one of the leaders of the Democratic Forum observed, the new Hungarian gov-

ernment does not have even half the popularity of the Polish administration – a legitimacy enabling it to impose such sacrifices. In conditions like these, the Hungarian government might have been tempted to strengthen unity and solidarity by putting more weight on the nationalist option. But this would carry with it some serious problems on the international level.

During the election campaign, the Democratic Forum spoke of a Hungarian nation of fourteen million people and proclaimed itself defender and champion. In reality, there are 10.6 million Hungarians in Hungary itself. So in fact, the Forum was referring to the 2.5 million Hungarians in Transylvania (a figure still open to dispute), to 500,000 others in Slovakia, and to a few hundred thousand who live in Yugoslavia.

It's with Romania that the problem could become most acute. In January, after the fall of Ceausescu and with the opening of the Romanian borders, whole busloads of militants from the Democratic Forum were sent into Transylvania to support and mobilize Hungarians, an action that heightened tensions between the two countries. For the past few months, some two hundred Hungarian refugees have been leaving Romania for Hungary every day – a figure higher, proportionally, than the number of East German refugees last summer. The Hungarian government suspects its Romanian counterpart of favouring this exodus in order to rid itself of a problem. One intellectual, an advisor to the Hungarian government and otherwise fairly moderate, told us in Budapest: "If this is really a deliberate Romanian policy, we will accept the refugees, but we will insist that they bring their land with them." Obviously, it has not yet come to that.



IN CONCLUDING WITH CZECHOSLOVAKIA, WE can end on a much more optimistic note. The economic and political conditions there are the best in Eastern Europe, the standard of living is higher than anywhere else, and foreign debt negligible. As a result, the government has more room to manoeuvre in making a gradual transition to a market economy. Perhaps precisely for that reason, views on economic liberalism are less doctrinaire than in Poland or even Hungary. President Havel's economic advisors envisage a mixed economy emphasizing the private sector.

The relative absence of sectarianism and dogmatism is also fundamental to the country's political culture, which is marked by a high level of tolerance. There is no evidence of the anti-semitism that is resurfacing to varying degrees in Poland, Hungary, and Romania. Resentment against the Communists exists, of course, but there is less of an urge for revenge and the settling of scores. Czechoslovakia was, between the wars, the only Eastern bloc country to live under a genuine democracy, an experience that has left a deep impression.

Czechoslovakia, like its neighbours, will have difficult problems to solve. The environment has been seriously damaged. Modernizing its industrial equipment, as well as bringing its economy up to Western European levels – where it was before the Second World War – will be expensive. The latent issue of Slovak nationalism is coming to the fore once again, and could in the end compromise the future of the federation. But Czechoslovakia appears to have all the assets it needs to meet these challenges. □

1. See "Downhill," *Gazeta International*, no. 17, 1990, p. 9.

2. See *New York Times*, 10 May 1990, p. A13.

3. *Jozef Pilsudski (1867–1935), a Polish national hero in the newly independent state of Poland after World War One. He was at various times a revolutionary, Commander-in-Chief of the Polish Army, and head of state.*

Translation by Marcia Rodriguez.



## FROM THE DIRECTOR

### "MYTHS" AND REALITIES OF A POST-MEECH CANADA IN THE WORLD

WHETHER OR NOT they originally favoured the Meech Lake prescription, all thoughtful Canadians are now bracing themselves for some basic changes in the Canadian *status quo*. Internationally, too, the "peaceable king-

dom" has attracted unusual attention and concern, beginning with mystification on the part of foreigners that such a blessed and benign people as Canadians could get themselves into such a rancorous mess in the first place.

Few Canadians realize that in an imperfect world this country has long been admired as one of the world's most successful models for managing plural societies and mixed economies. For this reason, the perceived danger of a failure of the Canadian experiment causes deep international concern. This is especially so at a time when the management of such complex societies is coming to the fore as a priority challenge around the world.

As we think and talk through our future directions, all Canadians need to see themselves in this international mirror. For all the differences and frictions we are so intimately aware of, in global perspective the reservoir and habits of tolerance in this country are still very deep, and our advantages for the tasks of management are immense. This broader perspective is a vital antidote to the climate of feckless introspection and self-indulgent gloom fostered by the bitterness of the Meech process.

THIS NEGATIVISM HAS BEEN FED BY SOME WHO have long been hostile to Canada anyway, and by others who have been shaken to the point of asking whether we have, or have ever had, the necessary unifying myths to forge a common identity and pursue common purposes. Some of this debate was spurred by William Thorsell's essay in the April *Report on Business*, where he claimed to strip bare our myths about the monarchy, the two founding peoples, the mixed economy, the "kinder gentler nation," and the role as "helpful fixer in international affairs."

Like some other debates in Canada in recent months, the discussion on myths has got somewhat out of hand, with a failure to recognize that no people's myths are ever entirely true — they are evolving combinations of past lega-

cies, present ideals and future aspirations. In all of this, too little attention has been paid to the issue of Canada's international identity. Thorsell, for his part, produced no evidence for the alleged hollowness of Canada's activist international tradition; he seemed simply to assume that since the world has changed, our role must have diminished — he got it absolutely wrong.

Only the most myopic of Canadians can fail to appreciate the dramatic changes taking place in the world and the impact they will have on all our lives in what Barbara Ward recognized, as long ago as 1967, as "the first international nation." For Canada to help shape these changes is crucial. Our foreign policy serves to protect our interests and project our values, and even though we have diversity in both, it is often in the wider world that we find a true perspective on just how much Canadians have in common.

AT THE PURELY PERSONAL LEVEL, MOST Canadians travelling anywhere in the world have had the agreeable surprise of finding an especially warm welcome afforded their passport and nationality. None of us should think this welcome is a mere quirk, or the hold-over of some popular nostalgia abroad. In a classic survey of foreign policy elites in other countries some years ago, Professors Peyton Lyon and Brian Tomlin found Canada classed with countries which are (in order of frequency mentioned): "generous"; "peace-promoters"; "modest"; "principled or moral"; and "internationalist." Canada was *contrasted* most with countries which are: "selfish or unresponsive"; "irrational"; "ideological"; "expansionist or violent"; and "isolationist."

Is this favourable Canadian image derived merely from Canada's distance and irrelevance to major world events? Once again, such a boundlessly self-sceptical question could probably leap only to a Canadian mind — and that, too, is one of our positive traits in a world not marked by modesty. In fact, Canada has the seventh largest economy in the world and the seventh largest share of trade — no one does business on that scale without being tested.

For those abroad who follow world affairs, it is less surprising than it is to most Canadians that we are the world's fourth largest voluntary contributor to the United Nations system, the seventh largest donor of foreign aid, and, inci-

dentally, we rank twelfth in the world in total military expenditure. These investments give Canada real credibility and significant influence among a widening community of nations, in which issues are becoming more diverse and influence more diffuse.

For a decade at least, it has often been Canada (the smallest of the G-7 powers at the Western Summit table) which worked to bridge the differences among those powers, and between them and many other outside countries. Canadian leaders have done so on issues of North-South relations, Southern Africa, Third World debt, and the environment. And in doing so only Canada can claim the insights which come from active membership in the Commonwealth, Francophone and inter-American communities.

CANADA PLAYED ITS FULL PART IN THE Helsinki process which helped bring an end to the Cold War. In fact, European and international security will now call much more for involvement in verification activities to ensure security at much lower levels of armaments and in conflict management, conflict resolution and peacekeeping. Canada has long been Number One in the world in this type of work. As illustrated most recently by our pivotal role in resolving conflict in Namibia and Central America, Canadians probably have a greater share than any other people in the 1988 Nobel Prize awarded to the "blue berets" of UN Peacekeeping.

In the 1982 Presidential address to the Canadian Political Science Association on the subject of "The Political Culture of Canadian Foreign Policy," Professor Denis Stairs showed brilliantly how the special Canadian contribution to the world draws upon an understanding at home of the constancy of "conflicts rooted in diversity," and thus the need for flexibility, moderation, and give and take. The qualities to be avoided in international life also mirror those to be avoided at home: dogmatism; and the valuing of emotion over reason, the symbolic over the real. "To be governed thus," he stated "is to be denied the ability to perceive conflict as a matter of competing interests rather than irreconcilable absolutes, and hence to be deprived of both the will and the capacity to bargain, to trade, to find satisfaction in middle ground."

We do indeed have our myths, and some of them are vital, compelling and the envy of the world. □

— BERNARD WOOD



# NEIGHBOURHOOD VALUES FOR A COMMON FUTURE

*Even as East and West join hands, North and South, rich and poor, remain in the depths of their own Cold War.*

BY SHRIDATH S. RAMPHAL

IT IS INTRIGUING THAT ONE OF THE MOST APT DESCRIPTIONS OF OUR world, as we prepare for the third millennium, is that of the medieval poet Langland who described his world as he knew it as "a field full of folk." We know it now to be a much larger field and there are many billion more folk in it than Langland ever dreamt of. Yet, the description holds; indeed, it is closer to our present perceptions than it has been for many an era.

That field of folk is our human neighbourhood: our global village. We continue, it is true, to act more in response to the lure of materialism than the claims of humanity. We live most of our lives with yesterday's images of far away places with strange sounding names only to be reminded with increasing frequency that our genius has made our planet small and that our own survival requires that we care and share it better than we have done. Today both ethical and practical considerations compel us to put otherness behind us and acknowledge that our humanity is inseparable. And all this presses upon us as we hurtle towards the 21st century with mixed emotions of confusion and excitement, of great hope and some panic.

But the auguries are auspicious; certainly compared to say five years ago. 1985 was a dire time. The Soviet Union was entrenched in Afghanistan. The Gulf War ground on. Namibia was occupied, and its border lands were still killing fields. There was relentless repression, not talk of reform, in *apartheid* South Africa. A dead hand lay across Eastern Europe; Vaclav Havel was a dissident, not a president. And there were grave doubts over the whole future for international cooperation. There was no valid basis for assuming the existence of an ethic of multilateralism; the spirit guiding superpower decision-making was certainly not an ethos of internationalism.

But, fortunately, that ethos lingered among people, and especially among young people who understood instinctively the global community they shared. Everywhere, people were making manifest, wherever the right of dissent existed – but also, whenever they could, in places where that right was denied – their sense that they were being led to disaster. We were moved out of complacency by both mass demonstrations and the heroism of lone voices, like those of Andrei Sakharov and Nelson Mandela. The question asked by the tapestry hanging in St. James's Church in London – woven by one of the Sisters of Soweto – "How Long?" has been answered with respect to Mandela's captivity; and with regard to an end to *apartheid* itself, the answer is surely: "Not long now."

THE CLIMATE FOR MULTILATERALISM AND FOR INTERNATIONALISM HAS improved with the improvement of relations between the superpowers; this could be the true end of the post-war era – the beginning of a new age of enlightenment. But human values are about people and how they live day-to-day. Our global neighbourhood – like any other neighbourhood – is about life at the street level, not the penthouse. We would be guilty of Panglossian optimism if we ignored these large realities.

When we set out to consider the state of the world, we must be clear of what world we speak. Is it, for example, the one-quarter world that is developed and materially prosperous, or is it the other three-quarters that exists on the margins of prosperity and progress? But even if we answer in rejection of a world of separate worlds, a question remains: the world as seen through whose eyes? The eyes of strategic planners of West or East? The eyes of stockbrokers in New York or Tokyo; the eyes of farmers in the paddy fields of Bangladesh; the eyes of many who will not see or others who look as through a glass darkly? The viewpoint profoundly colours judgements on values, particularly neighbourhood values, and to a substantial extent determines whether living by them will remain an illusion or is capable of fulfilment.

MY ASSERTION IS THAT THIS IS INDEED ONE WORLD, UNEVEN AND DISPARATE but integral nonetheless. Our closely knit, interlinked human society is a contemporary reality, however much the instincts of yesterday recall us to old nationalisms and summon up the adversary habits of crude sovereignty. What interdependence means in the global context is that we all need each other. Neither rich nor poor, West nor East, has the option to go it alone. Our shrinking world really holds no human sanctuaries. There are no shelters that insulate anyone, anywhere, from disease, from poverty, from nuclear holocaust, from environmental collapse. The concept of jurisdiction, increasingly, has meaning mainly for lawyers.

In Commonwealth countries like Canada whose precious inheritance is the common law – it is recognized in law that we all owe a duty of care to our neighbour, a duty to act in a reasonable way to avoid injury to him or her. Today, that duty of care is imposing new imperatives – the duty of care we owe is to all the world's people who are our neighbours now. The nature of that duty, the notion of what is reasonable conduct in relation to others, is known intuitively by ordinary people the world over. We must, in a new, more enlightened internationalism, provide conceptual space for these realities; we need to develop new precepts of rights and duties as relevant to our time as any formulated in an earlier era. We need the rule of enforceable law between nations if human society is to live by global neighbourhood values.

But to assert what we need is to acknowledge what we lack. For all of humankind's rich catalogue of achievements, this world remains a dangerous enigma: advanced in some ways, yet primitive in others; a combination of genius and perversity that may yet cause it to self-destruct – less now with a bang than a whimper. Contrasting elements of variety and oneness have been age-old features of human society. But today they contend with a special fierceness; and this contention seems destined to constitute a great struggle of ideas which will replace the clash of ideologies that has dominated so much of the 20th century. Let me try to illustrate these preoccupations of the years ahead by looking awhile at "democracy" and "freedom."

Many will assert that the most dramatic and exciting aspect of our changing times is the compulsion towards democracy, the demand for freedom; and so it is. In China, in 1989, through the miracle of the communications revolution which has helped to make the world an intimate



human neighbourhood, the young people of Tiananmen Square who called for freedom were calling to us all, in words that could have been those of our own sons and daughters, refusing to accept for their generation denials of freedom deriving from an era which has ended. They were asserting democracy as a universal right and appealing to worldwide human solidarity.

In a number of countries, part of the dramatic change is a new enthusiasm for the market economy – for the Western way of doing things – because it represents, in contrast to the experience of the collectivist model, a way of getting things done. That does not surprise those of us who come from the Third World; for before Eastern Europe and the Soviet Union, many Third World countries had already come to terms with the marketplace. But it has been a lesson of bitter experience that the marketplace is anything but magical and can, indeed, be a heartless environment. It is to be hoped that the new leaders in Central and Eastern Europe will recognise that capitalism, like socialism, needs a human face.

IT IS AN INDICTMENT OF OUR COMMON HUMANITY that today, despite massive achievements, our primal reach for freedom is still not everywhere satisfied. All too often this is because of an almost unbelievable capacity to withhold from fellow human beings the freedoms we most cherish for ourselves, and to inflict on them the most horrendous injustices when they demand them as being theirs of right. And mixed up with some movements for freedom, implicit in some of them, is the instinct for separateness; an emphasis on ethnicity, on narrow nationalisms, on tribalisms of one kind or another, a fashion even for fundamentalism. The cry of freedom could herald the breakup of societies in ways we have not yet begun to contemplate.

Last night – respecting the constraint on outsiders not to meddle, but fulfilling, I hope, the duty of friends and family not to stay silent when danger threatens – I ventured to give expression to some thoughts on current problems here in Canada. I reminded the Royal Commonwealth Society how much the Commonwealth cares for Canada which has made the Commonwealth strong and respected; how much the world cares for Canada which has made the world a better place by being Canada. I said that the wholeness of Canada, its multi-cultural ethic, its national integrity (territorial and otherwise) are not just national assets but international ones as well; that one Canada is itself a “distinct society” whose preservation is important to the world; that both the Commonwealth and the wider world will be diminished if your affairs go awry; that what is at stake has implications for us all.

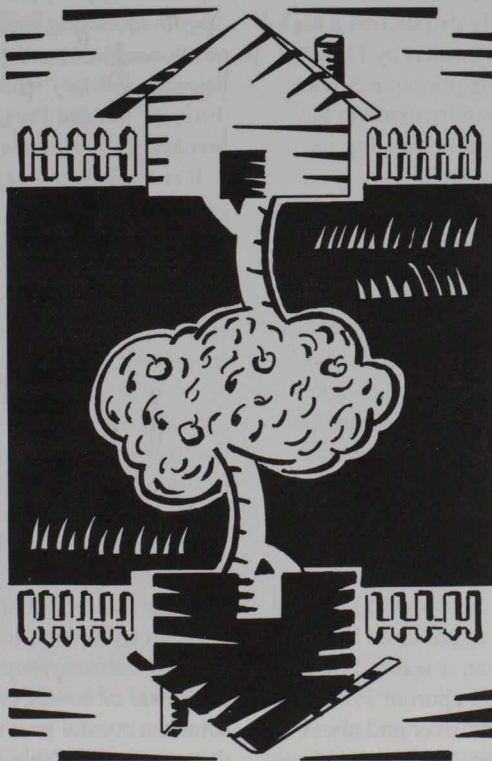
Today, I want to add this: whatever the arguments, or even the agreements to disagree – they must surely all be within the parameters of one Canada. There is no principle of self-determination that leads inexorably to national dismemberment; decolonisation was another matter altogether. Self-determination there meant freedom from external domination. That concept has no application within established nations. Autonomy, devolution, federalism, pluralism of all kinds; forms of economic, social, cultural and political self-expression that we are yet to devise; are the pathways of self-determination within nations. They do not violate borders; they do not diminish the nation’s territorial integrity. The right of self-determination of all Canadians – like all Guyanese, all Indians, all Russians, all Papua New Guineans, all Yugoslavs, all South Africans – is not a right to cease to be Canadian or to make Canada cease to be. This is not new doctrine. You have for years lived by it and

become stronger and nobler for it. Long may you continue to do so – for Canada, and for all plural societies.

BUT THERE IS A FURTHER POINT: WE ARE SURELY TAKING TOO LONG TO acknowledge that we simply have to trim the edges of sovereignty and move to the rule of enforceable law worldwide if we are to save ourselves. There is urgent need for bold spirits to articulate an ethic of human survival and for us to develop global responses to the challenges of today that fill out the internationalist vision glimpsed by the victors back in 1945 when the UN was established.

Peace and security were at the centre of that vision. For peace between the superpowers, for avoidance of an apocalyptic war between them, the prospects are the best for many years. But that is not the end of the matter. We agree readily that peace is more than the absence of war; but are we really ready as a human society to turn our swords into ploughshares? At the level of every human being, but even at a national level, security cannot in any real sense be said to exist in a condition of chronic deprivation.

Poverty itself is insecurity. It is insecurity for the individual because of the fear of hunger, disease, and early death that afflicts the hundreds of millions who live on the margins of existence in subsistence agriculture and in urban slums. It is insecurity for the nation because of the lack of control over unstable and adverse external elements in commodity and capital markets; the inability to afford basic public expenditures, the dependence on external financial assistance with its attendant conditionalities; and the inequality of bargaining power which affects external economic relationships. In North-South relations we are still in the midst of the equivalent of the “Cold War.” There was no meaningful, structured dialogue between North and South on the world economy throughout the 1980s.



Benjie Eisenstein

WE RECOGNIZE THAT A NATIONAL SOCIETY CANNOT be at peace if power, privilege and prosperity are the prerogatives of only a few. Why do we think our world society can be at peace when

such disparities prevail within it? Far more people today suffer from economic rather than military insecurity: those who die prematurely and others whose lives are blighted by the same deprivations and deformities that go hand in hand with military conflict. Even if we use the crude reckoning of war, the conclusions are staggering. Over a period of five years, the ravages of poverty and under-development account for a minimum of thirty-five million lives and countless shortened and unfulfilled lives. For the poor, it is always war-time.

The relaxation of East-West tensions has surely created a window of opportunity for us to respond to interdependencies through change in many fields, and advance towards a world that respects our inseparable humanity: one in which there must be a better opportunity for development and for a resumption of the dialogue on cooperation – a better opportunity for global solidarity. There is a path opening before us – an ethical path to human survival, an alternative way forward, through strengthening collective processes and discovering new ways of dealing with problems in cooperative not adversarial terms; a more democratic world with more enlightened global governance. □

*On his last visit to the capital city of a Commonwealth nation as Secretary-General of the Commonwealth, Shridath Ramphal delivered a speech at the Institute for Peace and Security in Ottawa on 5 June. This article is an excerpt from that address.*



# SHOWDOWN IN KASHMIR

*A fourth Indo-Pakistan war would probably start over the long-disputed territory of Kashmir, and be fought with nuclear weapons.*

BY SELIG S. HARRISON

**O**N 15 MAY 1990, AMID MOUNTING CONCERN OVER A SOUTH Asian nuclear war, President Bush suddenly dispatched a high-level mission to India and Pakistan. It was headed by Deputy National Security Adviser Robert Gates, his principal Soviet affairs specialist, then in Moscow, who was instructed to abandon his preparations for the impending Bush-Gorbachev summit meeting in order to proceed immediately to Islamabad and New Delhi.

What precipitated the Gates mission at a time so inconvenient for the White House were satellite photos from the National Security Agency suggesting that Pakistan, alarmed by Indian troop movements it regarded as threatening, might be preparing for a preemptive attack. Some of the photos showed unusual traffic from Islamabad's nuclear development facility at Kahuta to airfields where American-built, nuclear-capable F-16 aircraft are based. Four months after the Gates mission, there is still a serious danger of a fourth Indo-Pakistan war. But the possibility of an imminent explosion appears to have receded, partly as a result of timely intervention by Gates in Islamabad and subsequently by Soviet diplomats in New Delhi.

American leverage is much greater in Pakistan than in India because the US has long been Islamabad's major military supplier. Washington gave the Ayub Khan regime \$1.2 billion in military hardware during the Fifties in the name of deterring Soviet and Chinese aggression. When this weaponry was used against India in the 1965 war, it was cut off. But another \$1.5 billion in military assistance was agreed upon in 1981 as the price for Pakistani cooperation in the Afghan war, over and above \$2 billion in aid channeled through Islamabad for the Afghan resistance between 1980 and 1989. Then in 1986, Washington added \$1.4 billion more, which has continued to flow since the Soviet withdrawal from Afghanistan.

According to American and Pakistani officials, Gates served notice that the US would cut off aid, spare parts, and ammunition in the event of a war, as it did in 1965. More important, he warned that the administration might even suspend or terminate aid, short of a conflict, unless Islamabad's Interservices Intelligence Directorate stopped its support for Muslim insurgents in the Indian-held Kashmir Valley.

IT WAS PAKISTAN THAT PRECIPITATED THE PRESENT CRISIS BY PROVIDING funds, training and escalating supplies of weaponry to the Kashmir insurgency, inflaming Hindu chauvinist demands in India for an all-out military response. L.K. Advani, leader of the powerful Hindu nationalist faction in Prime Minister V.P. Singh's governing coalition, said that Pakistan would "cease to exist" if another war broke out. To be sure, Indian insensitivity to legitimate Kashmiri grievances over the past four decades led to the rise of the insurgency. But the problem was manageable for New Delhi until Islamabad's Intelligence Directorate began supplying Kalashnikov rifles, rocket launchers, mortars and other weapons from US Afghan aid stockpiles beginning in 1988.

To back up his warning, Gates pointed out that the administration has a variety of legal avenues readily available for cutting off aid. Congress has made military assistance conditional on an annual presidential certi-

fication that Pakistan does not "possess" a nuclear weapon. Every year, despite mounting evidence to the contrary, the White House has hitherto swallowed hard and given its go-ahead for continued aid. Gates told Pakistan military leaders that certification was becoming "increasingly difficult" for the President, adding that anti-terrorist laws could also be invoked as a rationale for suspending or terminating military aid.

It is now clear that the level of Pakistani support for the Kashmir guerrillas has sharply dropped off in the months since the Gates visit. India, for its part, has moderated its rhetoric and has pulled back some of its border forces in response to Soviet as well as American pressures. Although New Delhi has developed a significant military-industrial complex in recent years, it is still heavily dependent on Moscow for spare parts for Soviet military equipment, especially its MiG aircraft.

FOREIGN MINISTER SHEVARDNADZE CAUTIONED SECRETARY OF STATE Baker in their Bonn meeting in June that any overt Soviet-American collusion in cutting off arms deliveries would merely exacerbate nationalist passions in India and Pakistan alike. However, while not directly threatening a cutoff, he said, Moscow had used strong words in New Delhi, and India was well aware that the Soviet Union could find excuses for slowing down critical arms deliveries in the event of a conflict.

Apart from American pressure, two other factors have helped to dampen Pakistani support for the Kashmir insurgent movement. One is a renewal of covert Indian support for separatists in Pakistan's key southern coastal province of Sind, designed to show that two can play at the same game. New Delhi suspended its support for the Sindhi groups two years ago in the hope that Pakistan would stop fuelling insurgent movements in the Punjab and Kashmir. But when Pakistani involvement in Kashmir escalated last year, India revived its operations in Sind, signalling its readiness to back off if Islamabad cooled it in Kashmir.

An even more significant factor that may help to prevent intensification of the fighting in Kashmir is a split between the Intelligence Directorate and the strongest insurgent group, the Liberation Front, which advocates Kashmiri independence. Until recently, the Directorate has been supporting both the Front and the Hezbe Islami, a coalition of Islamic fundamentalist factions favouring accession to Pakistan. But a simmering conflict between the Front and its Pakistani mentors has now burst into the open. Islamabad has consistently opposed the idea of an independent Kashmir, insisting on a United Nations plebiscite that would give all Kashmiris a choice between joining India or Pakistan. The state has been divided into Indian- and Pakistani-administered sectors since a ceasefire line was demarcated following the first Indo-Pakistan war over Kashmir in 1948.

Prime Minister Benazir Bhutto said in May that independence could trigger "Balkanization" of the subcontinent by stimulating similar demands for autonomy or independence by other minorities in both countries. Behind this position lies a strategic concern that creation of an independent Kashmir would cut off Pakistani access to China. The



Front demands that the projected new state encompass not only Indian-held areas of Kashmir but also the Pakistan-occupied areas of Azad Kashmir, Gilgit, Hunza and Baltistan, as well as pockets of territory ceded by Pakistan to Beijing. Half of Pakistan's hydroelectric generating capacity and the headwaters of the Chenab, one of its major rivers, would lie within the new entity. Moreover, the creation of an independent, Muslim-majority Kashmir would invalidate Pakistan's own *raison d'être* as the homeland for the subcontinent's Muslims, a rationale already undermined by the Indian-supported secession of Bangladesh.

Although Pakistan insists that any aid to Kashmir comes from private, not governmental sources, the Front exposed the Islamabad connection in a detailed attack on 26 April, stating that the insurgency was directed from Azad Kashmir by "Brigadier Imtiaz," chief of the Intelligence Directorate's "Cell No. 202." Reaffirming its goal of "an independent Greater Kashmir," the Front declared that "anyone who allows himself to be used by the Pakistani intelligence authorities for promoting their own narrow purpose of bringing all of Kashmiri territory under their control, would be looked upon as a traitor by the Kashmiri people."

The Intelligence Directorate, manned by fundamentalist officers installed during the regime of the late Pakistani president Mohammed Zia Ul-Haq, helped to build up the Liberation Front in the mistaken belief that Hezbe Islami would dominate a unified insurgent movement and would force the Front to shelve the independence demand. Kashmir, in this perspective, would be engulfed by the fundamentalist wave already spreading in the Middle East and nearby Soviet Central Asia.

Still embittered over the loss of Bangladesh, many Pakistani leaders saw in Kashmir a low-risk opportunity to get even with their more powerful neighbour. Acquisition of the nuclear option and a continuing flow of American weaponry induced a mood of heady confidence. On visits to Islamabad in July 1988, and October 1989, I was repeatedly assured that India would not launch a general counter-attack in re-sponse to subversion in Kashmir, as it did in 1965, because Islamabad's nuclear deterrent had made such a course too dangerous.

TO THE SURPRISE AND DISMAY OF THE INTELLIGENCE DIRECTORATE, THE Liberation Front is now stronger than the Hezbe Islami. Islamic fundamentalism is a recent implant in Kashmir, claiming a fervently dedicated but limited band of adherents. The Front makes a much broader and deeper appeal to the historically-rooted aspiration for autonomy in the Kashmir Valley, a mountain-bound region with its own language and a strong sense of separate identity. Long before their current struggle against absorption by Hindu-majority India, Kashmir Valley Muslims have resisted incorporation by Muslim rulers, notably the Mogul Emperor Akbar in 1586 and Ahmad Shah of Afghanistan two centuries later.

India granted nominal, limited autonomy to its sector of Kashmir in 1950 under a special constitutional provision but promptly nullified this provision in practice. Kashmiri leaders who have attempted to exercise autonomy have been either jailed or replaced by corrupt local opportunists willing to accept Indian dictation. Adding insult to injury, India has spent little on the economic development of the state.

Relations between New Delhi and Kashmir are complicated by the fact that the state is an artificial conglomeration inherited from the British period. The Muslim-majority Valley is lumped together with Hindu-majority Jammu and Buddhist Ladakh, each of which has sizeable Muslim minorities. Autonomy would place the Jammu Hindus

under Muslim dominance, and to avoid this fate, they have frequently enlisted the support of Hindu nationalists in other parts of India to block autonomy moves.

For India, one possible way out of the present impasse might be to split the state, integrating Jammu and Ladakh with the Indian Union while giving an autonomous Kashmir Valley special confederated status within the Indian defence and foreign policy sphere. Such a strategy, accompanied by large-scale economic developments, might well win over significant elements of the Liberation Front who recognize the futility of the independence objective in the face of combined Indian and Pakistani resistance. At present, however, Prime Minister Singh, constrained by his hard-line Hindu coalition partners, shows no sign of moving in this direction. Indian policy is to crush the insurgency militarily before pursuing a political solution.

India, like Pakistan, sees control of its part of strategically located Kashmir as militarily vital and fears that autonomy there would set a precedent for demands by others. The controversy in India over what to do in Kashmir is part of an ongoing debate over whether the entire Indian federal system, with its linguistically-defined provincial boundaries, should be more decentralized.

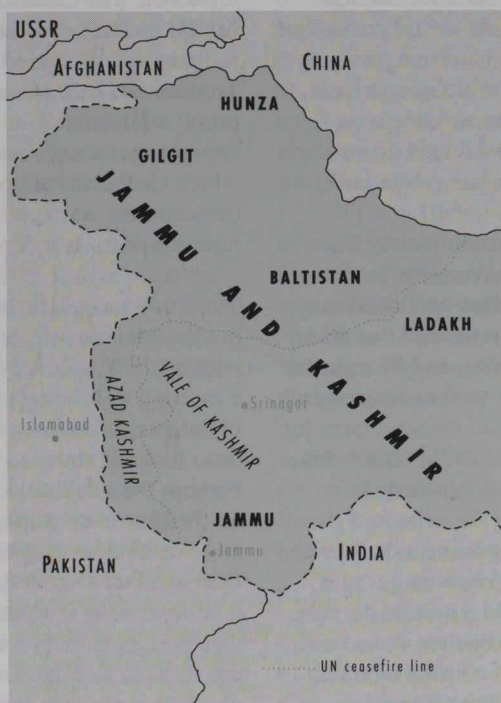
THIS DEBATE IS DIRECTLY LINKED TO THE SENSITIVE problem of Hindu-Muslim relations in India. Contrary to the widespread image in the West, the 1947 partition of the subcontinent did not produce a tidy division in which Pakistan got all of the Muslims and India, all of the Hindus. India has ninety million Muslims, nearly as many as Pakistan. Nominally, India is a secular state, but the secular principle is under attack from the Hindu right. Advocates of secularism fear that an autonomous, Muslim-majority Kashmir Valley would end up seeking independence or accession to Pakistan, thus exposing Muslims in other parts of India to continuing attack as potential traitors.

While important in itself, Kashmir has become the focus of a broader unresolved struggle,

going back more than seven centuries, between the Hindu majority and the Muslim minority in South Asia. Invading Muslim armies conquered perennially feuding Hindu kingdoms and gradually established a series of strong dynasties culminating in the Mogul Empire.

For the Hindu right, independence from Britain was a chance to dominate the subcontinent at last. Partition was a trauma, and it was accepted reluctantly on the assumption that Pakistan would become a deferential junior partner within an Indian sphere of influence. Indian leaders did not bargain for the Cold War and the inflated power that Pakistan would acquire through three decades of American military aid. Above all, they did not foresee a nuclear-armed Pakistan. As the Hindu right grows ever more powerful in India, pressures are likely to intensify for a showdown before Islamabad perfects an operational nuclear capability with sophisticated delivery systems. The growth of Hindu nationalism is accelerated, in turn, by the increasing assertiveness of Islamic fundamentalist leaders in Pakistan and their military allies following the dismissal of Benazir Bhutto in August.

For the foreseeable future, the prospect of a nuclear war is marginal barring major political convulsions in New Delhi or Islamabad. But by the same token, the unprecedented process of political instability and decay now developing on both sides of the border make long-term scenarios of nuclear Armageddon all too credible. □





# PIERRE TRUDEAU'S LAST HURRAH

*In a new book on the impact of the Trudeau years on Canadian foreign policy, two historians take a harsh view of the 1983 "peace initiative."*

BY J.L. GRANATSTEIN AND ROBERT BOTHWELL

**T**HE AMERICAN PUBLIC AND ADMINISTRATION WERE IN A PARTICULARLY jingoistic mood in late 1983. The Grenada invasion, botched though it was in its military implementation, had been trumpeted as a sign of a new resurgence of pride in the military, patriotism, and the old American virtues. The propaganda tomtoms were beating furiously to hail the virtues of the Strategic Defense Initiative (popularly known as "Star Wars"), announced by President Reagan (without consultation with his allies or even with the State Department) in a TV address in March 1983, as a way to protect America completely from nuclear attack. While few took SDI seriously in the West, the Soviets had been greatly alarmed. In Washington, the president continued to ride high in the opinion polls, many of his advisers remained true believers in the necessity to grapple with the communists, and Trudeau, a proponent of Canadian equidistance, inevitably was seen as suspiciously soft on the Soviets.

A Pentagon official recalled that when he heard of the initiative, his response was, "Oh God, Trudeau's at it again." But why worry, he added, if Trudeau had no influence on other people? An officer of the National Security Council noted that "there was no predilection here to alter [Trudeau's] lack of influence." And Lawrence Eagleburger, the third-ranking official of the Department of State, told a private dinner party a week before Trudeau arrived in Washington that the Canadian's peace efforts resembled nothing so much as those of a leftist high on pot. Eagleburger was thought to be one of the more "pro-Canadian" officials in the State Department, which made that slap all the more stinging – and outrageous.

IN THESE UNPROFITIOUS CIRCUMSTANCES, HOW TRUDEAU PRESENTED HIS case to Reagan was obviously critical. Some of his advisers insisted that the prime minister say precisely the same things he had said to other leaders. But the ambassador to Washington, Allan Gotlieb, urged Trudeau to appeal directly and personally to Reagan on the high ground. The prime minister agreed and handled himself well. Realizing that he was approaching from the margin, he took the softest of soft lines. As the Gwyns [Richard and Sandra, writing in *Saturday Night*, May 1984] reconstructed it, Trudeau had said: "Mr. President, your intentions are good and I agree with them wholly. You are a man of peace. You want peace through strength. Because of your policies, the U.S. has regained its strength and self-confidence. But, Mr. President, your message is not getting through. The people think you want strength for its own sake, and that you are ready to accept the risks of war. That must change, Mr. President. You must communicate what you truly believe in." At least one American present felt offended by this approach, even if Reagan was not. Trudeau, he remembered, "took a condescending view of the President as a simpleton in international affairs." Instead, "that hour was a tutorial for Trudeau on superpower politics. We never heard much more about the initiative."

Reagan emerged from the White House after the meeting to wish Trudeau "Godspeed," a phrase that struck many Canadians as dismissive and patronizing and as an indication of Canada's – and Trudeau's –

influence. The Canadian was important enough to be treated politely, but his message was not. Still, for whatever reason, the president's militant rhetoric toned down slightly in the weeks that followed, and Trudeau and other Canadians clung to that as a positive result of the prime minister's visit. Even some Canadian officials in Washington who thought the initiative nothing other than "a form of local madness to which Canadians are prone" believed that Trudeau had cooled the president's perfervid expressions of anti-communism. To no one's surprise, however, very few American officials appeared to agree.

THE TRUDEAU INITIATIVE PAUSED FOR A MONTH OVER THE CHRISTMAS holiday and into the new year. In the middle of January, the prime minister met UN Secretary-General Pérez de Cuellar to urge him to convene a meeting of the five nuclear powers, a request that met no action. Later in the month, with Andropov still ill and unable to receive visitors, Trudeau took his show on the road once more, this time to Eastern Europe. Perhaps the satellites, known to be troubled by Soviet missile deployment on their territory and by the slow pace of negotiation between Moscow and Washington, might have more freedom to act if the Soviet leadership was incapacitated, or so Trudeau was said to feel. As one official working on the initiative put it, "If there was no one home in the USSR, then you went to the satellites." That at least was the motivation behind the visits to Czechoslovakia, East Germany, and Romania, the first two of which were sites for Soviet SS-20 intermediate-range missiles. The Czechs called the initiative "useful and correct," but denounced the Americans for deploying cruise missiles in Europe. The East Germans, pleased that Trudeau was the first NATO leader to visit East Berlin, pledged their support. President Ceausescu of Romania, the most independent-minded of satellite leaders, hailed Trudeau's efforts for peace, even though the prime minister generally hewed close to the NATO line in his seven hours of conversations with the Bucharest leader. \*

After his return to Ottawa, Trudeau wrapped up the peace initiative – and declared victory – in a speech in the House on 9 February. In this speech, the prime minister suggested "ten principles of a common bond between East and West," a new decalogue that had been put together by Ivan Head, then the president of the International Development Research Centre.

The prime minister reiterated that his goal had remained the one he had announced in October at Guelph: to change the trend line of crisis. There had been, he believed, some small successes in Reagan's cooled rhetoric, in the Soviet return to the MBFR talks, in the meeting between Shultz and Gromyko at Stockholm. In any case, Trudeau concluded on the highest note possible by saying that "Canada and Canadians ... saw the crisis; that we did act; that we took risks; that we were loyal to our friends and open with our adversaries; that we lived up to our ideals;

*\*Romania was in economic crisis with food and electricity shortages in 1984 (and after) and a leadership that heaped praise on itself. The current joke in Bucharest asked why Romanians were like penguins. The answer: because they live in the cold, eat no meat and clap all the time.*



and that we have done what we could to lift the shadow of war." The prime minister's initiative was endorsed by opposition leader Brian Mulroney and NDP leader Ed Broadbent, striking testimony to the popular support Trudeau's efforts had received in Canada.

Though apparently concluded, the initiative had one last gasp remaining. Within days of Trudeau's address to parliament, Soviet leader Andropov finally expired and Trudeau jetted to Moscow for the funeral and, with luck, a meeting with Konstantin Chernenko, the new general secretary and a man whose health was little better than Andropov's had been. Trudeau got his thirty-five minutes, and used them to tell Chernenko that there was now a window of opportunity for accommodation between East and West. The dour Gromyko, present at the talks, responded bleakly that the West had to put something in the window if relations were to improve. Although the prime minister emerged from the meeting to claim that the initiative had received another jolt of political energy, there was room for doubt. Chernenko, desperately ill, could take only the most cautious steps in the direction of détente. And Robert Ford, long-time ambassador in Moscow, delivered a damning assessment two years later. Trudeau's "peace initiative was a total absurdity," Ford told the *Globe and Mail*, "and the Russians just laughed at it." Trudeau had no leverage in Washington and "no corresponding clout in Moscow ... he had no credit in the banks of either place."

The prime minister had one final crack at his allies when he attended the summit meeting in London in his last days in office and helped secure a communiqué that called for "security and the lowest possible level of forces." Trudeau had a shouting match with Reagan, telling the president "you have to do more" to promote détente. That led the usually unflappable (or comatose) president to pound the table and shout, "Damn it, Pierre, what the hell can I do to get those guys back to the table!" The source for that story, Patrick Gossage noted sourly, was "a well-detailed U.S. briefing."

PERHAPS FORD'S WAS THE PROPER ASSESSMENT OF THE WHOLE OF Trudeau's failed crusade or "world walkabout," as some sneered at it. Somehow, although he had been in power for sixteen years and a participant in NATO, Commonwealth, and summit meetings, Trudeau seemed not to understand how great power relations worked. Convinced of his intellectual powers and in no way immune from vanity, Trudeau naively continued to believe in the power of words and ideas, to believe that reason could dislodge the strenuous pursuit of self-interest by great powers, and to believe in his own star. He was and remained an adventurer in ideas, certain that he could persuade other leaders to join him in personal involvement in altering the nuclear threat. But for all his brilliance, he could not grasp why the Soviets and Americans were unwilling to take any risks for peace. Nor could he understand the American and Russian disinclination to allow smaller states to get in their way. In addition, as a believer in equidistance and a respecter of the superpowers' spheres of influence, Trudeau suffered from what his critics saw as an apparent unwillingness or inability to distinguish between the superpowers. Andropov's Russia was infinitely worse than the United States, even Reagan's United States, but Trudeau often seemed unable to make the distinction.

As important, Canada simply did not have the standing and power to

make such an ambitious effort. Canada was a small country, despite its citizens' puffed-up view of its power and influence. If Canadian foreign policy had had influence in the past, and it had, that was because of the unusual global situation that had followed the Second World War, not because of any fundamental shift in power. In other words, once the ravages of war had been repaired, Canada sank back to its normal place in the centre of the third rank. Only a near-Great Power could have had a chance of success in a peace initiative in the 1980s – and only if the preparations and plans had been carefully prepared well in advance.

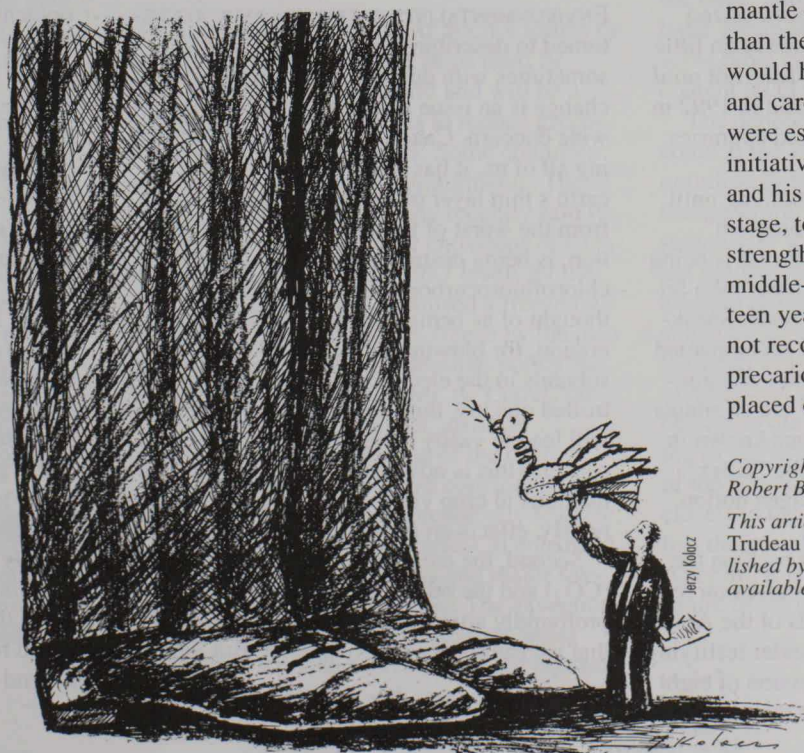
That was not true of the Trudeau initiative. Inevitably, given Trudeau's sporadic interest in foreign policy, his unilateral initiative had been hurriedly cobbled together. Some of its ideas, notably the five-power meeting, were non-starters – "one of the worst ideas in arms control produced in modern times," one senior Canadian ambassador called it. And no effort had been made to build support for the initiative through patient low-level diplomatic discussions. Without that, success was virtually impossible. The result was that at times Trudeau seemed to be flying around the world, desperately trying to be received by national leaders. If he got in the door, he was listened to politely enough, but his message, satirized by one Canadian official as "let's love one another," left glazed eyes. On balance, this official concluded, the effect had been to diminish Trudeau – and his nation.

STILL, TRUDEAU HAD BEEN RIGHT TO TRY, AND NOT ONLY BECAUSE THE Canadian public overwhelmingly supported his efforts (and realistically expected little to come of them). The world was in crisis, and Soviet-American relations were so bad that war seemed to be a possibility. Someone had to speak out, and Trudeau took the risk. Whether or not the prime minister could claim the credit, the upward spiral of tension did ease. Leaders like Kohl in West Germany and Craxi in Italy began to press their allies towards accommodation, Thatcher in Britain eased off on her hard line, and Reagan became less interested in painting the Soviet Union as an "evil empire" than in beginning to talk to it. Trudeau had taken the risks, and he deserved some of the credit.

There was a definite irony here, however, most notably for those who seek consistency in their leaders' deeds and thinking. Trudeau at the end of his career had clearly resumed his assault on the entrenched positions of the Cold War, an effort he had earlier abandoned after his cuts in the Canadian NATO contingent in 1969. Moreover, he had turned himself into a helpful fixer. The prime minister who in 1968 had attacked Lester Pearson's style and role was, by 1983–4, trying to don the Pearsonian mantle – and probably with less success than the original. Pearson certainly would have realized that preparation and careful lower-level negotiation were essential first stages to any peace initiative. Mike Pearson had his vanity and his desire to shine on the world stage, to be sure, but he also knew the strengths, weaknesses, and potential of middle-power diplomacy. Despite sixteen years in office, Trudeau still did not recognize the limitations that living precariously in a superpowers' world placed on his country. □

Copyright © 1990 by J.L. Granatstein and Robert Bothwell.

This article is an excerpt from *Pirouette: Pierre Trudeau and Canadian Foreign Policy*, published by University of Toronto Press, and available in bookstores for \$35.00.





# SAVING EARTH'S ATMOSPHERE

*A progress report on the complex strategy and hardball politics behind the international effort to rescue the atmosphere*

BY DAVID RUNNALLS

---

THE EARTH'S ATMOSPHERE IS BEING CHANGED AT AN UNPRECEDENTED RATE BY POLLUTANTS RESULTING FROM HUMAN ACTIVITIES, INEFFICIENT AND WASTEFUL FOSSIL FUEL USE, AND THE EFFECTS OF RAPID POPULATION GROWTH IN MANY REGIONS. THESE CHANGES REPRESENT A MAJOR THREAT TO INTERNATIONAL SECURITY AND ARE ALREADY HAVING HARMFUL CONSEQUENCES OVER MANY PARTS OF THE GLOBE.

---

THESE ALARMING WORDS, READERS MAY recall, were part of the statement of the Changing Atmosphere Conference, hosted by the Canadian Government, in Toronto immediately after the 1988 economic summit. Some three hundred senior scientists and politicians convened for sober discussion of the implications of changes in the earth's climate, decided to "outgreen" Greenpeace.

But is the remarkable consensus that developed at the Toronto Conference beginning to fray at the edges? Hardly a day goes by without some new group of boffins claiming that no global warming has taken place, or citing some exotic study of Antarctic ice cores or remote sensing data to challenge the basic assumptions. These debates have been seized upon by those politicians who wish to do little or nothing about the problem, at least not until the spate of elections due to be held in 1992 in a number of Western industrialized countries has passed.

The old American cry of "do nothing until research tells us more about the problem" which so frustrated action on acid rain is being heard once again, most recently from John Sununu, the White House Chief of Staff. Speaking at one of the briefings which accompanied the Houston economic summit, he even summoned up one of the other hoary old chestnuts of the Reagan presidency – the one known in the White House press corps as the "killer tree" theory after the famous Reagan notion that trees cause pollution.

But when the curtain is pulled back on the scientific debates, one critical observation remains unchallenged. In the words of the American climatologist Stephen Schneider testifying before an unprecedented joint session of eight committees of Parliament earlier this year:

"... while legitimate uncertainty remains, and will continue to remain for decades over precisely where and when changes will occur, the vast bulk of responsible experts believe that we have a substantial chance of unprecedented change." This view was reinforced by the recent report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. The IPCC represents a consensus of some of the world's leading scientists. Their conclusions were that emissions of the so-called "greenhouse gases," if left uncontrolled, would result in global mean temperature increases of up to three degrees Celsius and sea level rises of up to three-quarters of a metre by the end of the next century.

ENVIRONMENTALISTS HAVE LONG BEEN ACCUSTOMED to describing problems as "global," sometimes with dubious accuracy. But climate change is an issue that is of genuinely worldwide concern. Caused by all of us and affecting all of us, it has two aspects. First, the earth's thin layer of ozone which protects us from the worst of the sun's ultra-violet radiation, is being destroyed by the emission of chlorofluorocarbons (CFCs), previously thought of as benign chemicals used for refrigeration, for blowing insulating foam, and as solvents in the electronics industry. If not controlled quickly, this erosion of the ozone layer will lead to vastly increased numbers of skin cancers (this is now beginning to happen), reductions in crop yields, and perhaps most ominously, effects on the human immune system.

Second, the emission of carbon dioxide (CO<sub>2</sub>) and the other greenhouse gases may profoundly alter the earth's climate in ways that we cannot accurately predict. But, in the

words of our sober Toronto participants: "Such high rates of change would be sufficiently disruptive that no country would likely benefit in toto from climate change." The poorer countries of the Third World, with the least resilience, are likely to fare very badly as their already fragile agricultural sectors are buffeted by changes in rainfall patterns and growing seasons, or as large portions of their coastal areas, along with valuable infrastructure and industrial investments, are threatened with inundation. As populations continue to grow and the climate begins to change, the world is bound to experience more conflicts over resources that will make today's Middle East water disputes or the floods of environmental refugees that already dominate parts of Africa, seem routine.

If the effects of climate change are global, so are its causes. The overwhelming majority of the greenhouse gases emitted as a result of development (i.e. industrialization) are emitted by the developed countries. The US alone contributes some twenty percent of man-made greenhouse gases. The remainder of the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD) countries together contribute twenty percent while Eastern Europe and the Soviet Union chip in an additional one-fifth. Yet the developing countries are not without blame. When all greenhouse gas emissions (including those from deforestation and agricultural development) are added together, Brazil, China and India become the third, fourth and fifth largest producers.

THERE IS COMMON AGREEMENT THAT THE FIRST step in combatting climate change must be to eliminate the production and use of CFCs. Not only are they damaging to the ozone layer, they are among the most potent of the greenhouse gases, accounting for up to thirty percent of the total for industrialized countries. There has been substantial progress in this area already – Canada opened the batting on this issue in 1987, by hosting the meeting which led to the Montreal protocol. This agreement called for a halt to the production of CFCs by the end of the century. Before the ink was dry



on the pact, it became evident that this was inadequate. The hole in the ozone layer was still growing and an additional hole had been identified over the Arctic.

This led the new green Margaret Thatcher to convene two meetings in London to strengthen the protocol. The first was held in February of last year, and agreed on the need to speed up the timetable. This meeting was followed by a conference in Helsinki which identified a the critical need for some form of burden sharing, if the large developing countries, such as India and China, were to sign the document. Both of these countries have plans to spread the use of refrigerators, at least so that each village has a capacity for the safe storage of medical supplies. Why, they ask, should they cut back on these plans because of ozone depletion caused almost entirely by the developed countries? Why should they pay five or six times the price for less efficient CFC substitutes?

This led to a proposal at the second London meeting in June of this year for the creation of a fund to ease the transition away from CFCs in the developing world. The fund was initially resisted by the White House, which feared the precedent that might be created for a much larger fund to deal with global warming. After considerable arm twisting by the other industrialized powers, the US agreed to go along with a level of US \$240 million for the first three years. If China and India signed the protocol, as it appears certain they will, the fund would rise to approximately \$320 million.

FOR THE FIRST THREE YEARS, THE FUND WILL BE used mainly for assessing the needs of developing countries. After that period, it will help finance the acquisition of the technology to use (and perhaps to produce) the CFC substitutes, the halochlorofluorocarbons (HCFCs), whose use is thought to be less hazardous to the ozone layer, although they remain fierce greenhouse gases. Some have criticized this arrangement on the grounds that the technical experts involved in the discussions tend overwhelmingly to be experts on chemicals and not on refrigeration, and therefore have neglected the potential for other refrigerants such as propane or butane which do not contribute to global warming. Nevertheless, the London meeting represents an enormous step forward in responding to the special needs of developing countries.

The success of the ozone negotiations opens the door to progress on the far more difficult question of global warming. The Toronto Conference recommended a cut in CO<sub>2</sub> emissions of twenty percent by the year 2005, leading to



Michael McTrilline

an eventual stabilization of CO<sub>2</sub> in the atmosphere. The latter would require a cut of at least fifty percent in current levels of fossil fuel combustion. Even if draconian measures were taken by the developed industrialized countries to reduce their greenhouse gas emissions, the planned massive expansion of coal-fired electricity production by India and China would wipe out these gains – two hundred coal-burning generating stations are planned by China alone.

This gives developing countries a good deal of leverage in the formulation of the so-called global bargain, or more accurately, as Jim MacNeill of the Institute for Research on Public Policy points out, a series of small bargains leading up to a larger one. And as the preparations for the 1992 United Nations Conference on Environment and Development to be held in Brazil have shown, the Third World intends to use that leverage to bring attention to its priority issues of trade, debt and the need for economic growth in exchange for action on climate change.

THE AGENDA FOR ARRIVING AT SUCH A SERIES OF deals is now clear. The first steps must be taken by the developed world and will be a series of unilateral decisions to reduce greenhouse gas (GHG) emissions. Some countries have already made such commitments. The Federal Republic of Germany recently said it would reduce West German emissions of CO<sub>2</sub> by twenty-five percent of 1987 levels by the year 2005. The UK has promised a freeze by that date and the Japanese, a freeze by the turn of the century. Although Canadian policy has been muddied on this point, Mr. de Cotret, the acting Environment minister, also has promised a freeze by the end of the century.

All of these countries have concluded that not only are these policies technically feasible, but in most cases, they will result in enhanced international competitiveness and major savings in expenditures on energy. The exception is the US where, in his post-Houston press conference, a petulant President Bush equated controlling emissions with causing massive job

losses. None of the other leaders agreed with him.

The second part of the bargain is creating arrangements to allow developing countries to pursue more sustainable forms of development of the kind that would provide jobs and incomes for the poor without massively increasing their GHG emissions. These would include easier terms of technology transfer for non-polluting technologies; debt relief, perhaps in the form of debt-for-nature swaps that would provide substantial sums of money for reforestation programs to soak up some of the atmospheric carbon; and finally, it

must include the establishment of the very kind of fund which the Bush administration feared when it agreed to the CFC fund in London.

This new fund would need to be quite large by traditional international standards – US \$20 to 40 billion annually, according to Dutch estimates – but small when compared with world arms expenditure. It appears that a start had been made on a US \$2.5 billion fund at Houston, but German Chancellor Kohl, its main advocate, was unable to persuade his host to go along.

THERE ARE PLENTY OF FORA TO ACCOMMODATE this process. November will see the convening of the World Climate Conference in Geneva. A “framework convention” on climate change could be discussed at that time. The argument here is between those who, like the Germans, favour a convention with specific commitments for the limitation of greenhouse gases and arrangements for technology transfers, and those who are arguing for an “empty shell” containing a general commitment to deal with the issue, and to work out the details later. The latter group seems to be led by the US, but some other countries may also hold this view, content to let the Americans take the blame.

The denouement of this issue may well come at the 1992 Brazil Conference when the optimists hope to have a convention opened for signature. Whether the convention has substance may well be a function of whether or not the Houston summit has signalled the long awaited change in economic power relationships. Chancellor Kohl, and to a lesser extent, the other European leaders, seem determined to make real progress on the issue of climate change in the near future. It would be interesting to see what would happen if six members of the summit, perhaps led by Canada as the closest to the United States, decided to establish the initial \$2.5 billion fund on their own. After all, it is not a lot of money when the future of the planet may be at stake. □



## A DIRECTORY TO INSTITUTE PUBLICATIONS

The Institute produces several different types of publications, each filling a particular need.

### OCCASIONAL PAPERS

These monographs aim for scholarly excellence and policy relevance.

### BACKGROUND PAPERS

Written in a non-academic style. Provide timely analysis of major events and emerging issues.

### WORKING PAPERS

Designed for rapid distribution. Summarize the results of research work-in-progress or the proceedings of conferences.

### FACTSHEETS

Intended mainly for secondary schools. Provide short synopses of current issues and their historical contexts.

### THE GUIDE

An annual sourcebook on Canada's peace and security policies. Presents background information, along with government and Parliamentary comment, on major issues.

### DIRECTOR'S ANNUAL STATEMENT

Takes stock of the year's major events and trends in peace and security, and explores their implications for Canadian policy.

### ANNUAL REPORT

Sets out for the Parliament and the people of Canada the record of Institute activities and financial statements for each fiscal year.

### BIBLIOGRAPHIC REFERENCE WORKS

These bibliographies and other items make peace and security titles and subjects more easily accessible to the researcher.

### PEACE & SECURITY

A quarterly magazine providing a forum for a wide range of Canadian and international analyses and viewpoints.

*(All publications except Working Papers are available in both English and French)*

*Publications are listed under the following topic areas: within each category, the most recent titles are listed first.*

### EAST-WEST RELATIONS

#### REGIONAL CONFLICTS AND SECURITY ISSUES

#### ARMS CONTROL — NUCLEAR

#### ARMS CONTROL — NON-NUCLEAR

#### DISARMAMENT

#### DEFENCE

#### CONFLICT RESOLUTION — THEORY AND PRACTICE

#### MISCELLANEOUS

#### REFERENCE WORKS

### EAST-WEST RELATIONS

**East-West Relations in Transition: Towards a New European Order**, Excerpts from a Report of the Strategic Assessment Group of Experts to CIIPS, July 1990. (WP27)

**Superpower Rivalry in the Indian Ocean**, by Paul George, February 1989, 36 pages. (WP 16)

**New Dimensions in Canadian-Soviet Arctic Relations**, by John Hannigan, November 1988. (BP-PoV 6)

**International Security and Canadian Interests, Report of a Working Group**, June 1988, 38 pages. (WP 11) \*

**From Lenin to Gorbachev: Changing Soviet Perspectives on East-West Relations**, by Paul Marantz, May 1988, 89 pages. (OP 4)

**East-West Relations in the 1980s**, by Adam Bromke, May 1988, 103 pages. (WP 9) \*

**Superpower Rivalry and Soviet Foreign Policy in the Caribbean Basin**, by S. Neil MacFarlane, June 1986, 70 pages. (OP 1)

**East-West Relations: Values, Interests and Perceptions**, by Geoffrey Pearson, March 1986. (BP-PoV 1)

### REGIONAL CONFLICTS AND SECURITY ISSUES

**Cyprus — Visions for the Future: A Summary of Conference and Workshop Proceedings**, by François Lafrenière and Robert Mitchell, May 1990, 106 pages. (WP 21)

**The Return of Vietnam to the International System**, by Gérard Hervouet, December 1988, 83 pages. (OP 6)

**Destabilization of the Frontline States of Southern Africa, 1980-1987**, by Dan O'Meara, June 1988. (BP 20)

**The War in the Gulf**, by Francine Lecours, May 1988. (BP 19)

**Measures for Peace in Central America**, 8-9 May 1987, by Liisa North, December 1987, 76 pages. (WP-CR 5) \*

**Peace, Development and Security in the Caribbean: Perspectives to the Year 2000**, Proceedings of a Conference, Kingston, Jamaica, 22-25 March 1987, by Lloyd Searwar, August 1987, 36 pages. (WP-CR 4)

**Conference on Militarization in the Third World**, by Paul Rogers, Michael Klare and Dan O'Meara presented at Queen's University, Kingston, Ontario, January 1987, 83 pages. (WP 5) \*

**Peace in Central America?**, by Steven Baranyi, October 1986. (BP 8)

**Negotiations for Peace in Central America, Proceedings of the Round-table on Negotiations in Central America**, Ottawa, 27-28 September 1988, by Liisa North, 59 pages. (WP-CR 1) \*

### ARMS CONTROL — NUCLEAR

**A Review of the Geneva Negotiations: 1989-1990**, by David Cox, May 1990. (BP 32)

**The Implications of the INF Treaty**, by Jane Boulden, March 1990. (BP 31)

**Nuclear Non-Proliferation: The Status and Prospects**, by Jozef Goldblat, June 1989. (BP 29)

**Non-Proliferation Treaty (NPT)**, June 1989. (FS 10)

**A Review of the Geneva Negotiations 1987-1988**, by David Cox, March 1989. (BP 27)

**Cruise Missiles and Strategic Arms Control**, by Jane Boulden, January 1989. (BP 24)

**Debate about Nuclear Weapon Tests**, by David Cox and Jozef Goldblat, August 1988, 86 pages. (OP 5)

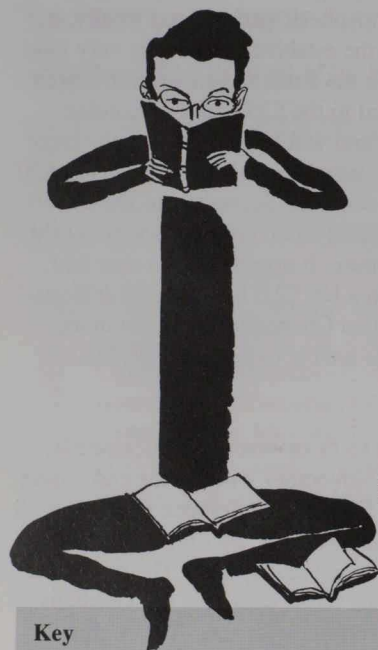
**Has the ABM Treaty a Future?**, by Ronald G. Purver, February 1988. (BP 18)

**Accidental Nuclear War: Reducing the Risks**, by Dianne DeMille, January 1988. (BP 16)

**A Review of the Geneva Negotiations on Strategic Arms Reductions**, by David Cox, June 1987. (BP 13) \*

**Who's Ahead? Examining the Nuclear Arms Balance**, by Jane Boulden, March 1987. (BP 12)

**The Risk of Accidental Nuclear War, Proceedings of the Conference on the Risk of Accidental Nuclear War**, Vancouver 26-30 May 1986, by Andrea Demchuk, 38 pages. (WP-CR 3) \*



Gail Gellner

### Key

OP — Occasional Paper  
BP — Background Paper  
WP — Working Paper  
FS — Factsheet

\*out of print; available only through libraries

To order, please write:  
Canadian Institute for International Peace and Security  
360 Albert Street, Suite 900,  
Ottawa, Ontario K1R 7X7  
Tel: (613) 990-1593  
Fax: (613) 563-0894



**Strategic Stability and Mutual Security in the Year 2000: Getting There from Here**, Proceedings of a Meeting, Erice, Italy, 25-27 April 1986, 113 pages. (WP 3) \*

**Reviewing the Non-Proliferation Treaty**, by William Epstein, March 1986. (BP 4) \*

**A Nuclear Freeze?**, by David Cox, January 1986. (BP 2)

**Nuclear Weapons, Counter-Force and Arms Reduction Proposals: A Guide to Information Sources and Force Calculations**, October 1985, 57 pages. (WP 1) \*

#### ARMS CONTROL — NON-NUCLEAR

**The Control of Chemical and Biological Weapons (CBW): Strengthening International Verification and Compliance**, Summary of a Conference, Toronto, 4-5 April 1989, by Diane DeMille, July 1990, 72 pages. (WP25)

**Compliance with Confidence Building Measures: From Helsinki to Stockholm**, by Michael Holmes, February 1990. (BP 30)

**Conventional Arms Control and Disarmament in Europe: Canadian Objectives**, by Douglas Hamlin, January 1990, 52 pages. (WP 20)

**The International Trade in Arms**, by Keith Krause, March 1989. (BP 28)

**Non-nuclear Powers and the Geneva Conference on Disarmament: A Study in Multilateral Arms Control**, by Michael Tucker, March 1989, 62 pages. (OP 7)

**Conventional Arms Control in Europe: Western Opening Positions**, by John Toogood, December 1988, 34 pages. (WP 15) \*

**Conventional Military Balance in Europe**, by Roger Hill, July 1988. (BP 21)

**International Trade in Arms: Problems and Prospects**, 21-22 October 1987, by Keith Krause, March 1988, 47 pages. (WP-CR 6)

**Arctic Arms Control: Constraints and Opportunities**, by Ronald G. Purver, February 1988, 80 pages. (OP 3) \*

**Conventional Force Balance in Europe: Understanding the Numbers**, by James Moore, January 1988, 15 pages. (WP 6) \*

**The Stockholm Agreement: An Exercise in Confidence Building**, by C.A. Namiesniowski, August 1987. (BP 14)

**Satellite Surveillance and Canadian Capabilities**, by Ron Buckingham, September 1986. (BP 7)

**Conventional Arms Control Negotiations in Europe**, by John Toogood, April 1986. (BP 5)

#### DISARMAMENT

**The Case for a United Nations Verification Agency**, by A. Walter Dorn, July 1990, 41 pages. (WP 26)

**Closing the Gap: Disarmament and Development, the International Debate**, by Steve Lee, March 1990, 38 pages. (WP 22)

**Resolutions on Arms Control, Disarmament: Canada's Record at the UN**, by Bernard F. Grebenc, November 1989, 79 pages. (WP 19)

**United Nations and Disarmament**, June 1989. (FS 9)

**Nuclear Weapon-Free Zones**, January 1989 (FS 5)

**United Nations Special Session on Disarmament 1988: Peace Proposals Since 1982**, Hanna Newcombe, May 1988, 59 pages. (WP 10) \*

**Chemical Disarmament: From the Ban on Use to a Ban on Possession**, by Jozef Goldblat, February 1988. (BP 17)

**Nuclear Disarmament: The Gorbachev Initiative**, by John R. Walker, January 1987. (BP 11) \*

**Nuclear Weapons and the Averting of War**, by Robert W. Malcolmson, October 1986. (BP-PoV 2)

#### DEFENCE

**Canada et sous marins. Technologie et politique**, by Bernard Goulard, June 1990, 58 pages. (WP24)

**When does Deterrence Succeed and How do we Know?**, by Richard Ned Lebow and Janice Gross Stein, February 1990. 90 pages. (OP 8)

**The Military Use of Space**, November 1989. (FS 11)

**Challenges to Canadian Security in the Year 2000: A Summary of Conference Proceedings**, by Jean-François Rioux, April 1989, 45 pages. (WP 17)

**The Warsaw Pact** (Warsaw Treaty Organization), March 1989. (FS 6)

**Security: Canada and the Arctic**, March 1989. (FS 7)

**Sovereignty: Canada and the Arctic**, March 1989. (FS 8)

**Non-Offensive Defence: The Way to Achieve Common Security in Europe**, by Robert Neild, January 1989. (BP 25)

**Of Fireproof Houses: Canada's Security**, by Geoffrey Pearson, December 1988. (BP-PoV 7)

**The Cruise Missile and Cruise Missile Testing in Canada**, September 1988. (FS 3)

**The NATO Nuclear Planning Group**, by Jocelyn Coulon, August 1988. (BP 22)

**NORAD (North American Aerospace Defence Command)**, March 1988. (FS 1)

**NATO (North Atlantic Treaty Organization)**, March 1988. (FS 2)

**Maintaining Peace with Freedom: Nuclear Deterrence and Arms Control**, by Lorne Green, March 1987. (BP-PoV 4)

**La France et l'initiative de défense stratégique**, by Charles-Philippe David, January 1987, 87 pages. (WP 4) \*

**Trends in Continental Defence: A Canadian Perspective**, by David Cox, December 1986, 50 pages. (OP 2)

**A Second Look at No First Use**, by Fen Osler Hampson, November 1986. (BP 9)

**Canadian Responses to the Strategic Defense Initiative**, by Gregory Wirick, October 1985. (BP 1) \*

**Challenges to Deterrence: Doctrines, Technologies and Public Concerns**, Proceedings of the Conference on Challenges to Deterrence, Ottawa, 17-19 October 1985, by Diane DeMille, 69 pages. (WP-CR 2)

#### CONFLICT RESOLUTION — THEORY AND PRACTICE

**International Law and the World Court**, July 1990. (FS 13)

**Climate Change, Global Security, and International Governance**, a summary of a conference in Ottawa, April 1990, by Kenneth Bush, June 1990, 59 pages. (WP 23)

**The United Nations and International Security**, March 1990. (FS 12)

**The Reduction of the Risk of War through Multilateral Means, A Summary of Conference Proceedings**, by David Cox, Steve Lee, James Sutterlin, September 1989. (WP 18)

**Canadian Attitudes and Approaches to the United Nations Security Council**, by Harald von Riekhoff, February 1989. (BP 26)

**Regions of Peace — Oases of Hope**, by Arnold Simoni, November 1988, 18 pages. (WP 13) \*

**Peacekeeping**, October 1988. (FS 4)

**Peacekeeping and Peacemaking in Cyprus**, by Robert Mitchell, October 1988. (BP 23) \*

**Managing Regional Conflict: Regimes and Third-Party Mediators (#2)**, Proceedings of a Workshop held in Ottawa on 6-7 May 1988, by Kenneth D. Bush and Richard Price, August 1988, 64 pages. (WP 12) \*

**Managing Regional Conflict: Regimes and Third-Party Mediators**, Proceedings of a Workshop held in Ottawa on 19-20 November 1987, by Robert Miller, May 1988, 59 pages. (WP 8) \*

**Peacekeeping and the Management of International Conflict**, by Henry Wiseman, September 1987. (BP 15) \*

**The Debate about Peace Education**, by Elizabeth Richards, December 1986. (BP 10)

**A Survey of Peace Education in Canada**, by Wytze Brouwer, February 1986, 71 pages. (WP 2) \*

#### MISCELLANEOUS

**Towards a World Space Organization**, by Elisabeth Mann Borgese, November 1987. (BP-PoV 5)

**Canadian Press Coverage of Arms Control and Disarmament Issues**, by John R. Walker, March 1987. (BP-PoV 3)

**Origins of the Canadian Institute for International Peace and Security**, by Gilles Grondin, August 1986. (BP 6)

**Nuclear Winter**, by Leonard Bertin, March 1986. (BP 3) \*

#### REFERENCE WORKS (PUBLISHED ANNUALLY)

**A Guide to Canadian Policies on Arms Control, Disarmament, Defence and Conflict Resolution**, approximately 300 pages.

**Director's Annual Statement**, approximately 20 to 50 pages, January 1988, December 1988, January 1990.

**The CIIPS Public Opinion Survey of Canadian Views on Peace and Security**, January 1988, December 1988, December 1989.

**Annual Report**, from 1984/85 to 89/90

#### BIBLIOGRAPHIC REFERENCE WORKS

**Surviving the Nuclear Age**, a bibliography on nuclear weapons, arms control and disarmament for the year 1987, by Ron Purver and Jutta Paczulla, May 1990.

**Peace and Security Bookshelf**, an annotated bibliography of 135 items, January 1990.

**Canada and International Peace and Security**, a bibliography 1985-1989, June 1990, \$15.00

**Peace and Security Thesaurus**, June 1990, \$10.00



## ARMS CONTROL DIGEST



### Strategic Arms Reduction Talks (START)

■ At their summit in Washington from 30 May to 3 June, Presidents Bush and Gorbachev signed a "joint statement" declaring that the "basic provisions" of a START Treaty had been agreed to, and reaffirming their determination to have it completed and signed before the end of the year. Two of the major outstanding issues had been solved during US Secretary of State Baker's visit to Moscow from 16 to 19 May. First, the US accepted the Soviet preference for 600 km as the range over which air-launched cruise missiles (ALCMs) would be subject to START limits, in return for Soviet agreement to exempt conventionally-armed ALCMs, including the US anti-radar missile known as "Tactic Rainbow," that are distinguishable from nuclear-armed ALCMs. On the number of nuclear-armed sea-launched cruise missiles (SLCMs) with a range of over 600 km, the two sides agreed on a "politically-binding" limit of 880 for the duration of the Treaty (15 years), but in an attached declaration rather than in the Treaty itself.

Further progress on START was announced at the summit, when the two sides agreed on a "sub-limit" of 1,100 on mobile ICBM warheads – a compromise between the initial Soviet proposal of 1,600 and the US preference for 800. The two Presidents also signed a joint statement agreeing to begin follow-on START II negotiations "at the earliest practical date" following the signing of START I.

### Pacific Security Initiative

■ In a speech in Victoria on 17 July, External Affairs Minister Joe Clark called for a new "North-

Pacific security co-operation dialogue," to explore the possibility of European-style confidence- and security-building measures for the region. Composed of the US, USSR, the two Koreas, Japan, China, and Canada, the forum would seek "to identify those proposals that have serious merit and to make serious counter-proposals." Mr. Clark mentioned specifically "information exchanges, military manoeuvre notification and Open Skies regimes." Broaching the highly sensitive subject of naval arms control, he went on to say that "if the dialogue on conventional forces in Europe develops into a dialogue on naval forces, the Pacific Ocean is an obvious locus of concern and action." Mr. Clark repeated his proposal in talks with government leaders in Tokyo a week later but reportedly received little support, although the Japanese were said to be considering similar ideas.

### Chemical Weapons (CW) Agreement

■ At their Washington summit on 1 June, Presidents Bush and Gorbachev signed a bilateral "executive agreement" to destroy at least eighty percent of their CW stockpiles independent of negotiations on a global CW ban. Under the agreement, at least fifty percent of each country's declared stocks are to be destroyed by the end of the century, beginning in 1992, while stocks are to be reduced to 5,000 tons each (representing an 80% cut in current US stocks) by 2002.

The US had sought Soviet support for its desire to retain two percent of its stocks (500 tons) even after a global CW Convention went into effect, until all CW-capable states had joined it. The bilateral agreement of 1 June commits the parties to reduce their stocks further to a maximum of 500 tons each by the eighth year after a global Convention enters into force, at which time they propose to hold a special conference

"to determine whether participation in the convention is sufficient to complete the elimination of chemical weapons stocks over the following two years."

### Conventional Forces in Europe (CFE)

■ Little progress was reported at the CFE negotiations until late June, when agreement was reached on a French-Polish proposal regarding definitions and limits for tanks and other armoured combat vehicles. The Final Declaration of the NATO summit meeting in early July called for the CFE talks to remain in continuous session until an agreement was reached, and for the latter to be followed immediately by further negotiations (CFE II). Most important from the Soviet perspective, it also noted that "a commitment [would] be given at the time of signature of the C.F.E. Treaty concerning the manpower levels of a unified Germany."

Perceived Soviet "stalling" on CFE had been widely attributed to their insistence on limiting German forces prior to accepting a CFE agreement. This critical stumbling-block was finally overcome with the announcement by West German Chancellor Kohl and Soviet President Gorbachev on 16 July that a future unified German defence force would be limited to 370,000 troops, with reductions beginning after CFE I comes into effect. The only other major obstacle to the treaty concerns combat aircraft, particularly the Soviet desire to exclude land-based naval aircraft from the limits. In the wake of the Kohl-Gorbachev agreement, most observers were optimistic that a treaty would be concluded before the end of the year.

### Short-Range Nuclear Forces (SNF)

■ At the beginning of May, President Bush cancelled modernization programmes for the Lance short-range nuclear missile and US nuclear artillery based in Europe. At the same time, he pro-

posed and won NATO acceptance of an accelerated timetable for SNF arms control negotiations, calling for them to begin shortly after the signature of a CFE Treaty, without awaiting its implementation as previously stipulated by the West.

In early June, Soviet Foreign Minister Shevardnadze announced the unilateral withdrawal of sixty of the USSR's 1,400 tactical nuclear missile launchers in Central Europe, as well as over 250 pieces of nuclear-capable artillery and 1,500 of its estimated 8,000 nuclear warheads there. US Secretary of State Baker welcomed the announcement as "something that we had been seeking for quite some time because the Soviet Union has a significant advantage in these types of weapons." A few days later, a Soviet proposal to begin SNF negotiations even before conclusion of a CFE agreement was rejected by Washington.

At its summit meeting in early July NATO agreed that, once SNF negotiations began, it would propose the mutual elimination of all nuclear artillery shells in Europe.

### Short Notes

■ The Budapest round of the Open Skies Conference adjourned without an agreement on 10 May. According to chief Canadian delegate John Noble, the main stumbling-block remained a Soviet refusal to allow overflights of its territory by foreign aircraft. The negotiations may resume later in the year.

■ During their Washington summit, the US and Soviet presidents signed verification protocols to the 1974 Threshold Test-Ban and 1976 Peaceful Nuclear Explosions treaties, which limit underground nuclear explosions to 150 kt in yield. The US had made its ratification of the treaties contingent on a strengthening of their verification provisions, and the agreements will now be submitted to the US Senate for ratification. □

— RON PURVER



## DEFENCE NOTES



### Canadian Forces Sent to Persian Gulf

At a press conference on 10 August, Prime Minister Mulroney announced the decision by the government to dispatch three ships to the Persian Gulf region "to assist in the deterrence of further aggression" by Iraq. The ships are: the HMCS *Athabaskan*, a Tribal-class destroyer commissioned in 1972 and equipped with torpedoes, guns, two helicopters, passive air defence systems and Sea Sparrow air defence missiles; HMCS *Terra Nova*, an Improved Restigouche-class frigate commissioned in 1959 and equipped with guns, torpedoes, and passive air defence systems, but no air defence weapons; and HMCS *Protecteur*, an unarmed supply and maintenance ship. The combined compliment on the ships is approximately 800.

The ships will be "on location in the region by mid-September," said the Prime Minister. He also noted that the ships precise operating location and manner of employment will be decided in light of circumstances at that time.

At a press conference immediately following the Prime Minister's, the Vice-Chief of Defence Staff, Vice-Admiral Charles Thomas stated that in the days before actual sailing from Canada, *Athabaskan* and *Terra Nova* would be modified by adding "close-in weapons systems," new electronic warfare equipment, and upgraded chaff and decoy systems for improved defence against air attack.

### The London Summit

At the beginning of July NATO leaders met in London to consider their response to the political changes in Europe. In advance of the meeting, President Bush sent a

letter to NATO heads of state proposing a variety of changes in alliance force structure and doctrine. In particular, recalling his earlier decisions to cancel plans for a follow-on missile to the short-range Lance, and for new nuclear artillery shells, Bush suggested modifying the doctrine of flexible response to reflect a reduced reliance on nuclear weapons. He also proposed to eliminate the nuclear artillery shells currently deployed in Europe.

Initial reaction to the Bush letter was mixed at home, but warm in Europe. The Bush letter appeared to reflect the thinking of allied leaders, with the partial exception of the French, and respond to the needs of the Soviet Union. In Washington, doubts were expressed, however, about the meaning of the proposed change in nuclear doctrine. In sum, the Bush proposal appeared to favour preserving the option of first use of nuclear weapons, while reducing reliance on such weapons.

### The NATO Declaration

On 6 July, at the end of the London meeting, a lengthy declaration was issued. Among other things, it proposed a non-aggression statement by NATO and the Warsaw Pact affirming the intention "to refrain from the threat or the use of force against the territorial integrity or political independence of any state..." The declaration underlined the need "to prevent any nation from maintaining disproportionate power on the continent."

The declaration also dealt with NATO forces in Europe. It noted that, with the withdrawal of Soviet forces from Eastern Europe, NATO's integrated force structure would change to include the following: smaller active forces, which will be multinational, mobile and versatile, permitting maximum flexibility for political leaders in crisis situations; a re-

duction in the readiness of active units, fewer exercises and less training; reliance on mobilisation to build up large forces should they be needed.

Echoing the language of the Bush letter, the communique spoke of nuclear weapons as "truly weapons of last resort," but asserted the need to maintain "for the foreseeable future" a mix of nuclear and conventional forces. However, the declaration proposed to negotiate the elimination of nuclear artillery shells in Europe, and to move away from the military strategy of forward defence.

Soviet reaction to the London meeting was positive. Foreign Minister Shevardnadze expressed general satisfaction with the declaration, describing the changes in doctrine as "potentially important decisions."

### Gorbachev Meets Kohl

Meeting at Mineralnye Vody in the Soviet Union on 16 July, Gorbachev and Kohl reached agreement on the place of a united Germany in NATO. Under an agreement to be worked out between a unified Germany and the Soviet Union, the 350,000 troops in East Germany will withdraw over a period of three or four years. The Soviet Union agreed that a united Germany can be a member of NATO. Chancellor Kohl agreed to accept a ceiling of 370,000 troops in the armed forces of a unified Germany. He also stated that when Soviet forces leave what is now East Germany, German troops under NATO control would be stationed there, but no foreign troops would be permitted. The two leaders also agreed that a united Germany would renounce the manufacture and possession of chemical weapons, and sign the Nuclear Non-proliferation Treaty.

### Britain's Peace Dividend

In May, a defence paper intended for the private use of Prime Minister Thatcher and se-

nior Cabinet members, was leaked to the *Economist*. The study proposed to reduce the British Army from fifty-five battalions to thirty-two, and Royal Navy frigates from fifty-eight to thirty-two, promising savings of almost \$40 billion over ten years. In mid-June less sweeping but highly controversial cuts were announced by Defence Minister Tom King. He told a Commons committee that the Warsaw Pact has "to all intents and purposes ceased to exist." Announcing a cut of approximately \$1.2 billion in the defence budget (about three percent before inflation), King cancelled an order for thirty-three Tornado aircraft and confirmed that Britain is planning major reductions in its army and air force units assigned to NATO. The planned reductions in forces stationed in Germany appear to be greater than those under negotiation at the Conventional Forces talks in Vienna.

### Grounded Looking Glass

Since 3 February 1961 the US Air Force has maintained a fleet of airplanes which would guarantee command and control of US nuclear forces even after the destruction of ground facilities. Referred to as "Looking Glass," one of the planes has been in the air at all times, commanded by an Air Force General. On Tuesday 24 July, the twenty-four-hour airborne alert was ended when General John Chain, Commander of Strategic Air Command, landed at Offut AFB. The move to "ground alert status" reflects both budgetary pressures and greater confidence that a Soviet nuclear alert could be detected in time to take precautionary measures. The Soviets have also cooperated. A US Senate Armed Services Report released in late July noted that the Soviets have ceased submarine patrols off the US coast, and flights by Bear bombers to Canada's northern border. □

- DAVID COX



## REPORT FROM THE HILL



### Visits to Ottawa

■ Ottawa played host to three eminent statesmen in quick succession in the late spring: first to UN Secretary-General Javier Pérez de Cuellar on 27 May; then on 29 to 30 May to Soviet President Mikhail Gorbachev (the first visit by a Soviet leader since 1971); and finally to South African black activist and Deputy President of the African National Congress Nelson Mandela, who addressed both Houses of Parliament on 18 June – a highly unusual event for a non-head of government.

### The Middle East

■ Prior to the first two visits, External Affairs Minister Joe Clark confirmed in the House on 22 and 24 May that Middle East questions would be addressed with Pérez de Cuellar and Gorbachev. On 22 May he indicated that the Canadian Ambassador to Israel had that day expressed to Israeli authorities shock and great concern at the increasing violence in the occupied territories.

On 14 June, following the formation of a new Israeli government, NDP External Affairs critic Bill Blaikie asked the Minister in the House whether the government would consider using its position on the UN Security Council to influence the development of a peacekeeping force that would finally be acceptable to Israel to operate in the occupied territories to protect Palestinians. Mr. Clark responded that Canada would be prepared to apply its influence toward that end, but underlined the Member's own suggestion that "any action by the United Nations would have to be something that was acceptable to Israel."

Following the pipe-bombing death in Israel of a Canadian

woman, Mr. Clark, on 28 July, strongly condemned "this vicious act of terrorism" which he stated served only to perpetuate the distressing cycle of violence which characterized the Middle East dispute. Only five days later, on 2 August, he was again obliged to address the question of violence in the region following Iraq's invasion of Kuwait. He termed Iraq's actions "totally unacceptable" and promised that Canada would work with other members of the UN Security Council to ensure an "effective international response." (See "Report from the Security Council" for more on the UN and Iraq.)

### NATO and European Policy

■ On 17 May in the Commons – following a meeting of NATO Defence Ministers in Kananaskis, Alberta the week before – NDP MP Bill Blaikie challenged Defence Minister William McKnight for not opposing modernization of all nuclear weapons. The Minister rejected the Member's allegation and insisted that the testing of US cruise missiles in Canada did not constitute the testing of nuclear missiles, but of "a guidance system."

Minister Clark addressed the broader questions of European policy in the House on 31 May and indicated the five broad areas of discussion that had taken place during the recent visit of Mr. Gorbachev. He described the institutional pillars of Canadian policy toward Europe as: a new, more political, direction for NATO (to which Canada's military contribution was "bound to decline"); an expanded role for the CSCE; and an intensified relationship with the European Community.

### Environmental Issues

■ There were frequent questions in the House during the spring weeks relating to questions of global warming. NDP Environment critic Jim Fulton was particularly persistent in Question Period, pressing the government

to adopt measures to reduce greenhouse gas emissions significantly. On 10 May, Herb Gray, the acting Opposition Leader, joined in the attack by referring to a leaked US State Department telex which implied that Canada had agreed to join forces with the Americans "to block further progress in the fight against global warming" in discussions to be held in Bergen, Norway later in the week.

This was strenuously denied by then Environment Minister Lucien Bouchard who stated in Bergen that Canada was committed to the stabilization of carbon dioxide emissions by the year 2000 at current levels. Liberal MP Charles Caccia tried unsuccessfully in the House on 23 May to have the Prime Minister confirm this statement, but it was later confirmed on 28 May by Acting Environment Minister Robert de Cotret who replaced Mr. Bouchard.

### Asian Policy Shifts

■ A Canadian ban on aid to Indochina was lifted in January. By mid-May, Ottawa had agreed to commit \$8 million over five years to humanitarian projects in Cambodia, matching money from Canadian non-governmental organizations. Then, at the end of May Mr. Clark declared that Canada would no longer support the US-sponsored resolution at the United Nations that has given Cambodia's UN seat to the rebel coalition that includes the Khmer Rouge rather than to the Hun Sen government that is backed by Vietnam. All of these moves came in advance of the widely-hailed announcement of 18 July that the US would open a dialogue with Vietnam, which could include a shift in their UN position toward Cambodia.

The Cambodian seat at the UN was a major topic at the ministerial conference of the Association of Southeast Asian Nations which opened on 27 July in Jakarta, Indonesia and which Mr. Clark attended following an official visit to Japan. On both stops he proposed a new North Pacific security organization

with Canada, the United States, the Soviet Union, China, Japan and the two Koreas as members to cope with regional instability in the wake of the Cold War.

### Parliamentary Short Notes

■ Eight House standing committees collaborated on 23 and 24 April in an unprecedented Parliamentary Forum on Global Climate Change under the leadership of Dr. Harry Brightwell, chair of the House Agriculture Committee.

■ Mr. Clark, in an appearance before the House External Affairs Committee on 24 May, noted the meeting of the Commonwealth Committee of Foreign Ministers on Southern Africa that he chaired in Abuja, Nigeria on 16 and 17 May. He said that the committee was universally optimistic about changes in South Africa, while recognizing that they were partial and preliminary and that sanctions "must remain until there is clear evidence of irreversible change."

■ On 13 June the House Standing Committee on the Environment tabled a report, Part I of its "Our Changing Atmosphere" series, called *Deadly Releases CFCs*.

■ The House of Commons External Affairs Committee tabled two reports in the House on 18 June, one (*Report on the Committee's Visit to the Soviet Union and the Germanies*) the work of the full committee, and the other (*Securing Our Global Future: Canada's Stake in the Unfinished Business of Third World Debt*) the report of a sub-committee specifically struck to consider international debt issues under the leadership of Walter McLean.

■ On the same day, the Subcommittee on International Human Rights of the House Standing Committee on Human Rights and Disabled Persons tabled its third report which reviewed Canada's policy regarding human rights vis-a-vis international financial institutions and international trade including military equipment exports. □

– GREGORY WIRICK



## REPORT FROM THE SECURITY COUNCIL



### Iraqi Invasion of Kuwait

■ On 2 August, the Council met and condemned the Iraqi invasion of Kuwait. The resolution demanded the immediate withdrawal of Iraqi forces from Kuwait and called on the two countries to begin immediate, intensive negotiations. Iraq told the Council that the "Free provisional government of Kuwait" had requested its assistance to help establish "security and order" in that country. The US accused Iraq of having "carefully planned" the invasion. "They invaded Kuwait and then staged a coup d'état in a blatant and deceitful effort to try and justify their actions," US ambassador Thomas Pickering told the Council.

Resolution 660, which was co-sponsored by Canada, was supported by fourteen of the fifteen Council members. Yemen did not vote because its delegate had not received instructions.

Four days later on 6 August, the Council adopted Resolution 661 mandating comprehensive economic and trade sanctions against Iraq. The resolution was supported by thirteen Council members with Yemen and Cuba abstaining, and in rarely-used tough language conveyed the Council's decision that all States were thereafter obliged to prevent:

the import into their territories ... of all commodities and products originating in Iraq or Kuwait.... [A]ny activities by their nationals or in their territories which would promote ... the export or trans-shipment of any commodities or products from Iraq or Kuwait.... The sale or supply by their nationals or from their territories or using their flag vessels of any commodities ... including weapons or any other military equipment, whether or not originating in their territories,

but not including supplies intended strictly for medical purposes, and, in humanitarian circumstances, foodstuffs, to any person or body in Iraq or Kuwait.... [and] [D]ecides that all states shall not make available to the Government of Iraq or to any commercial, industrial, or public utility undertaking in Iraq or Kuwait, any funds or any other financial or economic resources...

Like the earlier Resolution 660, 661 was co-sponsored by Canada.

### Western Sahara

■ On 27 June, the Security Council unanimously adopted a peace plan for Western Sahara and called on Morocco and the Polisario guerrillas to extend indefinitely a temporary cease-fire. Resolution 658 calls for the peace plan to be implemented over a thirty-five week period during which a UN supervised referendum would be held. Western Sahara's 75,000 indigenous inhabitants would be asked to choose between independence under the Polisario or remaining under Moroccan control. Secretary-General Javier Pérez de Cuellar is optimistic that a referendum can be held by early 1991.

### Middle East

■ On 31 May, the Council granted a six month extension to the United Nations Disengagement Observer Force (UNDOF). The force, located in the Golan Heights, includes 227 Canadian military observers. On 1 August, the United Nations Interim Force in Lebanon (UNIFIL) also saw its mandate extended for six months.

In other business, on 3 May, the Council met to continue its ongoing debate on the issue of settlement in the Occupied Territories by newly arriving Soviet Jews. On 25 May, the Council met for the first time in Geneva, Switzerland. The Council shifted location as the result of a compromise to enable PLO Chairman Yasser Arafat

to participate without running the risk of being denied a visa by the US should he attempt to speak in New York. The meeting was prompted by an upsurge of violence in the Gaza Strip and the West Bank following the killing of seven Palestinians by an Israeli said to be mentally disturbed. During a speech, Arafat called for an international force to protect the Arab population.

On 31 May, the US vetoed a resolution which would have sent a commission to the occupied territories to determine how best to ensure the safety of the Palestinians there. Canada and thirteen other members voted in favour of the resolution. After the meeting, a US official told reporters that Washington favoured a solution in which the Secretary-General would send a personal representative to the area. After meeting the Secretary-General, Jochanan Bein, Israel's ambassador, announced on 13 June that his country was ready to receive the UN representative who would "be able to go where he wants to in Israel."

### Cyprus and the Peacekeeping Deficit

■ On 19 July, the Council met and expressed its support for the Secretary-General's plan to help Greek and Turkish Cypriots reach a negotiated solution. Reflecting on the failure of negotiations to advance, the Secretary-General said "the time has come to stop mutual recriminations and to concentrate efforts on promoting reconciliation."

The Council action comes in the wake of a 15 June decision to approve, once again, a six-month extension to the mandate of the United Nations Peacekeeping Force in Cyprus (UNFICYP). During the Council meeting, Canada and seven other members issued a statement pointing to the financial problems facing the force, particularly the drop in voluntary contributions to UNFICYP.

Saying they were "gravely concerned," that the situation put an "unfair" burden on those members providing contingents to the force, the eight countries proposed that rather than relying on voluntary contributions, the force should be financed from assessed contributions. As of last year, the accumulated shortfall had reached almost US\$175 million.

The issue has taken on added urgency as Council members ponder future peacekeeping operations. Recent progress in negotiations between the five permanent members of the council and the parties involved in the Cambodian conflict have raised hopes of a major UN role there both in peacekeeping and overseeing elections. On 28 June, the Secretary-General briefed the Council on a request by Haiti's provisional president Ertha Pascal-Trouillot for UN help in organizing elections.

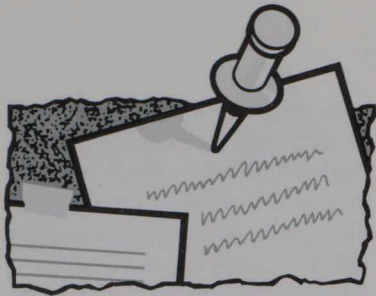
As the UN is called on to monitor elections, some members of the General Assembly are expressing wariness at this new role. Countries such as Cuba and Columbia have expressed concern that in future, the Council may use this new function as a form of intervention. They prefer that any action involving elections be handled through the General Assembly, where the permanent members wield less power.

On 4 May, the Council extended the mandate of the United Nations Observer Group in Central America (ONUCA) for six months. The resolution was adopted with the understanding that ONUCA's involvement in the ceasefire and demobilization of members of the Nicaraguan Contras cease no later than 10 June. On 8 June, the Council extended its deadline to 29 June 1990. On 27 June, a final demobilization ceremony was held in Nicaragua. □

— TREVOR ROWE



## NEWS FROM THE INSTITUTE



■ Southern Africa was the focus of a good deal of Institute attention during the past few months. Stopping in London on his way to Zimbabwe, **Bernard Wood** gave a seminar on Canadian policy in Southern Africa at the Institute for Commonwealth Studies. The presentation will be published in the Commonwealth journal, *Round table*. In Harare, he spoke to the Canada-Zimbabwe Society on the effects of changes in Eastern Europe on developing countries, warning against the danger of the Third World becoming the new arms market for weapons systems now being removed from Europe as a result of the thaw in East-West relations.

In Mozambique Mr. Wood participated in a conference at the Institute for International Relations on the prospects for peace in the region. While the destabilization campaign by South Africa has lessened considerably, the rural areas of Mozambique are ravaged by violence, brutality and banditry. The possible applicability of some parts of the CSCE process to Southern Africa was one of the themes he raised for discussion at the conference.

He spent several days in South Africa talking with politicians, officials, journalists, diplomats and academics about the exciting developments in that country.

"De Klerk and Mandela are now married", he said, "with all that such a union implies. They are at the centre of the political spectrum — a fragile centre — and have had to forsake all others on their respective margins."

On his return to Canada, Mr. Wood gave a press briefing at the Institute, and participated in various activities at the time of the Mandela visit to Canada, including providing commentary for

coverage by Télé-Métropole and CBC's *The Journal*. He also spoke to a conference in Hull on Canadian policies towards Southern Africa in the 1990s, organized by the Canadian Council for International Cooperation.

■ **Eugene Nyati** from the Centre for African Studies in Johannesburg, led a discussion at the Institute in June on the actors and possible scenarios for negotiations in South Africa.

■ **Arkady Cherkasov**, an exchange visitor from the Institute for the USA and Canada in Moscow, spent several weeks in Canada as a guest of CIIPS. Dr. Cherkasov, a geographer, is very interested in the non-military aspects of Canadian and Soviet northern development. At the end of his research in Canada, he gave a seminar at the Institute on prospects for cooperation in the north between the two countries.

■ The NORAD agreement between Canada and the United States, originally signed in 1958, is due for discussion and renewal in 1991. The debate during the next year promises to be particularly interesting, considering the changes which have taken place in the world since 1986 when it was last renewed, and the shifts in perceptions of the nature of the threat to continental North America. In June, Major-General **David O'Blenis**, Commander of the Canadian NORAD region and of the fighter air forces in Canada, gave a briefing and led a discussion at the Institute on his perceptions of the requirements for air defence.

■ Five members of the UN Association of China visited the Institute in late June to exchange views on Canadian and Chinese foreign policy.

■ **Katherine Laundry** and **Susan Connell** participated in meetings

of the Canadian Library Association in Ottawa in June. They introduced two new publications: *Peace and Security Thesaurus*, and *Canada and International Peace and Security: a Bibliography, 1985-1989*. They also convened a workshop on peace and security reference materials.

■ In June **Ron Fisher** gave an address on "Social-Psychological Approaches to International Conflict Resolution" to the annual convention of the Canadian Psychological Association. Later in the month he gave a presentation to the annual conference of the International Association of Conflict Management on "Training Third Party Consultants in International Conflict Resolution." Dr. Fisher also gave workshop at the Institute on his on-going work in the same fields.

■ **Bernard Wood** spoke at a conference at Montebello sponsored by York University and the Institute on security in South-East Asia. He addressed a workshop in Mont Tremblant convened by the Centre of Research and Development in the Department of National Defence: his topic was "Current and Long-Range World Relations." And he gave the key-note speech at the annual meeting of The Peace Centre in St. John's Newfoundland on alternative security policies for Canada and their implications for disarmament, development and the environment.

■ There were a number of staff changes during the summer: **Gordon Sharpe**, a DND Fellow for the past year, was promoted to full Colonel in June and returned to National Defence Headquarters to become Director, Doctrine Coordination and Development. **Ron Fisher**, who spent the first year of a sabbatical from the University of Saskatchewan at the Institute, will spend the next year at Carleton University. **Fen Hampson**, a half-time research associate at the

### Major International Conference on Soviet Affairs in Ottawa

■ A major international conference on the Soviet Union will take place in Ottawa in late November 1990, involving some of the world's leading experts on Soviet affairs and East-West relations.

Titled *The Changing Soviet Union: Implications for Canada and the World*, the conference will provide over the course of two-and-a-half days from 26 to 28 November, in-depth analysis and expert opinion on a wide range of topics, including "The Soviet Economy: Prospects for Perestroika"; "The Climate for Trade and Investment"; "Rethinking the East-West Balance"; and "Soviet Power in a Changing World."

Among the featured speakers from abroad will be **Vitaliy Korotich**, the editor of *Ogonyok*, a leading reformist Soviet weekly; **Vladimir Popov**, the author of *The Turning Point*, a radical exposé of the immense economic problems facing the Soviets; **Anders Aslund**, a Swedish economist and author of what the *New York Times* calls the authoritative book on Gorbachev's struggle for economic reform; international journalists **Martin Walker** of the *Manchester Guardian* and **Christoph Bertram** of *Die Zeit*; **Vladislav Malkevich**, President of the USSR Chamber of Commerce and Industry; **Michael Sturner**, a prominent German commentator on international affairs; **Goran Ennerfelt**, a leading Swedish businessman who heads the world's largest trading company with the Soviet Union; and **Georgi Arbatov**, the Director of the Institute for USA and Canada in the Soviet Academy of Sciences — along with many others.

The conference fee of \$385.00 includes three lunches and two dinners. Dinner speakers — as yet unconfirmed — are expected to be **Aleksandr Yakovlev**, Soviet Politburo member and former Ambassador to Canada, and **Zbigniew Brzezinski**, former National Security Adviser to the President of the United States.

The conference is co-sponsored by the PARLIAMENTARY CENTRE FOR FOREIGN AFFAIRS AND FOREIGN TRADE, the CANADIAN INSTITUTE FOR INTERNATIONAL PEACE AND SECURITY, and the CANADA-USSR BUSINESS COUNCIL. For registration, please contact the Parliamentary Centre, 275 Slater St., Suite 500, Ottawa K1P 5H9, tel (613) 237-0143 or fax (613) 235-8237.



*Canadian Institute for  
International Peace and Security*

360 Albert Street  
Suite 900  
Ottawa, Ontario  
Canada  
K1R 7X7

Years of Canada-US Defence Co-operation." **Roger Hill** spoke on the work of the Institute to Inter-action 1990, a national conference on dispute resolution in July. In August he gave a presentation on the role of the Warsaw Pact, to the Bedford Institute in Nova Scotia.

of Friends. **Nancy Gordon** participated in the annual meeting of the Academic Council of the UN System in New York in June where, among other speakers, Secretary-General **Pérez de Cuellar** addressed the delegates. □

#### **Barton Awards Programme**

■ The Institute invites applications for its Awards Programme, designated the Barton Awards in honour of the first Chairman, former UN Ambassador William Barton. The programme is open to both academics and non-academics who wish to enter or continue studies in the field of international peace and security. The programme is intended to encourage expertise and scholarship in that area by supporting Canadians and permanent residents who wish to pursue their studies at institutions abroad or in Canada.

The Institute expects to make eleven awards: two fellowships valued at up to \$30,000 and nine scholarships at up to \$14,000 each. Applications will be assessed by an independent selection committee and decisions will be announced in May 1991.

Applicants must be Canadian citizens or permanent residents whose experience or academic qualification enable them to pursue advanced study.

The deadline for applications for the 1991-1992 academic year is 1 February 1991.

For further information and application forms please write to:

The Barton Awards Programme  
Canadian Institute for International Peace and Security  
360 Albert, Suite 900  
Ottawa, Ontario K1R 7X7

#### **Peace and Security Competitions Fund Procedures and Deadlines**

■ The Fund allocates contributions semi-annually. Contact the Fund for a copy of updated criteria and application forms. Please note the following deadlines:

30 June for an October decision

30 November for a March decision

Peace and Security Competitions Fund  
360 Albert, Suite 900  
Ottawa, Ontario K1R 7X7

#### **US perspective unacceptable in Canadian magazine**

■ I am appalled that a magazine whose stated mandate is a "Canadian perspective" would print the article "Lying Low in Central America," of view. The US government already fine in the world and doesn't need or th Peter Hakim acknowledges some US policy, he also makes some untenable

med with peace and security have goals cannot be separated from the service to desirability of a stronger national law, and non-violent conflict, unchallenged, an article that assumes se interfere in other sovereign national law?

t: "Troops rapidly subdued the Panamanian defense forces without an unacceptable loss of lives" is astounding. Whose lives? Acceptable to whom? Why should Canadians buy the US idea that American lives are the only ones that matter? An American life is not more important to me than a Panamanian life, or a Nicaraguan life, or a Salvadoran life. Another US propaganda theme that the article furthers is that misnaming, as "communist," popular nationalist movements struggling for freedom, democracy and human rights somehow gives the US a sacred right to annihilate them.

Hakim's article misrepresents (downward) the degree to which the US owns and controls the Contra forces in Nicaragua, and exaggerates the innocence of George Bush concerning "Reagan" policies. He was, after all, the vice president and former head of the CIA, and wasn't born, new and clean, in November 1988.

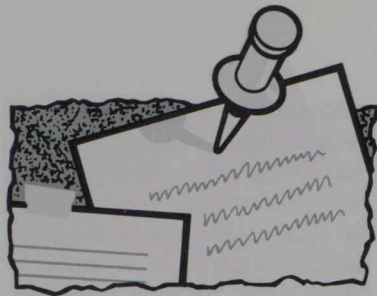
Past US policy in El Salvador is totally misrepresented. For that \$4 billion in aid, the Salvadoran government was supposed to defeat the people's revolution (i.e. establish peace without justice). The goals of democracy and reform were only trotted out when necessary to make the US people keep paying. Negotiation is being considered only because demotion didn't work. The article also implies a (false) separation between the Salvadoran government and the military wing responsible for the murders of the Jesuit priests, not to mention the four American women church workers, Archbishop Romero, and countless other Salvadoran leaders, teachers, organizers and church workers. No American responsibility for conditions in Guatemala and Honduras is acknowledged, although the US helped overthrow the last democratic government in Guatemala in 1954, and "USS Honduras" has become an international joke.

The closing paragraph is sickeningly pious, including "the rest of the international community" as co-spenders on armed conflict. The US government was assessed \$12.2 billion in reparations to Nicaragua by the World Court, which it conveniently ignores. Other countries, including Canada, have been trying for years to help Nicaragua rebuild, only to have their efforts destroyed by the US via Contra attacks. Switzerland, Sweden and Canada, among others, gave money and material aid for the last Nicaraguan electoral process, while the US spent millions to get "their" candidate elected.

After the publication of this article in *Peace&Security*, I have doubts about many others on subjects where I don't have as much background knowledge. I really have to question whether *Peace&Security* is fulfilling its obligations to Canadians, or whether it is serving other ends.

Lorna Diggie, Rimbey, Alberta □





■ Southern Africa was the focus of a good deal of Institute attention during the past few months. Stopping in London on his way to Zimbabwe, **Bernard Wood** gave a seminar on Canadian policy in Southern Africa at the Institute for Commonwealth Studies. The presentation will be published in the Commonwealth journal, *Round table*. In Harare, he spoke to the Canada-Zimbabwe Society on the effects of changes in Eastern Europe on developing countries, warning against the danger of the Third World becoming the new arms market for weapons systems now being removed from Europe as a result of the thaw in East-West relations.

In Mozambique Mr. Wood participated in a conference at the Institute for International Relations on the prospects for peace in the region. While the destabilization campaign by South Africa has lessened considerably, the rural areas of Mozambique are ravaged by violence, brutality and banditry. The possible applicability of some parts of the CSCE process to Southern Africa was one of the themes he raised for discussion at the conference.

He spent several days in South Africa talking with politicians, officials, journalists, diplomats and academics about the exciting developments in that country. "De Klerk and Mandela are now married", he said, "with all that such a union implies. They are at the centre of the political spectrum – a fragile centre – and have had to forsake all others on their respective margins."

On his return to Canada, Mr. Wood gave a press briefing at the Institute, and participated in various activities at the time of the Mandela visit to Canada, including providing commentary for

### Did we get it right?

If we have any incorrect information you can set us straight by filling in this form.

### Please note:

- Address change  
 Contact change  
 Add to mailing list  
 Delete from list

Name (and organization, if applicable)

Previous address

Current address

City

Province (State)

Postal Code

Area Code

Home Tel. #

Work Tel. #

### To order more copies free of charge: (limited numbers available)

Title	English (✓)	French (✓)	Issue #	Quantity
Peace&Security				
Background Paper				
Factsheet				
Occasional Paper				
Other?				

Cherkasov, a geographer, is very interested in the non-military aspects of Canadian and Soviet northern development. At the end of his research in Canada, he gave a seminar at the Institute on prospects for cooperation in the north between the two countries.

■ Five members of the UN Association of China visited the Institute in late June to exchange views on Canadian and Chinese foreign policy.

■ **Katherine Laundry** and **Susan Connell** participated in meetings

Party Consultants in International Conflict Resolution." Dr. Fisher also gave workshop at the Institute on his on-going work in the same fields.

■ **Bernard Wood** spoke at a conference at Montebello sponsored by York University and the Institute on security in South-East Asia. He addressed a workshop in Mont Tremblant convened by the Centre of Research and Development in the Department of National Defence: his topic was "Current and Long-Range World Relations." And he gave the key-note speech at the annual meeting of The Peace Centre in St. John's Newfoundland on alternative security policies for Canada and their implications for disarmament, development and the environment.

■ There were a number of staff changes during the summer: **Gordon Sharpe**, a DND Fellow for the past year, was promoted to full Colonel in June and returned to National Defence Headquarters to become Director, Doctrine Coordination and Development. **Ron Fisher**, who spent the first year of a sabbatical from the University of Saskatchewan at the Institute, will spend the next year at Carleton University. **Fen Hampson**, a half-time research associate at the

### Major International Conference on Soviet Affairs in Ottawa

■ A major international conference on the Soviet Union will take place in Ottawa in late November 1990, involving some of the world's leading experts on Soviet affairs and East-West relations.

Titled *The Changing Soviet Union: Implications for Canada and the World*, the conference will provide over the course of two-and-a-half days from 26 to 28 November, in-depth analysis and expert opinion on a wide range of topics, including "The Soviet Economy: Prospects for Perestroika"; "The Climate for Trade and Investment"; "Rethinking the East-West Balance"; and "Soviet Power in a Changing World."

Among the featured speakers from abroad will be **Vitaliy Korotich**, the editor of *Ogonyok*, a leading reformist Soviet weekly; **Vladimir Popov**, the author of *The Turning Point*, a radical exposé of the immense economic problems facing the Soviets; **Anders Aslund**, a Swedish economist and author of what the *New York Times* calls the authoritative book on Gorbachev's struggle for economic reform; international journalists **Martin Walker** of the *Manchester Guardian* and **Christoph Bertram** of *Die Zeit*; **Vladislav Malkevich**, President of the USSR Chamber of Commerce and Industry; **Michael Sturner**, a prominent German commentator on international affairs; **Goran Ennerfelt**, a leading Swedish businessman who heads the world's largest trading company with the Soviet Union; and **Georgi Arbatov**, the Director of the Institute for USA and Canada in the Soviet Academy of Sciences – along with many others.

The conference fee of \$385.00 includes three lunches and two dinners. Dinner speakers – as yet unconfirmed – are expected to be **Aleksandr Yakovlev**, Soviet Politburo member and former Ambassador to Canada, and **Zbigniew Brzezinski**, former National Security Adviser to the President of the United States.

The conference is co-sponsored by the PARLIAMENTARY CENTRE FOR FOREIGN AFFAIRS AND FOREIGN TRADE, the CANADIAN INSTITUTE FOR INTERNATIONAL PEACE AND SECURITY, and the CANADA-USSR BUSINESS COUNCIL. For registration, please contact the Parliamentary Centre, 275 Slater St., Suite 500, Ottawa K1P 5H9, tel (613) 237-0143 or fax (613) 235-8237.



Institute for the past three years, has taken a full-time position at the Norman Paterson School at Carleton. **Marie-France Desjardins** will begin a doctoral programme at the University of London, England, next year. **Johanne Di Donato** has left the Institute, as have **Dianne DeMille**, **Lynne Cardinal**, **Samantha Hayward**, **Annemarie Bélanger** and **Chantale Beaudoin**. **Marc Pierre-Louis** was a summer student in the Public Programmes section of the Institute. **Walter Bernyck** and **Réjean Hallé** have been working in the Research section.

■ **John Toogood** participated in an international meeting of peace institutes in Des Moines, Iowa in June. In August he attended a conference sponsored by St. Lawrence University and Queen's in Canton, New York, entitled "The Road from Ogdensburg: Fifty Years of Canada-US Defence Cooperation." **Roger Hill** spoke on the work of the Institute to Interaction 1990, a national conference on dispute resolution in July. In August he gave a presentation on the role of the Warsaw Pact, to the Bedford Institute in Nova Scotia.

■ **Ron Purver** presented a paper on "A Canadian Perspective on Maritime Security in the Arctic" to a conference at Glendon College in Toronto. He also spoke at a conference on Naval Arms Limitations and Maritime Security sponsored by the Centre for Foreign Policy Studies at Dalhousie University; his topic was "Ballistic Missile Submarine Sanctuaries and Stand-off Zones."

■ **Gabrielle Mathieu** participated in a conference at Carleton University's School of Journalism on the implications of *glasnost* for journalism in the Soviet Union. Participants included Canadian and Soviet journalists. **Michael Bryans** gave a presentation on issues of peace and security to a group of Soviet and Canadian students who were meeting on the shores of Georgian Bay under the auspices of the Canadian Society of Friends. **Nancy Gordon** participated in the annual meeting of the Academic Council of the UN System in New York in June where, among other speakers, Secretary-General **Pérez de Cuellar** addressed the delegates. □

### Barton Awards Programme

■ The Institute invites applications for its Awards Programme, designated the Barton Awards in honour of the first Chairman, former UN Ambassador William Barton. The programme is open to both academics and non-academics who wish to enter or continue studies in the field of international peace and security. The programme is intended to encourage expertise and scholarship in that area by supporting Canadians and permanent residents who wish to pursue their studies at institutions abroad or in Canada.

The Institute expects to make eleven awards: two fellowships valued at up to \$30,000 and nine scholarships at up to \$14,000 each. Applications will be assessed by an independent selection committee and decisions will be announced in May 1991.

Applicants must be Canadian citizens or permanent residents whose experience or academic qualification enable them to pursue advanced study.

The deadline for applications for the 1991-1992 academic year is 1 February 1991.

For further information and application forms please write to:

The Barton Awards Programme  
Canadian Institute for International Peace and Security  
360 Albert, Suite 900  
Ottawa, Ontario K1R 7X7

### Peace and Security Competitions Fund Procedures and Deadlines

■ The Fund allocates contributions semi-annually. Contact the Fund for a copy of updated criteria and application forms. Please note the following deadlines:

30 June for an October decision

30 November for a March decision

Peace and Security Competitions Fund  
360 Albert, Suite 900  
Ottawa, Ontario K1R 7X7



### US perspective unacceptable in Canadian magazine

■ I am appalled that a magazine whose stated mandate is a "Canadian perspective" would print the article "Lying Low in Central America,"

legitimizing Washington's point of view. The US government already has the biggest propaganda machine in the world and doesn't need or deserve our cooperation. Although Peter Hakim acknowledges some token and obvious criticisms of US policy, he also makes some untenable basic assumptions.

Increasingly, Canadians concerned with peace and security have come to the realization that these goals cannot be separated from the goal of justice. Canada gives lip service to desirability of a stronger United Nations, the rule of international law, and non-violent conflict resolution. Why would you print, unchallenged, an article that assumes a US right to invade and otherwise interfere in other sovereign countries, thereby breaking international law?

The arrogance of the statement: "Troops rapidly subdued the Panamanian defense forces without an unacceptable loss of lives" is astounding. Whose lives? Acceptable to whom? Why should Canadians buy the US idea that American lives are the only ones that matter? An American life is not more important to me than a Panamanian life, or a Nicaraguan life, or a Salvadoran life. Another US propaganda theme that the article furthers is that misnaming, as "communist," popular nationalist movements struggling for freedom, democracy and human rights somehow gives the US a sacred right to annihilate them.

Hakim's article misrepresents (downward) the degree to which the US owns and controls the Contra forces in Nicaragua, and exaggerates the innocence of George Bush concerning "Reagan" policies. He was, after all, the vice president and former head of the CIA, and wasn't born, new and clean, in November 1988.

Past US policy in El Salvador is totally misrepresented. For that \$4 billion in aid, the Salvadoran government was supposed to defeat the people's revolution (i.e. establish peace without justice). The goals of democracy and reform were only trotted out when necessary to make the US people keep paying. Negotiation is being considered only because demotion didn't work. The article also implies a (false) separation between the Salvadoran government and the military wing responsible for the murders of the Jesuit priests, not to mention the four American women church workers, Archbishop Romero, and countless other Salvadoran leaders, teachers, organizers and church workers. No American responsibility for conditions in Guatemala and Honduras is acknowledged, although the US helped overthrow the last democratic government in Guatemala in 1954, and "USS Honduras" has become an international joke.

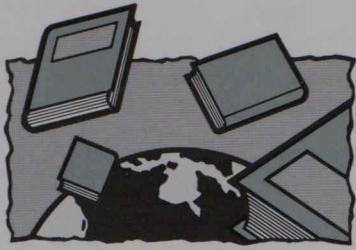
The closing paragraph is sickeningly pious, including "the rest of the international community" as co-spenders on armed conflict. The US government was assessed \$12.2 billion in reparations to Nicaragua by the World Court, which it conveniently ignores. Other countries, including Canada, have been trying for years to help Nicaragua rebuild, only to have their efforts destroyed by the US via Contra attacks. Switzerland, Sweden and Canada, among others, gave money and material aid for the last Nicaraguan electoral process, while the US spent millions to get "their" candidate elected.

After the publication of this article in *Peace & Security*, I have doubts about many others on subjects where I don't have as much background knowledge. I really have to question whether *Peace & Security* is fulfilling its obligations to Canadians, or whether it is serving other ends.

Lorna Diggle, Rimbey, Alberta □



## REVIEWS



### **Continental Divide: The Values and Institutions of the United States and Canada** Seymour Martin Lipset

New York: Routledge, 1990, 337 pp.,  
\$35.00, cloth

Rumours of Canada's imminent demise are flourishing south of the border following the failure of Newfoundland and Manitoba to vote for ratification of the Meech Lake accords. Many analysts are jumping to the pessimistic conclusion that Canada's days as a unified nation-state are numbered; that first Quebec and later other provinces will go their own way or join the giant to the south.

In this context the differences between the Quebecois and other Canadians, or those between Anglophone and Francophone Canadians take centre stage in current and historical studies of Canada. The similarities between Americans and Anglophone Canadians are usually taken for granted. For Canadians in need of an elixir that reaffirms their identity as a people distinct from Americans, Seymour Martin Lipset provides it in *Continental Divide*.

Lipset theorizes that the multitude of differences between Canada and the United States, two "complex, continent-spanning federal unions marked by great social heterogeneity and economic diversity," stem from the contrasting circumstances of their births. Variations in governmental structure, institutions, policies, values and public opinion on a host of topics are traced to their origins as nations.

The United States, the product of a revolt against Mother Britain remains suspicious of government, rejects aristocratic notions, and is fervently devoted to the rights of the individual. Canada slowly evolved into a nation, long

clinging to the same parent the US rejected. Canadians, as a consequence, are more respectful of authority – both governmental and that flowing from class position – and persistently protective of groups' rights.

Lipset acknowledges the role of variation in geography, climate, demography, and economics in forging the present condition of the two states. Yet he supports his theory with an impressively broad array of evidence, ranging from economic data to literary criticism to public opinion polls. He argues that differences in welfare policy, education, religion, societal violence, national heroes, regional identification, and many others all stem to one degree or another from America's revolutionary genesis and Canada's anti-revolutionary foundation. Some of the differences are very small, others, like the sharp contrast in accessibility of health care, indicate seriously different societal choices.

While Lipset overuses the explanatory power of his theory, even if he is right only part of the time, his work deserves serious thought. Lipset weaves two tapestries, profoundly different in their intricate design, that appear at first glance to be remarkably similar. The book's main contribution may be more his insightful description of the differences that permeate each nation's identity, rather than his theory of their origins. – *Marie Isabelle Chevrier*

*Ms. Chevrier is a doctoral candidate at the John F. Kennedy School of Government, Harvard University. An American, she counts among her grandparents the first Francophone mayor of Casselman, Ontario; a Scottish Tory; and German immigrants to Nebraska.*

### **Damn the Torpedoes: My Fight to Unify Canada's Armed Forces** Paul Hellyer

Toronto: McClelland & Stewart, 1990,  
306 pp., \$29.95, cloth

The problem facing any memoir writer is how to deal with the extraordinary mass of events that

make up a hectic life. Good memoirs read like novels, not like an exhaustive mining of private journals and cabinet minutes. If no way is found to accomplish this, the reader is left with the morass of details and confusion that make up day-to-day existence. For the reader, a work that does not transmute life into art becomes exhausting. It is difficult in Mr. Hellyer's book to gauge how he feels about any subject; they all seem to be treated equally, only some go on much longer.

This is, of course, literary criticism. But it is the first means to deal with the problems of this book. I know not everyone can write memoirs like Charles Ritchie (it would be wonderful if they could) but prolixity and sloppiness seem to be the hallmarks of this book. While discussing the introduction of Bill C-243, the unification bill, Paul Hellyer recounts the story of how Elgin Armstrong, deputy minister of National Defence, came to see him to discuss the minister's draft speech:

He was extremely nervous as he sat down opposite me and finally, ashen-faced, told me clearly and unequivocally that the second, and central, section was unacceptably bad... "In that case," I said, "we will have to do it over again."

Mr. Hellyer needs a firm editorial hand.

In addition, Prime Minister Mike Pearson's initials never were "LPB," and as for calling Judy LaMarsh "the one and only" more than once... And since I am carping about minor details: Ron Sutherland and R.J. Sutherland are two different people, but the indexer missed that, as well as getting numerous page references wrong.

"My fight to unify Canada's armed forces" – the subtitle for this book – should really read: "My fight, and Bill Lee's." The fight itself is between two "idees fixes" – on the one side Paul Hellyer and Bill Lee and on the

other, Admirals Brock, Landy-more and Dyer, Air Marshall Frank Miller and others. Bill Lee certainly played an enormous role in the whole unification debacle, though he seems to have been less Hellyer's Svengali than an extremely ambitious operator who was willing to play the Minister card as far as possible. Lee clearly believed that Hellyer would become Prime Minister and that he could help push his career.

Bill Lee is still remembered by many officers with particular loathing, and is reputed to have been somewhat of a trouble-maker even before he latched onto Hellyer (apparently he was involved in bringing in General Lauris Norstad to Canada during the time of the Diefenbaker government – a visit that contributed to the woes of a government already struggling with its own defence policy). During his stint as Hellyer's Executive Assistant, Lee seems to have become a sort of alter ego to the "MND," as he calls him.

The whole fight to unify the Armed Forces has passed into history: the Canadian Armed Forces were given one name; they were given unattractive "garbage bag" green uniforms (now replaced with distinctive uniforms once more) and the duplication and waste of three entirely separate services has dwindled to merely the duplication and waste of three inherently different services with one Chief of Defence Staff. Although the United States has never attempted unification (and probably never will), Paul Hellyer's term as Minister of National Defence saw the Canadian Armed Forces, above all the Navy, lose their traditional British character and style to become much more American.

What Hellyer never really seemed to understand during his battles with the Admirals, and with groups like "TRIO" (the "Tri-Service Identity Organization") was that the group loyalty and bonding that a clearly identifiable service and uniform pro-



mote are fundamental parts of military behaviour. Of course, it is not efficient or cost-effective, but what military forces are supposed to do is not part of our everyday, cost-effective world. No doubt inter-service rivalry has lost many lives, as well as costing millions of dollars, but I find it hard to believe that accountants would make good generals.

Hellyer's argument for unification is that he was streamlining the Army, Navy and Air Force and turning them into more efficient, modern forces. While he probably was right that the Air Force was extremely unlikely ever to have to play a nuclear role in Europe, he may have missed the point when he wanted to beef-up the F-104's capabilities in conventional warfare. Hellyer thought that "it didn't make sense to have planes sitting helplessly like so many stationary ducks." Actually, that was the role of the Canadian and the American Forces in Europe; they were there to make sure that Washington's commitment to European defence would not vanish during a crisis.

Nevertheless, Mr. Hellyer does begin to understand that the Canadian Armed Forces might have a useful contribution to make. When he discusses the forced withdrawal of the United Nations Emergency Force from Suez he admits that this was "a 'setback' to the cause of world peacekeeping ... the ideals of the United Nations Charter have been frustrated by the unwillingness of member states to accept restraints on the exercise of national sovereignty implicit in such a system."

Mr. Hellyer strikes one as a tremendously hard worker: he laboured at unification until he wore everybody down (how many tempests in a teapot can anyone bear?). His book has the same doggedness about it – there is a tremendous amount of information, but a lack of clarity about purpose, and effect. – *Tina Viljoen*

*Ms. Viljoen is co-author with Gwynne Dyer of The Defence of Canada: In the Arms of the Empire.*

---

### **Unauthorized Action: Mountbatten and the Dieppe Raid** Brian Loring Villa

*Toronto: Oxford University Press, 1989,  
314 pp., \$14.95, paper*

■ The minor resort and port town of Dieppe lies on the French coast facing England. There are literally hundreds of much nicer places in France worth remembering, yet in Canada the name resonates through the collective memory. There are dozens of "Dieppe" avenues across the country in towns and suburbs – incongruously stuck among the "maplewood" and "oak" streets.

The August 1942 raid on Dieppe has always been a puzzle. Of the five thousand soldiers – most of them Canadians – who actually landed on the beach that morning, 2,700 were killed or captured by lunch time. In proportion, this was the costliest Allied expedition of the entire war, and it had, according to the author of this new book – and contrary to the official British record of the event – no discernable military purpose or hope of success.

Dieppe has always been a tribulation not because it was a failure, but because it was not a beautiful failure, nor even a good gamble. It was a botched job from its conception and it should never have happened. The bravery of the Canadian soldiers was wasted. Military historian John Keegan, wrote of it: "Dieppe, in retrospect, looks so recklessly hairbrained an enterprise that it is difficult to reconstruct the official state of mind which gave it birth and drove it forward." In *Unauthorized Action*, Brian Loring Villa attempts that reconstruction, not as a bit of dark conspiracy, but with a view to understanding how the decision to launch the doomed operation got made, why, by whom and "explain why the evidence surrounding the background to the Dieppe raid has become so hopelessly muddled."

Villa's thesis is that Louis Mountbatten, then head of Britain's Combined Operations, and his assistant John Hughes-Hallett, were determined to launch the Dieppe operation against all military logic and in the face of considerable expert opposition

within the senior levels of the British and Canadian military. The operation went ahead anyway, with predictable – and at the time, predicted – results, because of a "corrupt" decision-making apparatus within the British government. The responsible people, from Churchill on down through the British High Command and senior civil service, could have stopped the raid and should have.

Borrowing on the theories in the American political scientist Graham Allison's seminal 1971 study of government decision making, the author constructs a classic case history of "why governments do what they should not do." It is a highly readable and well-documented account from which the British officers most directly implicated in the affair, Mountbatten and Hughes-Hallett, emerge as egregiously flawed individuals. Mountbatten especially, comes off very badly.

My own first recollection of a real war story is of a family friend visiting the house when I was six or seven – some twenty years after he was delivered onto the beach in front of Dieppe port and almost immediately captured by the German defenders. He spent the rest of the war shuttling from one prison camp in Germany to another. What still sticks in my memory of him is his fierce anger and bitterness. His voice was that of a man betrayed – outraged that he could be used by people he trusted in such a foolish way for nothing at all, at least nothing he could discern. If he were alive to read this book, I wonder whether Villa's attempt to answer the question, "why?", would give him some peace of mind.

– *Michael Bryans*

*Mr. Bryans is Editor of Peace & Security and co-creator of the NFB film series War.*

---

### **BRIEFLY NOTED**

---

#### **The Sea Is At Our Gates: The History of the Canadian Navy** Tony German

*Toronto: McClelland & Stewart, 1990,  
360 pp., \$39.95 cloth*

■ *The Sea is at Our Gates* recounts the story of Canada's navy

from its colonial roots through the two world wars to the close of the Cold War in 1990. The story presented – the author is a retired Canadian naval officer – is one of "courage and sacrifice at sea ... [and] a proud force scuttled time after time by its political masters."

---

### **The Domestic Battleground: Canada and the Arab-Israeli Conflict**

David Taras and  
David H. Goldenberg, editors

*Kingston, Montreal: McGill-Queen's  
University Press, 1989, 250 pp., \$29.95  
cloth*

■ This book examines the domestic politics of the Arab-Israeli conflict and challenges the assumption that the Canadian state is relatively free from domestic pressures when it comes to making foreign policy. The first section describes some of the domestic actors and the policy-making roles they have taken "in the contest over Canada's Middle-East policy." The second looks at the decision making process in Ottawa, and the last section is an overall assessment of Canada's role in the region and initiatives that might be taken in the future. Contributors to this volume include, David Bercuson, University of Calgary; David H. Goldberg, director of Canadian Professors for Peace in the Middle East; John Sigler, Carleton University; and David Taras, University of Calgary.

---

### **Avoiding the Brink: Theory and Practice in Crisis Management**

Andrew Goldberg et al, editors

*London: Brassey's / Center for Strategic  
and International Studies, 1990, 138 pp.,  
US \$31.95, cloth*

■ A fairly specialized and scholarly survey of the field of international conflict crisis management, this volume contains chapters by *inter alia*: Joseph Nye on nuclear crisis management; Robert Jervis on psychology and crisis stability; Coit D. Blacker on Soviet approaches to crisis management; and Paul Bracken, Andrew Goldberg and Debra van Opstal on various elements of crisis simulation. □

Reviews of French language publications can be found in the *Paix et Sécurité* "Livres" section.



## LETTER FROM HEBRON BY JEAN-FRANÇOIS LÉPINE



**When the interview was over, Nader Tamimi just sat there behind the desk in the little office where he receives customers who come to his pottery in Hebron.**

Then, after an almost embarrassingly long silence, he pointed to the article in the Jerusalem Arab daily, *Al Fajr*, open on his desk: "You see, even in South Africa things have changed. Why is it that we, after twenty-three years, are almost the only ones in the world who are still living under the domination of a foreign army?"

That was on 8 June, and the morning newspapers reported that the day before the South African government had announced the lifting of the state of emergency allowing the white minority to impose a curfew in black townships, make arrests without warrants, and hold people without trial. In Hebron this has been the situation since 1968, only a few months after Israeli troops invaded and occupied part of Jordan. Hebron has known four different occupiers in the past hundred years. This thousand-year old city, built around the tomb of Abraham, is populated by Palestinians, and has been occupied in turn by the Ottoman empire, the British mandate, and the Hashemite kingdom, before the arrival of the Israelis.

The day we met Nader Tamimi, the people of Hebron were opening their doors for the first time after eight days of strict curfew, during which no one except doctors and medics were allowed to go out. The curfew had been imposed after young Palestinians attacked Israeli occupying troops with stones. Now, the whole town was at the market, hurrying to stock up with food.

Downtown, the Israeli army had put the troops on alert, with armoured personnel carriers at all the strategic crossings, soldiers armed to the teeth on the roofs and in the streets, and jeeps on constant patrol. But that day, nothing happened – maybe because the leaders of the *intifada* had not given the order to fight, but more probably because after eight days of house arrest, the citizens of Hebron had more important things to do than wage their daily little war.

**... about 100,000 Palestinians have been detained at least once.... That works out to one arrest per family, quite enough to make a lasting impression on a people.**

The Israeli authorities refuse to divulge just how many people – soldiers, special police, secret agents, bureaucrats, prison guards and interrogators – it takes to administer the occupied territories. The army runs municipal government, makes rules and hands out permits. The army closes schools, hospitals and businesses on a whim; it regulates public morality, and automobile traffic.

Israeli authorities maintain that present conditions are a direct result of the "aggressions" that have taken place since the beginning of the *intifada*. But Abu Nader, sixty-four year old head of the Tamimi family, and teacher turned businessman, sees things quite differently. Since 1985 he has been unable to leave Hebron to go to Amman, in Jordan, where most of his family lives. Today the two towns are separated by a world of political division and aggression between Jews and Arabs.

Abu Nader still has his Jordanian passport, even though King

Hussein of Jordan, weary of the war, relinquished all claim to the Israeli-occupied territories in 1988. It's the Israeli forces that have been preventing Abu Nader from going to visit his family since 1985, and all for reasons which even Israeli lawyers call fraudulent. For several years the army has been demanding that Abu Nader pay certain taxes that had never been levied before, mostly because the earlier Israeli administration simply wasn't sophisticated enough to do so.

Most of the family heads in the Israeli-occupied territories have had to face this kind of taxation over the past few years. The military administration assesses your

about the leaders of the *intifada* so that arrests can be made. In fact, practices such as guilt by association, intimidation, limiting the freedom of movement, and extortion are all forbidden under international human rights conventions.

But in Hebron, as elsewhere in the occupied territories, this is just routine stupidity compared with the usual violence of this very unusual war. Eight hundred people have been killed by the Israeli army since the *intifada* began in December 1987, and two hundred more were killed in internal political struggles. Around fifty Israelis, civilians and military, were killed during the same period. Thousands, especially young people, have suffered gun-shot wounds – many are handicapped for life. Then there are the daily arrests: according to Israeli sources, about 100,000 Palestinians have been detained at least once during the *intifada*. That works out to one arrest per family, quite enough to make a lasting impression on a people.

In June, a few days after our visit with the Tamimis, the leaders of the European Community, meeting in Dublin, condemned the systematic violation of human rights in territories illegally occupied by the Israeli military administration. The Dublin Conference appealed to the Israeli authorities to accept the presence of permanent UN observers to protect the population against arbitrary measures by the army.

There isn't the slightest reason to think that the appeal from Dublin was heard. Yitzhak Shamir, leader of the Likud party, had just come to power at the head of a coalition of all the right-wing, and extreme right-wing parties in the country. After almost three years of uprising, the prospects for a peaceful settlement in the territories had never looked as bleak. □

*Jean-François Lépine was Middle East correspondent for CBC's The National as well as for SRC's Le Téléjournal from 1988 to 1990.*

*Translation by Eva Bild*

*This article is the first in a series of pieces, written from varied perspectives, that Peace&Security will present on the many elements that comprise the Middle East conflict – one of those confrontations that so far has seen little of the improvement evident in East-West relations and some other regional situations. It is appropriate to begin the series with Jean-François Lépine; he has for three years been a principal source of information for Canadians about this part of the world.*